

## Table des matières

I. Contexte du programme .....	7
1.1. Principe .....	7
1.2. Objectifs du programme .....	8
1.3. Contenu du programme .....	8
1.3.1. Contenu du programme et plan d'action .....	8
1.3.2. Entités éligibles .....	9
1.3.3. Investissements éligibles .....	9
II. Approche du programme en matière de maîtrise des risques E&S .....	10
2.1. Risques et impacts E&S .....	10
2.3.1. Principes de l'AFD pour la MRES des projets en financement direct .....	17
2.3.2. Principes de l'AFD pour la MRES des projets d'intermédiation .....	18
2.3.3. Principes de l'AFD pour la MRES de l'assistance technique .....	20
2.4.1. Principes de Proparco pour la MRES de projets en financement direct .....	21
2.4.2. Principes de Proparco pour la MRES de projets intermédiés .....	22
2.4.3. Principes de Proparco pour la MRES de l'assistance technique .....	22
III. Plan de maîtrise des risques E&S du Programme .....	26
3.1. Maîtrise des risques E&S au niveau projet pour les projets en financement direct .....	26
3.1.1. Identification .....	27
3.1.2. Instruction .....	30
3.1.3. Décision .....	30
3.1.4. Suivi .....	33
3.1.5. Post-évaluation .....	33
3.2. Maîtrise des risques E&S au niveau projet pour les projets intermédiés .....	34
3.2.1. Identification .....	34
3.2.2. Instruction .....	36
3.2.3. Décision .....	37
3.2.4. Suivi .....	40
3.2.5. Post-évaluation .....	41
3.3. Maîtrise des risques E&S au niveau des sous-projets .....	41
3.3.1. Garanties applicables .....	42
3.3.2. Critères d'évaluation des risques .....	42
3.3.3. Evaluation E&S prévue par catégorie de risques .....	43

3.3.4. Liste indicative des risques et impacts E&S par secteur éligible au Programme .....	44
3.4. Aspects spécifiques E&S .....	45
3.4.1. Réinstallation involontaire .....	45
3.4.2. Populations autochtones .....	46
3.4.3. Conservation de la biodiversité et contrôle de la pollution.....	47
3.4.4. Travail et relations de travail, et santé et sécurité de la communauté.....	47
IV. Diffusion de l'information, engagement des parties prenantes et recours en cas de plainte .....	48
4.1. Engagement des parties prenantes et recours en cas de plainte .....	48
4.1.1. Approche de l'AFD sur l'engagement des parties prenantes et diffusion de l'information.....	48
4.1.2. Approche de Proparco sur l'engagement des parties prenantes et diffusion de l'information.....	48
4.1.3. Approche pour le Programme.....	49
4.2. Mécanismes de règlement des plaintes E&S.....	50
4.2.1. Mécanisme de plaintes E&S de l'AFD et de Proparco.....	50
4.2.3. Mécanismes de réclamations de la GIZ au niveau des IE .....	51
4.2.4. Mécanisme de réclamations au niveau des projets et sous-projets .....	51
V. MRES au niveau de l'assistance technique .....	52
5.1. Contenus des programmes d'AT E&S.....	52
5.2. Processus de recrutement de l'AT .....	53
5.3. MRES au niveau de la facilité d'appui institutionnel.....	53

## ANNEXES :

- [Annexe 1](#) : Liste d'exclusions de l'AFD
- [Annexe 2](#) : Plan d'Action Environnemental et Social
- [Annexe 3](#) : Rapport annuel environnemental et social
- [Annexe 4](#) : Termes de références pour l'étude d'impact environnemental et social (EIES)
- [Annexe 5](#) : Termes de références du Plan de gestion environnemental et social (PGES)
- [Annexe 6](#) : Cadre de politique de réinstallation (CPR)
- [Annexe 7](#) : Termes de références du plan de réinstallation involontaire (PRI)
- [Annexe 8](#) : Cadre de planification pour les peuples autochtones (CPPA)
- [Annexe 9](#) : Liste indicative des éléments à inclure dans le Plan pour les peuples autochtones (PPA)
- [Annexe 10](#) : Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)
- [Annexe 11](#) : Principes du PEES
- [Annexe 12](#) : Annexe X. à la convention de financement : Lignes directrices pour l'établissement du rapport de suivi Environnemental et Social



## Liste des acronymes et définitions

<b>‘un projet’ ou ‘des projets’</b>	<b>Désigne le partenariat entre l'AFD ou PROPARCO et une entité locale publique ou privée, c'est-à-dire une facilité de financement et/ou une facilité d'assistance technique, à financer dans le cadre du Programme.</b>
<b>‘Sous-projets’</b>	<b>Désigne les prêts accordés par une IE aux entreprises locales dans le cadre du Programme</b>
<b>‘le Programme</b>	<b>Désigne l'ensemble de l'initiative AFD- FVC ‘Programme pour l'efficacité énergétique dans les bâtiments et le refroidissement (“PEEB Cool”)’</b>
AFD	Agence Française de Développement
CC	Convention de Credit
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CGES	Cadre de gestion environnemental et social Désigne un instrument qui examine les risques et les impacts lorsqu'un projet consiste en un programme et/ou une série de sous-projets, et que les risques et les impacts ne peuvent être déterminés tant que les détails du programme ou du sous-projet n'ont pas été identifiés. Le CGES définit les principes, règles, lignes directrices et procédures pour évaluer les risques et impacts environnementaux et sociaux. Il contient des mesures et des plans visant à réduire, atténuer et/ou compenser les risques et les impacts négatifs, des dispositions pour estimer et budgétiser les coûts de ces mesures, et des informations sur l'agence ou les agences chargées de traiter les risques et les impacts des projets, notamment sur sa capacité à gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux. Il comprend des informations adéquates sur la zone dans laquelle les sous-projets devraient être implantés, y compris les éventuelles vulnérabilités environnementales et sociales de la zone, ainsi que sur les impacts potentiels qui pourraient se produire et les mesures d'atténuation qui pourraient être utilisées
CLPE	Consentement libre, préalable et éclairé
CPPA	Cadre de planification pour les peuples autochtones
CPR	Cadre de politique de réinstallation
E&S	Environnemental et social
EESS	Evaluation environnementale et sociale stratégique Désigne un examen systématique des risques et des impacts environnementaux et sociaux, ainsi que des questions liées à une politique, un plan ou un programme, généralement au niveau national mais aussi dans des domaines plus restreints. Les EESS ne sont généralement pas spécifiques à un lieu. Elles sont donc préparées en conjonction avec des études spécifiques au projet et au site qui évaluent les risques et les impacts du projet
EIES	Désigne un instrument permettant d'identifier et d'évaluer les impacts E&S potentiels d'un projet proposé, d'évaluer les alternatives et de concevoir des mesures d'atténuation, de gestion et de surveillance appropriées
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Groupe AFD	Le Groupe AFD regroupe (i) l'AFD, institution financière publique française, (ii) Proparco, Institution financière de développement promouvant les investissements privés
IE	Entité de mise en œuvre (Implementing entity) Partie opposée dans un contrat ou une transaction financière établie dans le cadre du programme. Maîtres d'ouvrage des projets éligibles, institutions financières et pays partenaires
IF	Intermédiaire(s) financier(s) Désigne les institutions financières telles que les banques, les institutions de microfinance, les fonds, etc., qui sont financées par l'AFD au moyen de facilités de crédit dans le cadre de projets à intermédiation financière.
MRES	Maîtrise des risques environnementaux et sociaux
NP	Norme(s) de performance
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des nations unies
PAES	Plan d'action environnemental et social Désigne un ensemble d'activités à mettre en œuvre par une IE afin de renforcer les capacités et d'améliorer l'organisation interne pour gérer les risques E&S d'une manière qui soit conforme aux exigences du programme
PAR	Plan d'action de réinstallation
(P)AT	(Programme) d'assistance technique
PEES	Plan d'engagement environnemental et social
PEPP	Plan d'engagement des parties prenantes
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale Désigne un instrument qui détaille (a) les mesures à prendre pendant la mise en œuvre et l'exploitation d'un projet pour éliminer ou compenser les incidences négatives sur l'environnement et la santé, ou pour les ramener à des niveaux acceptables ; et (b) les actions nécessaires pour mettre en œuvre ces mesures
PPA	Plan pour les peuples autochtones
PRMS	Plan de restauration des moyens de subsistance
Proparco	Proparco est une institution financière de développement appartenant en partie à l'Agence française de développement (AFD) et à des actionnaires privés des pays développés et des pays en développement.
RSES	Rapport de screening environnemental et social
SFI	Société financière internationale
SGES	Système de gestion environnementale et sociale Désigne l'ensemble des procédures, outils, processus et dispositions et capacités organisationnelles mis en place par une organisation pour gérer les questions d'E&S et les risques E&S en particulier.

TdR	Termes de référence
-----	---------------------

# Introduction

## I. Contexte du programme

### 1.1. Principe

La construction et l'exploitation des bâtiments est responsable de 40% de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone du secteur énergétique. En conséquence, une décarbonation rapide du secteur du bâtiment est nécessaire pour atteindre l'objectif des 2 degrés défini par l'Accord de Paris (adopté à la Conférence Climat de Paris (COP21) en Décembre 2015).

Tandis que le progrès vers plus d'efficacité énergétique dans le bâtiment est en cours dans la plupart des pays, les améliorations ne compensent pas la croissance du secteur et la demande croissante pour les services énergétiques. La durée de vie des bâtiments peut aller de 30 à 80 ans et donc leur consommation d'énergie et leurs émissions de CO2 se ressentent pendant des décennies.

En raison de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et du développement économique, la demande en énergie finale des bâtiments devrait augmenter de 50% d'ici à 2050 comparé aux niveaux de 2015, dans des scénarios du statu-quo. La demande globale pour la climatisation seule devrait tripler d'ici à 2050. Cette croissance aura principalement lieu dans des pays chauds et émergents où l'utilisation des systèmes de climatisation grimpera en flèche.

Si des politiques d'efficacité énergétique globale sont mises en place pour les nouveaux bâtiments, les bâtiments existants et les appareils électroménagers, l'espace construit total pourrait augmenter de 60% d'ici à 2040 sans impliquer une consommation d'énergie supplémentaire.

Ainsi, il est nécessaire d'agir. Les bâtiments qui se construisent actuellement et ceux qui seront construits dans le futur doivent suivre les standards d'efficacité énergétique les plus exigeants.

Pour faire face à ce défi et améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment, l'Allemagne et la France ont initié le Programme pour l'Efficacité Energétique dans le Bâtiment (PEEB).

Promu par la Global Alliance for Buildings and Construction (GlobalABC), le PEEB soutient les efforts globaux pour embarquer le secteur du bâtiment dans l'agenda pour le climat et renforcer la mise en œuvre des CDN dans le bâtiment.

Le PEEB soutient les pays dans la transformation de leur secteur du bâtiment. Début 2018, le programme a lancé ses activités avec 5 pays partenaires : le Mexique, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal et le Viêt-Nam, et d'autres pays ont déjà exprimé leur intérêt pour bénéficier du soutien du PEEB.

Le PEEB fournit aux pays partenaires un soutien pour la mise en place de politiques, de formation et de partage de connaissances, ainsi qu'une assistance financière pour mettre en œuvre des projets de construction à grand échelle aux standards d'efficacité énergétique exigeants.

Le PEEB a fait l'objet de beaucoup de demandes pour un soutien de la part de d'autres pays (Nigéria, Jordanie, Equateur, Indonésie, etc.) et s'efforce d'élargir son champ de diffusion. Les pays ont conscience de l'importance de l'amélioration du cadre de politiques pour plus d'efficacité énergétique

dans les bâtiments, tout en mettant en place des programmes d'incitation financière pour l'efficacité énergétique dans le bâtiment.

Le budget actuel du PEEB pour des activités au niveau des politiques est destiné aux 5 premiers pays partenaires du PEEB. Toutefois, le PEEB a commencé à soutenir et financer des projets de construction et de rénovation de bâtiments à grande échelle en dehors de ces 5 premiers pays partenaires. Le programme a déjà commencé à apporter son appui et son financement à 16 projets de construction et de rénovation de bâtiment à grande échelle dans 11 pays, pour un investissement total d'environ 900MEUR.

Après la démonstration de son efficacité, le programme sera étendu pour correspondre à la réserve actuelle de projets de construction et de rénovation de bâtiments à grande échelle identifiés, s'élevant à 1,6 milliard d'euros dans plus de 20 pays (dont 1,2 milliard d'euros dans les pays du PEEB Cool) et pour mettre en œuvre le niveau politique et les activités techniques nécessaires pour provoquer une transformation du secteur du bâtiment dans ces pays cibles. En outre, l'AFD souhaite permettre à l'expérience du programme PEEB de passer à l'échelle pour aller au-delà du périmètre actuel en diversifiant ses activités dans les systèmes de climatisation efficaces énergétiquement, et en contribuant au changement de paradigme vers des systèmes de bâtiments bas-carbone et résilients.

## 1.2. Objectifs du programme

Les objectifs du programme sont :

- Transformer significativement le secteur du bâtiment en encourageant la conception et la construction de bâtiments durables ;
- Diminuer la demande d'énergie des bâtiments d'une manière rentable, en réduisant à un niveau minimal et en évitant autant que possible les émissions de gaz à effet de serre ;
- Mettre à profit les bénéfices sociaux, écologiques et économiques non-exploités ;
- Promouvoir des systèmes de climatisation propres.

## 1.3 Contenu du programme

### 1.3.1. Contenu du programme et plan d'action

Le programme est constitué de deux composantes complémentaires :

1. **Une facilité de financement** à destination d'acteurs publics et privés avec des incitations financières adaptées pour encourager les meilleurs investissements verts dans le bâtiment. Cette flexibilité sera permise par la variété des instruments de financement utilisés dans cette composante. Il peut s'agir de prêts, de prêts concessionnels, ou de subventions d'investissement. Le dispositif de financement comprend les activités suivantes :
  - a. Identification des projets de financement faisables ;
  - b. Mise en place des modalités de financement pour les projets identifiés ;
  - c. Monitoring et support technique aux projets financés.
2. **Une facilité d'appui institutionnel** pour aider à transformer le secteur du bâtiment au niveau national, qui se compose des éléments suivants :
  - a. Le développement de feuilles de route (de CDNs) dans le secteur du bâtiment ;
  - b. L'élaboration de propositions de politiques pour le secteur du bâtiment ;



- c. La mise en place de mesures de renforcement de capacité pour les professionnels du secteur du bâtiment.
- d. La diffusion des connaissances.

### 1.3.2. Entités éligibles

Les entités éligibles sont listées pour chaque composante du Programme :

- Dispositif de financement : toutes les maîtrises d'ouvrage (i) au sein du pipeline de l'AFD ou de PROPARCO, (ii) dans l'un des pays d'intervention de PEEB Cool, (iii) dont les projets comportent un potentiel d'efficacité énergétique ou d'amélioration du confort thermique. L'entité éligible peut être une entreprise du secteur privé, un ministère, une institution publique, une institution financière publique ou privée.
- Dispositif de politiques : tout organisme public (institution publique, ministères, entité de régulation, etc.) de l'un des pays d'intervention de PEEB Cool et qui soit un acteur du secteur national du bâtiment.

### 1.3.3. Investissements éligibles

- Dispositif de financement : tout projet (i) au sein du pipeline de l'AFD ou de PROPARCO, (ii) dans l'un des pays d'intervention de PEEB Cool, (iii) comportant une construction/rénovation de bâtiment(s) ou une amélioration d'efficacité énergétique dans l'industrie, et (iv) qui ne sont pas notés A dans la catégorisation du risque social et environnemental de l'AFD.

## II. Approche du programme en matière de maîtrise des risques E&S

### 2.1. Risques et impacts E&S

Conformément au cadre E&S du Groupe de la Banque Mondiale, les risques et impacts E&S pris en compte par l'AFD dans ses évaluations sont liés au projet et comprennent les éléments suivants :

- **Les risques et impacts environnementaux, y compris** : (i) ceux identifiés dans les directives du Groupe de la Banque Mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité (ESS), (ii) ceux liés à la sécurité des communautés (y compris la sécurité des barrages et l'utilisation sans risque des pesticides), (iii) ceux liés aux changements climatiques et autres risques et impacts transfrontaliers ou mondiaux, (iv) toute menace matérielle pour la protection, la conservation, le maintien et la restauration des habitats naturels et de la biodiversité, et (v) ceux liés aux services écosystémiques et à l'utilisation des ressources naturelles vivantes, telles que les pêches et les forêts.
- **Les risques et impacts sociaux, notamment** : (i) les menaces à la sécurité humaine par l'escalade des conflits personnels, communautaires ou interétatiques, de la criminalité ou de la violence, (ii) les risques que les impacts des projets touchent de manière disproportionnée les individus ou les groupes qui, en raison de leur situation particulière, peuvent être défavorisés ou vulnérables, (iii) tout préjugé ou toute discrimination à l'égard des individus ou des groupes dans l'accès aux ressources de développement et aux bénéfices des projets, en particulier dans le cas de ceux qui peuvent être défavorisés ou vulnérables, (iv) les incidences économiques et sociales négatives liées à l'appropriation involontaire de terres ou aux restrictions d'utilisation des terres, (v) les risques ou les incidences liés au régime foncier et à l'utilisation des terres et des ressources naturelles, y compris (le cas échéant) les incidences potentielles du projet sur les modes d'utilisation des terres et les régimes fonciers locaux, l'accès aux terres et leur disponibilité, la sécurité alimentaire et la valeur des terres, et tout risque correspondant lié à un conflit ou une contestation concernant les terres et les ressources naturelles, (vi) les incidences sur la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et des communautés touchées par le projet ; et (vii) les risques pour le patrimoine culturel.

### 2.2. Normes environnementales et sociales

Pour le programme PEEB Cool, les systèmes de gestion E&S (SGES) de l'AFD, de Proparco et de la GIZ s'appliqueront.

L'AFD et Proparco visent à promouvoir un développement durable et équitable dans toutes les opérations financées, en s'assurant que ces opérations contribuent effectivement à l'objectif de développement durable (lutter contre la pauvreté et assurer la satisfaction des besoins humains, renforcer la solidarité entre les êtres humains et entre les territoires, préserver la biodiversité, préserver les habitats et les ressources naturelles, lutter contre le changement climatique).

Toutes les opérations financées par l'AFD et Proparco sont tenues de respecter les réglementations nationales du pays où l'opération est mise en œuvre, y compris pour les questions environnementales et sociales. Cependant, la réglementation des pays où l'AFD intervient étant parfois incomplète ou en cours d'élaboration, l'AFD utilise comme référence un certain nombre de règles, bonnes pratiques et

directives produites par des organismes normatifs internationaux et éprouvées par plus de 70 ans d'expérience dans le financement de projets de développement. Il s'agit principalement :

- Les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale pour le financement du secteur public ;
- Les Principes pour l'investissement responsable des Nations unies (UNPRI) ;
- Les normes de performance de la SFI.
- Les grandes conventions internationales ratifiées par les pays où l'AFD intervient servent également de référence, principalement :
  - La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies ;
  - Les conventions fondamentales de l'OIT sur le droit du travail ;
  - La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

En termes de maîtrise des risques E&S, le groupe AFD ne dispose pas de normes E&S spécifiques. L'AFD a adopté les normes opérationnelles environnementales et sociales en vigueur de la Banque mondiale<sup>1</sup>. Ces normes s'appliquent aux projets dont les risques environnementaux et sociaux sont classés comme étant Elevés ou Substantiels. Pour les autres opérations, les projets doivent être évalués et mis en œuvre conformément à la réglementation environnementale et sociale nationale en vigueur dans le pays où l'opération a lieu. Pour les projets présentant des risques E&S importants, Proparco applique les normes de performance de la SFI et les notes d'orientation et d'interprétation correspondantes<sup>2</sup>.

**Les normes E&S de référence pour le programme PEEB Cool seront la législation nationale et les normes de performance de la SFI et les notes d'orientation connexes.**

L'approche de la maîtrise des risques E&S pour le programme suit la note d'interprétation de la SFI sur les intermédiaires financiers<sup>3</sup> et est conforme aux principes de l'Équateur<sup>4</sup>.

L'applicabilité des normes de performance de la SFI pour le programme PEEB Cool est résumée dans le tableau 1 ci-dessous. Si la note d'interprétation sur les intermédiaires financiers constitue la base de l'approche de l'agence de mise en œuvre (Implementing entity - IE) en matière de maîtrise des risques E&S si l'IE est une institution financière, les normes de performance de la SFI constituent la référence pour les projets et sous-projets et s'appliqueront aux projets et sous-projets à haut risque tels que définis dans le présent manuel.

**Tableau 1. Applicabilité des normes de performances de la SFI pour le programme PEEB Cool**

Normes de performance de la SFI	Objectifs	Applicabilité au programme
---------------------------------	-----------	----------------------------

<sup>1</sup> <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/environmental-and-social-framework>

<sup>2</sup> [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics\\_Ext\\_Content/IFC\\_External\\_Corporate\\_Site/Sustainability-At-IFC/Policies-Standards/Performance-Standards](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/Sustainability-At-IFC/Policies-Standards/Performance-Standards)

<sup>3</sup> [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics\\_ext\\_content/ifc\\_external\\_corporate\\_site/sustainability-at-ifc/publications/publications\\_policy\\_interpretationnote-fi](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/publications/publications_policy_interpretationnote-fi)

<sup>4</sup> <https://equator-principles.com/>

<p>NP1 – Evaluation et maitrise des risques et impacts E&amp;S</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Identifier et évaluer les risques et les impacts E&amp;S du projet</li> <li>○ Adopter une hiérarchie d'atténuation pour anticiper et éviter ou, lorsque l'évitement n'est pas possible, minimiser et, lorsque des impacts résiduels subsistent, compenser les risques et les impacts pour les travailleurs, les communautés affectées et l'environnement</li> <li>○ Promouvoir l'amélioration des performances environnementales et sociales des clients par l'utilisation efficace des systèmes de gestion</li> <li>○ S'assurer que les réclamations des communautés touchées et les communications externes des autres parties prenantes sont traitées et gérées de manière appropriée. Promouvoir et fournir les moyens d'un engagement adéquat avec les communautés affectées tout au long du cycle du projet sur les questions qui pourraient les affecter et s'assurer que les informations E&amp;S pertinentes sont divulguées et diffusées.</li> </ul>	<p>OUI</p> <p>Les secteurs éligibles au programme, tels que l'industrie et les bâtiments, peuvent avoir des impacts sur l'environnement et la santé.</p> <p>La NP1 vise à identifier les risques E&amp;S et à définir des mesures d'atténuation appropriées pour les projets et sous-projets afin d'éviter, de minimiser ou de compenser ces risques. Il définit la portée pertinente de la maitrise des risques E&amp;S pour un projet, la capacité organisationnelle nécessaire et les processus de suivi.</p> <p>Une attention particulière est accordée à l'engagement des parties prenantes, y compris la divulgation d'informations, la consultation et la participation des communautés, des peuples autochtones et des mécanismes de réclamation.</p> <p>Les IE soutenus par le programme sont censés financer uniquement les projets et sous-projets pour lesquels ils disposent de mesures d'atténuation appropriées pour gérer les risques et impacts E&amp;S.</p>
<p>NP2 : Travail et conditions de travail</p>	<p>o Promouvoir le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité des chances des travailleurs.</p>	<p>OUI</p> <p>La NP2 est conforme aux principales conventions et instruments internationaux, y compris ceux de l'OIT et de l'ONU.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Etablir, maintenir et améliorer la relation entre les travailleurs et la direction</li> <li>o Promouvoir le respect du droit national du travail et de l'emploi.</li> <li>o Protéger les travailleurs, y compris les catégories de travailleurs vulnérables comme les enfants, les travailleurs migrants, les travailleurs engagés par des tiers et les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement du client.</li> <li>o Promouvoir des conditions de travail sûres et saines, ainsi que la santé des travailleurs.</li> <li>o Eviter le recours au travail forcé.</li> </ul>	<p>Les IEs soutenues par le programme doivent garantir des conditions de travail et d'emploi adéquates dans leur organisation interne, mais aussi veiller à ce que les projets et sous-projets qu'elles financent respectent les exigences de la NP2, ce qui signifie que ces dispositions s'appliquent à la fois aux clients des IEs et à leurs contractants.</p> <p>Les exigences de NP2 s'appliquent à la fois pendant les phases de construction et de mise en œuvre des sous-projets.</p>
NP3 : Utilisation efficace des ressources, prévention et réduction de la pollution	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Eviter ou réduire au minimum les effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement en évitant ou en réduisant au minimum la pollution due aux activités du projet.</li> <li>o Promouvoir une utilisation plus durable des ressources, y compris l'énergie et l'eau.</li> <li>o Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux projets.</li> </ul>	<p>OUI</p> <p>L'évaluation des risques E&amp;S à réaliser sur les projets et sous-projets doit identifier les impacts négatifs possibles de toutes sortes de pollution sur les communautés et l'environnement, y compris la surutilisation des ressources naturelles telles que la consommation d'eau. La NP3 s'applique à tous les projets susceptibles d'avoir de tels impacts, et ne se limite pas à la phase de construction.</p>
NP4 : Santé, sûreté et sécurité communautaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Anticiper et éviter les impacts négatifs sur la santé et la sécurité de la communauté affectée pendant la durée de vie du projet, qu'il s'agisse de circonstances habituelles ou non habituelles.</li> <li>o Veiller à ce que la protection du personnel et des biens soit assurée conformément aux principes pertinents des droits de l'homme et d'une manière à éviter</li> </ul>	<p>OUI</p> <p>Conformément à la NP4, l'évaluation des risques E&amp;S à réaliser sur les projets et sous-projets tiendra compte des aspects de santé, de sûreté et de sécurité de la communauté, tant pour les maîtres d'ouvrages que pour les entreprises contractantes, tout au long du cycle de vie d'un projet.</p>

	ou minimiser les risques pour les communautés touchées.	
NP5 : Acquisition de terres et réinstallation involontaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Pour éviter, et lorsque cela n'est pas possible, minimiser les déplacements en étudiant des configurations alternatives au projet.</li> <li>o Pour éviter les expulsions forcées.</li> <li>o Pour anticiper et éviter, ou lorsque cela n'est pas possible, minimiser les impacts sociaux et économiques négatifs de l'acquisition de terres ou des restrictions sur l'utilisation des terres en (i) fournissant une compensation pour la perte des actifs au coût de remplacement et (ii) en s'assurant que les activités de réinstallation sont mises en œuvre avec une communication appropriée des informations, une consultation et une participation éclairée des personnes concernées.</li> <li>o Améliorer, ou rétablir, les moyens et le niveau de vie des personnes déplacées.</li> <li>o Améliorer les conditions de vie des personnes physiquement déplacées en leur fournissant un logement adéquat avec la sécurité d'occupation sur les sites de réinstallation</li> </ul>	<p>OUI</p> <p>Tous les sous-projets doivent chercher à éviter les déplacements et, si cela n'est pas possible, doivent se conformer à la norme NP5 en matière d'indemnisation des communautés et des personnes touchées.</p> <p>Cela s'applique aux déplacements physiques et économiques. Les impacts sur les biens et les moyens de subsistance doivent être pris en considération.</p>
NP6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Protéger et préserver la biodiversité.</li> <li>o Maintenir les bénéfices des services écosystémiques.</li> <li>o Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles vivantes</li> </ul>	<p>OUI</p> <p>L'objectif du programme est de soutenir une transition douce vers des économies respectueuses de l'environnement et, à ce titre, il ne se limite pas à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation, mais</p>

	<p>par l'adoption de pratiques qui intègrent les besoins de conservation et les priorités de développement.</p>	<p>visé également à éviter ou à minimiser les impacts sur la biodiversité et les ressources naturelles. Dans la mesure du possible, des actions visant à renforcer la conservation de la biodiversité et la protection des ressources naturelles vivantes seront incluses dans les sous-projets.</p>
<p>NP6 : Peuples autochtones</p>	<p>o Veiller à ce que le processus de développement favorise le plein respect des droits de l'homme, de la dignité, des aspirations, de la culture et des moyens de subsistance tirés ressources naturelles des populations autochtones.</p> <p>o Anticiper et éviter les effets négatifs des projets sur les communautés des populations autochtones ou, lorsqu'il n'est pas possible de les éviter, minimiser et/ou compenser ces effets</p> <p>o Promouvoir les avantages et les opportunités du développement durable pour les Peuples autochtones d'une manière culturellement appropriée.</p> <p>o Établir et maintenir une relation permanente fondée sur la consultation et la participation éclairées (CPE) avec les populations autochtones touchées par un projet tout au long de son cycle de vie.</p> <p>o Assurer le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) des communautés de populations autochtones affectées lorsque les circonstances décrites dans ce critère de performance sont présentes.</p>	<p>OUI</p> <p>La NP7 s'applique à tous les projets et sous-projets susceptibles d'avoir des incidences sur les peuples autochtones, ces incidences étant identifiées par l'évaluation initiale des risques en matière d'environnement et de sécurité.</p> <p>Le consentement libre, préalable et éclairé doit être appliqué lorsque les biens environnementaux sont affectés par un projet dans les circonstances définies par la norme NP7.</p> <p>Autant que nécessaire, des plans spécifiques doivent être élaborés</p>

	o Respecter et préserver la culture, les connaissances et les pratiques des peuples autochtones	
NP8 : Héritage culturel	o Protéger le patrimoine culturel contre les effets négatifs des activités du projet et soutenir sa préservation.  o Promouvoir le partage équitable des bénéfices tirés de l'utilisation du patrimoine culturel.	OUI  La NP8 définit le patrimoine culturel comme comprenant à la fois des objets et des sites matériels et des formes de culture immatérielles. L'évaluation E&S initiale des projets et sous-projets doit déterminer si le patrimoine culturel peut être affecté et, dans ce cas, la NP8 s'applique.

### 2.3. Approche de l'AFD en matière de maîtrise des risques E&S

L'objectif de l'approche AFD de maîtrise des risques E&S (MRES) est de :

- Evaluer les risques et les impacts environnementaux et sociaux de chaque projet soumis aux instances décisionnelles ;
- Proposer des mesures appropriées pour éviter, réduire et/ou compenser ces risques et leurs impacts ;
- Suivre la mise en œuvre de ces mesures pendant la phase de mise en œuvre de l'opération ;
- Gérer les événements imprévus et ;
- Améliorer la qualité des projets et les performances environnementales et sociales des contreparties.

L'AFD peut refuser de financer un projet pour des raisons environnementales ou sociales. Conformément à la liste d'exclusion de l'AFD, certains types d'activités spécifiques ne sont pas éligibles au financement pour des raisons environnementales et sociales. Ces activités sont énumérées en détail dans la Liste d'exclusion de l'AFD en annexe 1.

Les politiques de sauvegarde du Groupe de la Banque mondiale, telles que publiées et en vigueur, s'appliquent à tous les projets présentant des risques E&S élevés ou substantiels pour lesquels un financement de l'AFD est demandé. Ces normes environnementales et sociales établissent les principes que le maître d'ouvrage et le projet devront respecter tout au long du cycle de vie du projet. L'AFD peut spécifier des exigences supplémentaires liées au projet pour aider le maître d'ouvrage à atteindre ces objectifs en matière d'E&S. La conformité aux lois nationales applicables fait partie intégrante des exigences de l'AFD.

Les maîtres d'ouvrages et leurs projets sont également tenus de se conformer aux obligations pertinentes des directives du Groupe de la Banque Mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité (ESS).



Les projets concernant de nouvelles installations ou activités doivent être conçus de manière à assurer la conformité immédiate avec les normes environnementales et sociales et les directives en matière d'environnement, de santé et de sécurité établies par le Groupe de la Banque Mondiale.

Si un projet concerne des installations ou des activités existantes (par exemple, restauration, réhabilitation ou extension) qui ne répondent pas à ces normes et lignes directrices au moment de l'approbation par le Conseil de l'AFD, le maître d'ouvrage est tenu d'adopter des mesures jugées satisfaisantes par l'AFD, c'est-à-dire techniquement, financièrement et économiquement réalisables, afin de mettre ces installations ou activités en conformité avec les normes environnementales et sociales et les lignes directrices en matière d'environnement, de santé et de sécurité dans un délai raisonnable.

### 2.3.1. Principes de l'AFD pour la MRES des projets en financement direct

Le maître d'ouvrage est responsable de l'évaluation environnementale et sociale de son projet. Le maître d'ouvrage mobilise l'expertise et les ressources E&S nécessaires aux différentes étapes de la mise en œuvre du projet (préparation, construction, exploitation, démantèlement) et s'engage contractuellement à atteindre les objectifs de performance environnementale et sociale convenus avec l'AFD au cours du processus d'évaluation. Le maître d'ouvrage contrôle et documente l'application des mesures de gestion E&S pendant la mise en œuvre des activités du projet. Le maître d'ouvrage est tenu de mettre en œuvre toute mesure corrective nécessaire si un manquement est constaté. L'AFD doit être tenue informée des développements par des rapports de suivi périodiques.

L'AFD aide le maître d'ouvrage à définir des objectifs de performance en matière d'E&S et veille à leur mise en œuvre tout au long du cycle de vie du projet. À cette fin, toutes les demandes de financement de l'AFD sont soumises à la conduite d'une évaluation environnementale et sociale (EES). Cela permet d'évaluer si le projet est susceptible d'être développé et mis en œuvre conformément aux objectifs de performance environnementale et sociale de l'AFD. L'évaluation environnementale et sociale est intégrée par l'AFD dans l'examen et le suivi du projet dans son ensemble. Le processus s'articule autour de quatre étapes principales :

1. Catégorisation du projet. L'évaluation environnementale et sociale de l'AFD est adaptée à la nature et à l'échelle du projet et est proportionnelle au niveau des risques et des impacts E&S. À cette fin, en fonction des risques E&S potentiels, l'AFD classe les projets dans les quatre catégories suivantes : Risques élevés (A), risques substantiels (B+), risques modérés (B) ou risques faibles (C).
2. Examen de la documentation relative à l'évaluation environnementale et sociale. Selon la catégorie de projet, l'AFD participe à la définition du périmètre d'étude et à l'évaluation des documents d'évaluation environnementale et sociale et peut effectuer une mission dans la zone concernée par les activités du projet afin d'évaluer les risques environnementaux et sociaux.
3. Engagements environnementaux et sociaux. L'AFD conditionne son financement à la mise en œuvre d'un Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) à définir avec le maître d'ouvrage, et qui doit être suivi régulièrement pendant la mise en œuvre des activités du projet.

4. Suivi E&S. Au cours de la phase de mise en œuvre du projet, l'AFD passe en revue les résultats du suivi des engagements environnementaux et sociaux. A l'issue de l'opération, l'AFD supervise la mission d'évaluation ex-post, en collaboration avec le maître d'ouvrage.

**Dans le cadre du programme, tous les projets financés seront soumis à ces quatre étapes.**

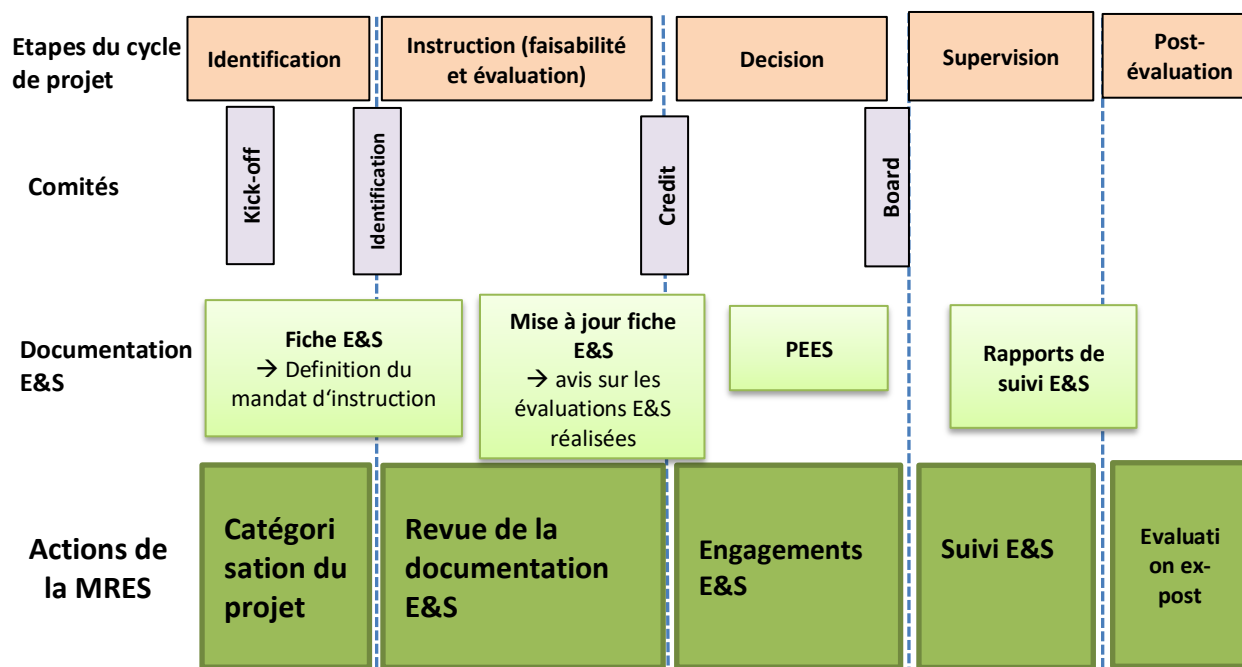


Figure 1 MRES AFD en financement direct

### 2.3.2. Principes de l'AFD pour la MRES des projets d'intermédiation

Pour les projets financés par des intermédiaires financiers (IF), tels que les banques, les institutions de microfinance, les fonds d'investissement, les compagnies d'assurance, les sociétés de crédit hypothécaire, etc., l'AFD met en œuvre une approche spécifique et soutient les intermédiaires financiers partenaires dans la mise en œuvre et le renforcement des systèmes de gestion E&S afin de respecter les meilleures pratiques internationales.

Les objectifs de cette approche sont de s'assurer que les institutions financières financées sont capables de gérer les risques E&S de leur portefeuille et que leur gestion interne E&S est socialement satisfaisante, c'est-à-dire conforme à la législation locale, et, si possible, orientée vers les meilleures pratiques E&S internes, afin de limiter les risques juridiques, financiers et de réputation, et de participer à la promotion du développement durable.

Cette approche spécifique et adaptée aux besoins est tout d'abord fondée sur l'analyse du niveau des risques E&S sur le portefeuille de l'IF : l'évaluation des risques E&S n'est donc pas limitée aux risques E&S qui peuvent être induits par le projet financé par l'AFD. Comme pour le financement direct, l'évaluation environnementale et sociale est intégrée par l'AFD dans l'examen et le suivi du projet dans son ensemble, et le processus s'articule autour de quatre étapes principales :

1. Catégorisation du projet. Sur la base du niveau de risque E&S du portefeuille de l'IF, l'AFD classe les projets dans les trois catégories suivantes : IF-A (portefeuille à haut risque E&S), IF-B

(portefeuille à risque E&S modéré) ou IF-C (portefeuille à faible risque E&S). Ces catégories ne reflètent pas la capacité de l'IF à gérer le risque E&S de son portefeuille, ce qui sera crucial pour l'évaluation E&S. Toutefois, c'est la catégorie de risque E&S qui détermine :

- Le niveau d'analyse du système de gestion E&S de l'IF qui doit être effectué ;
- Le niveau d'exigence de l'AFD concernant l'IE en termes de gestion E&S ;
- Le niveau de suivi E&S à mettre en œuvre pendant le projet.

2. Examen de la documentation de l'évaluation environnementale et sociale. Selon la catégorie de risque du projet (IF-A, IF-B ou IF-C), l'expert E&S de l'AFD effectue un examen exhaustif du système de gestion E&S (SGES) de l'IF à travers l'analyse des procédures et des outils E&S et de leur mise en œuvre opérationnelle, de la structure organisationnelle de la maîtrise des risques E&S, des politiques de sauvegarde et des normes E&S appliquées, du cadre juridique national, etc.

3. Engagements environnementaux et sociaux. Pour les projets IF-A et IF-B, si des écarts sont identifiés entre les exigences de l'AFD et le SGES de l'IF, l'AFD conditionne son financement à la mise en œuvre d'un Plan d'Action Environnemental et Social (PAES) à définir avec le maître d'ouvrage, et qui doit être suivi régulièrement pendant la mise en œuvre des activités du projet. Ce PAES vise à renforcer le SGES de l'IF afin de se conformer à l'exigence de l'AFD et aux meilleures pratiques internationales.

4. Suivi E&S. Pendant la phase de mise en œuvre du projet, l'AFD examine les résultats du suivi des engagements environnementaux et sociaux. A la fin de l'opération, l'AFD supervise la mission d'évaluation ex-post, en partenariat avec le maître d'ouvrage.

Par conséquent, l'AFD demande aux intermédiaires financiers partenaires, dans une approche similaire à celle que l'AFD met en œuvre pour les projets financés, de développer, mettre en œuvre et renforcer un système de gestion environnemental et social comprenant au moins les éléments suivants :

- Une liste d'exclusion ;
- Une politique E&S validée par la direction générale de l'IF ;
- Une procédure de maîtrise des risques E&S, basée sur :
  - a. la catégorisation des investissements en fonction de leur niveau de risques E&S ;
  - b. une évaluation E&S pleinement intégrée au cycle du crédit ;
  - c. ...et la conformité avec les exigences E&S de la législation nationale, y compris les conventions de l'OIT ratifiées par le pays, et avec les normes E&S du Groupe de la Banque mondiale pour les projets IF-A.
- Un responsable et des équipes E&S formés et pleinement impliqués ;
- des articles sur l'E&S dans les contrats signés avec les clients ;
- un rapport annuel sur la gestion E&S ;
- des conditions de travail satisfaisantes au sein de l'IF.

**Dans le cadre du programme et en travaillant avec des IF, l'AFD mettra strictement en œuvre cette approche de MRES.**

### 2.3.3. Principes de l'AFD pour la MRES de l'assistance technique

Les assistants techniques sont très souvent appelés à exercer en parallèle ou successivement une grande variété de missions sans qu'il soit toujours évident de les catégoriser. Ils peuvent cependant être regroupés en six grandes fonctions :

- Substitution / mise en œuvre : remplacement du personnel local pour soutenir une organisation dans la poursuite de ses activités ;
- Conseil : fournir une expertise sur un sujet spécifique ;
- Renforcement des capacités : soutien aux personnes, organisations ou systèmes pour développer et améliorer leurs performances ;
- Rôle d'accompagnement / soutien au changement : fonctions telles que la médiation, la facilitation, la négociation, la protection contre les pressions qui permettent d'accompagner les institutions / organisations dans leur processus de changement ;
- Contrôle financier / gestion de projet : contrôle des ressources de l'IE afin qu'elles soient utilisées de manière efficace et transparente ;
- Influence : soutien à la définition de politiques en relation avec les stratégies d'un donateur.

Dans le cadre du Programme, l'assistance technique suivie par l'AFD concerne la facilité de financement. Le consultant réalisera les activités suivantes :

- Participer à l'identification de projets de financement éligibles par la réalisation d'études techniques, la proposition de mesures d'efficacité énergétique et l'évaluation de leurs coûts. Les activités des consultants comprennent l'examen des plans et des documents de passation de marchés, la réalisation d'un diagnostic des capacités techniques du maître d'ouvrage en matière d'efficacité énergétique et la préparation d'un programme de renforcement des capacités.
- Participer au suivi et au soutien technique des projets financés en apportant un appui au maître d'ouvrage durant la phase de mise en œuvre du projet.

Les consultants seront engagés pour le programme par l'AFD selon ses propres règles de passation de marchés et effectueront des missions à la demande de l'unité de gestion du programme de PEEB Cool.

L'assistance technique (AT) de l'AFD peut être incluse dans les composantes du projet ou peut consister en un projet en soi. Dans les deux cas, les impacts environnementaux et sociaux liés à l'AT seront gérés selon les principes de maîtrise des risques E&S pour les projets financés directement et les projets intermédiés (voir ci-dessus). Comme l'AT consiste en des services intellectuels, ils sont principalement classés dans la catégorie des projets à **faible risque (C)**.

### 2.4. Approche de Proparco en matière de maîtrise des risques E&S

L'approche de maîtrise des risques E&S de Proparco est similaire à celle adoptée par l'AFD. Tous les projets sont tenus de respecter les lois nationales. En outre, les projets présentant un risque E&S important ou élevé doivent se conformer aux normes de performance E&S de la SFI et aux directives du groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité (ESS).

L'approche ESRM de Proparco comprend les étapes suivantes :

- Une analyse préliminaire des risques et des impacts E&S potentiels est effectuée par les experts de Proparco en matière d'environnement, de social et de gouvernance. Cette analyse vise à vérifier la conformité du projet avec la liste d'exclusion de l'AFD et à fournir une catégorisation du projet en fonction du degré de risques et d'impacts potentiels en matière d'E&S.
- Le niveau d'évaluation E&S effectué au cours du processus d'évaluation est proportionnel au niveau de risque potentiel environnemental et social (c'est-à-dire la catégorisation du projet).
- Ces vérifications préalables aboutissent à la définition d'un ensemble de mesures de gestion E&S visant à éviter, atténuer et/ou compenser les impacts potentiels ainsi qu'à améliorer les performances E&S globales du projet.
- Les mesures de suivi, proportionnelles à la catégorisation du projet, sont mises en œuvre à la suite du comité du conseil d'administration. Ce suivi vise à évaluer la conformité du projet avec les NP de la SFI et les performances globales en matière d'E&S.

A l'instar de l'AFD, Proparco s'assurera de la conformité immédiate aux exigences E&S de Proparco pour toutes les nouvelles installations ou activités en exigeant une étude d'impact E&S conforme aux exigences E&S de Proparco. Les installations ou activités existantes, qui ne répondent pas aux exigences E&S de Proparco au moment du financement, devront adopter des mesures E&S supplémentaires pour assurer la conformité du projet dans un délai raisonnable.

#### 2.4.1. Principes de Proparco pour la MRES de projets en financement direct

Le niveau des évaluations et des exigences en matière d'E&S pour les projets financés directement est proportionnel au niveau des risques et des impacts potentiels en matière d'E&S. Proparco classe tous les projets en quatre catégories, liées à un niveau spécifique de risques E&S : Risques élevés (catégorie A), risques substantiels (B+), risques modérés (B) ou risques faibles (C).

Tous les projets financés directement et classés en catégorie A ou B+ font l'objet de vérifications approfondies supervisées par les experts E&S de Proparco. Pour tous ces projets, des consultants E&S indépendants sont mandatés par le client/maître d'ouvrage pour le compte de Proparco afin d'effectuer une évaluation détaillée de la conformité du client/projet par rapport aux exigences de Proparco. Cette évaluation comprend un examen de toute la documentation E&S disponible ainsi qu'une visite du site (tous les projets de catégorie A font l'objet d'une visite du site effectuée par l'expert E&S de Proparco et les consultants).

Ce processus d'évaluation aboutit à l'identification d'une liste d'actions E&S et de mesures de gestion à mettre en œuvre pour traiter tous les risques E&S identifiés et assurer la conformité du projet aux exigences E&S de Proparco. Cette liste d'actions est formalisée par la définition d'un plan d'action E&S (PAES), convenu entre le client/maître d'ouvrage et Proparco et annexé à la convention de financement. Les exigences E&S conventionnelles de Proparco incluses dans le cadre des projets financés directement par le PAES sont généralement liées au développement d'un système de gestion E&S spécifique au projet, au recrutement de ressources E&S, au développement de plans d'actions distincts pour faire face à des risques sociaux ou environnementaux spécifiques tels que la biodiversité ou la réinstallation. La mise en œuvre du PAES est la responsabilité du client/maître d'ouvrage. La convention de financement prévoit également l'élaboration d'un plan de mesures correctives pour gérer les événements imprévus.

L'avancement de la mise en œuvre du PAES (et de tout plan d'action correctif éventuel) fait l'objet d'un rapport annuel du client/maître d'ouvrage et est également soumis à un suivi effectué par une partie externe mandatée par le client/maître d'ouvrage pour le compte de Proparco. Les projets directement financés par Proparco et classés A et B+ font généralement l'objet d'un suivi trimestriel pendant la construction et d'un suivi annuel pendant l'exploitation.

#### 2.4.2. Principes de Proparco pour la MRES de projets intermédiés

Les projets financés par des intermédiaires financiers (IF) sont soumis à une approche similaire à celle développée par l'AFD. Le niveau des diligences et des exigences en matière d'E&S pour les projets intermédiés est proportionnel au niveau des risques et impacts potentiels en matière d'E&S associés au portefeuille de l'IF (et non limité aux risques E&S qui peuvent être induits par les projets financés par Proparco).

Tous les projets IF sont classés en fonction du niveau des risques E&S associés au portefeuille de l'IF. Trois catégories de risques sont identifiées : IF-A (portefeuille à haut risque E&S), IF-B (portefeuille à risque E&S modéré) ou IF-C (portefeuille à faible risque E&S). Tous les projets intermédiés classés comme IF-A ou IF-B sont soumis à un contrôle préalable environnemental et social au regard des normes E&S de la SFI (NP 1 et 2). Cette vérification préalable est supervisée par un expert E&S de Proparco pour tous les projets IF-A et en cas de lacunes importantes sur les projets IF-B. Elle comprend une analyse E&S détaillée de la pertinence E&S du portefeuille et des activités commerciales de l'IF et de la capacité de l'IF à gérer les risques E&S liés à ses activités conformément aux NP E&S de la SFI.

Le processus d'évaluation en matière d'E&S peut aboutir à la définition d'un plan d'action E&S (PAES). Les exigences du PAES se concentrent généralement sur le développement des capacités E&S de l'IF et le renforcement de son système de gestion E&S afin de limiter les risques juridiques, financiers et de réputation, et de promouvoir un développement inclusif et durable. Le PAES est inclus dans la documentation de financement et sa mise en œuvre est généralement associée au décaissement du financement de Proparco.

Un rapport sur l'avancement de la mise en œuvre du PAES et sur les performances globales des IF en matière d'E&S est fourni à Proparco sur une base annuelle. Un suivi externe, mené par un consultant indépendant mandaté par les IF pour le compte de Proparco, est mis en place si l'expert E&S de Proparco le juge nécessaire au cours du processus d'évaluation.

#### 2.4.3. Principes de Proparco pour la MRES de l'assistance technique

L'assistance technique (AT) peut être proposée par Proparco aux projets financés directement ou aux projets intermédiés, et vise à catalyser les impacts par des interventions de renforcement des capacités mobilisant des services intellectuels. Les projets visent généralement à rendre les contreparties du secteur privé plus performantes (excellence opérationnelle, qualité des produits et services, gouvernance, capital humain) et/ou plus écologiques et plus inclusives (responsabilité environnementale et sociale, efficacité énergétique et financement climatique, intégration de la dimension de genre, accès aux biens et services de base). Dans le cadre du PEEB Cool, ils soutiendront principalement des missions visant à réaliser des audits énergétiques, des bilans carbone ou des études d'amélioration des performances environnementales et énergétiques.

Les projets d'AT n'étant proposés qu'à des clients potentiels ou existants, ils ne constituent qu'un volet ou un parallèle au financement direct de projets ou de l'IF par Proparco. La maîtrise des risques E&S

pour l'assistance technique s'appuie principalement sur les résultats de la maîtrise des risques E&S pour l'opération financière principale, qui est soit un projet financé directement, soit un projet intermédié. Bien que les projets d'AT ne soient pas soumis à une catégorisation spécifique des risques E&S, ils doivent suivre une instruction indépendante, où l'examen et l'identification des risques potentiels sont menés par un responsable de l'AT en collaboration avec l'équipe du projet principal. Comme l'AT consiste en des services intellectuels (expertise technique, renforcement des capacités, formation, études, tutorat, etc.), et qu'elle n'est éligible que pour renforcer les performances et/ou les impacts positifs d'un projet d'opération financière, elle est généralement classée dans la catégorie des risques faibles. Les projets d'AT peuvent même soutenir la mise en œuvre des mesures du PAES ou la mise en place d'un SGES.

Un reporting annuel de la mise en œuvre du programme d'AT est réalisé par le maître d'ouvrage et le(s) consultant(s) sélectionné(s) pour la mission et est validé par le chargé d'AT et le chef de projet de Proparco. En outre, un suivi externe du programme d'AT, effectué par un consultant indépendant, peut être réalisé pour une sélection de projets dans le cadre des mesures de suivi existantes, y compris dans les conditions de financement du projet ou de l'IF par Proparco.

## 2.5. Approche de la GIZ en matière de MRES

Au sein du PEEB Cool, la GIZ sera responsable des activités d'assistance technique par le biais de la facilité d'appui institutionnel.

L'approche de la GIZ en matière de maîtrise des risques environnementaux et sociaux est basée sur son "système de gestion des sauvegardes + genre" (SGSG). Le système de gestion est considéré comme une norme minimale contraignante pour tous les secteurs d'activité de GIZ et les mandataires. Cela permet à la GIZ de fournir des conseils techniques spécifiques pour les projets et d'éviter ou au moins d'atténuer les risques possibles lors de la mise en œuvre tout en favorisant le savoir-faire.

### Objectifs

Le système de gestion des sauvegardes + genre a les objectifs suivants :

- Identifier à un stade préliminaire les risques d'impacts involontaires et les risques externes pour toutes les sauvegardes ainsi que le potentiel d'égalité entre les sexes, et y faire face par des mesures ciblées lors de la conception du projet.
- Suivre les risques identifiés tout au long du cycle du projet. Sur cette base, des mesures appropriées peuvent être prises rapidement et des mesures correctives peuvent être initiées si nécessaire.
- Améliorer la qualité générale et la durabilité des projets de la GIZ.
- Combiner et standardiser les processus et les exigences existants de la GIZ et de ses mandants dans un système de gestion unique.

### Portée du SGSG

Portée du système de gestion S&G

Le SGSG couvre les domaines suivants

- L'environnement : L'environnement est une sauvegarde car la qualité, la disponibilité et les services des ressources naturelles constituent la base du développement durable. Les objectifs de développement tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et la santé ne peuvent être atteints sans un environnement intact.
- Le climat : Le climat est une sauvegarde parce que les effets du changement climatique peuvent restreindre le potentiel de développement ou même annuler les progrès déjà réalisés. Pour faciliter le développement malgré le changement climatique, il faut des réductions d'émissions ambitieuses et des mesures d'adaptation au changement climatique.
- Sensibilité aux conflits et au contexte : La sauvegarde de la sensibilité aux conflits et au contexte vise à minimiser ou à prévenir d'éventuels effets négatifs involontaires sur des contextes fragiles ou caractérisés par le conflit et la violence. Environ deux tiers des pays partenaires de la GIZ sont touchés par des conflits, des situations de fragilité, de violence ou des crises aiguës.
- Droits de l'homme : Les droits de l'homme sont une sauvegarde car les mesures de développement ne doivent pas avoir ou exacerber les impacts négatifs sur la réalisation des droits de l'homme. Les droits de l'homme garantissent à toutes les personnes une vie autodéterminée dans laquelle elles peuvent jouir de la liberté, de l'égalité et de la dignité, indépendamment de leur sexe, âge, appartenance ethnique, religion, handicap, orientation sexuelle, identité de genre ou tout autre statut social.
- Genre : L'égalité des sexes est une condition essentielle pour obtenir des résultats positifs et durables. En ce qui concerne le genre, la GIZ effectue une analyse des risques et évalue le potentiel de promotion de l'égalité des sexes dans les projets de tous les commanditaires. Cela signifie que, afin de promouvoir globalement l'égalité des sexes et l'intégration cohérente de la dimension de genre, les évaluations prennent en compte non seulement les risques et les impacts négatifs involontaires, mais aussi le potentiel de promotion des questions de genre et de lutte contre les discriminations et les désavantages liés au genre.

Tous les projets sont évalués dans ces domaines afin d'identifier les éventuels risques externes pouvant découler du contexte ou de l'environnement du projet et tout impact négatif involontaire que les projets pourraient avoir sur les personnes ou les autres ressources. Cela permet d'attribuer une catégorie de risque à chaque projet

#### Usage à différents stades de la mise en œuvre

La GIZ utilise le système de gestion des sauvegardes + genre à chaque étape de la gestion de la mise en œuvre - dans la préparation préliminaire, la préparation des offres, la mise en œuvre et l'achèvement des projets. Selon les exigences du commanditaire, l'évaluation se fait en une ou plusieurs étapes ; l'évaluation du potentiel est également effectuée sur demande. Dans les conclusions de l'évaluation, les projets sont classés dans l'une des quatre catégories de risques du système de garanties, afin de définir correctement les responsabilités.



Le SGSG s'applique également aux mises en œuvres des services internationaux (SI), aux partenariats avec le secteur privé et à tous les clients du secteur public allemand, ainsi qu'aux mesures prises par le GIZ de sa propre initiative. Le seuil de valeur est de 1 million d'euros, ou 200 000 euros pour les partenariats avec le secteur privé.

### Gestion

Le GIZ a mis en place un bureau " Sauvegarde + genre ", chargé d'évaluer tous les nouveaux projets et les projets de suivi en fonction des critères du système de gestion " Sauvegarde + genre " et de fournir des conseils sur la mise en œuvre. Le bureau a le droit d'intervenir et d'opposer son veto à la catégorisation des risques des projets. Les chefs de projet sont responsables de l'application du système et cette application est contrôlée par leurs supérieurs hiérarchiques.

### III. Plan de maitrise des risques E&S du Programme

Dans le cadre du programme, on considèrera qu'un projet peut être :

- Un projet **directement financé** : prêts, participations au capital ou subventions pour financer et soutenir les investissements en efficacité énergétique dans le bâtiment ou le secteur industriel. Les agences de mise en œuvre (IE) sont des entités publiques, des organisations de la société civile ou des entreprises privées.

Cela inclut :

- Des subventions pour des projets en financement direct de l'AFD
  - Des prêts pour des projets en financement direct de l'AFD
  - De l'assistance technique pour des projets en financement direct de l'AFD
  - Des subventions pour des projets en financement direct de Proparco
  - Des prêts pour des projets en financement direct de Proparco
  - Des participations pour des projets en financement direct de Proparco
  - De l'assistance technique pour des projets en financement direct de Proparco
- 
- Un projet **intermédié** : le partenariat entre l'AFD ou Proparco et un Intermédiaire Financier, c'est-à-dire une facilité de crédit ou un fonds de private equity. La facilité de crédit sera ensuite divisée en plusieurs prêts garantis par l'IE à des entreprises locales. De tels prêts sont désignés par le terme « Sous-projets ». Un projet intermédié peut aussi inclure un fonds d'actions avec la participation existante de Proparco et dont l'investissement porte sur un projet incluant de l'efficacité énergétique dans le bâtiment ou l'industrie. Le fonds de private equity sera ensuite divisé en plusieurs prises de participation par l'IE dans des compagnies locales. De telles prises de participations sont également désignées par le terme « Sous-projets ».

Cela inclut :

- Des subventions pour des projets intermédiés et sous-projets de l'AFD
  - Des prêts pour des projets intermédiés de l'AFD à travers l'intermédiaire financier
  - De l'assistance technique pour des projets intermédiés de l'AFD
  - Des subventions pour des projets intermédiés de Proparco
  - Des prêts pour des projets intermédiés de Proparco à travers l'intermédiaire financier
  - Des participations pour des projets en financement intermédié de Proparco
  - De l'assistance technique pour des projets intermédiés de Proparco
- 
- Un projet **d'appui institutionnel**, c'est-à-dire l'assistance technique fournie au sein de PEEB Cool dans le cadre de la composante 2 du programme (facilité d'appui institutionnel) mise en œuvre par la GIZ.

Cela inclut :

- Des subventions pour la mise en oeuvre de l'assistance technique

<b>Le Groupe AFD comprend l'AFD et Proparco. La MRES présentée dans cette section désigne la MRES du Groupe AFD.</b>
--

#### 3.1. Maitrise des risques E&S au niveau projet pour les projets en financement direct

Table 1 MRES du cycle de Projet pour les projets en financement direct

Etape du Cycle Projet	Actions de MRES	Rôles et responsabilités
--------------------------	-----------------	--------------------------

<i>Identification</i>	Examen du projet à travers la liste d'exclusion du Groupe AFD	Agences locales du Groupe AFD
	Catégorisation E&S (A, B+, B, C) EES à effectuer lors de l'évaluation du projet	Expert E&S du Groupe AFD (siege)
<i>Instruction (faisabilité et évaluation)</i>	EES adaptée à la nature et au périmètre du projet, et proportionnel	Expert E&S du Groupe AFD, consultant E&S, consultant de l'étude de faisabilité
	Préparation du plan d'engagement environnemental et social (PEES)	Expert E&S du Groupe AFD
<i>Décision</i>	Finalisation du PEES et intégration dans la convention de financement	Expert E&S du Groupe AFD et responsable d'équipe projet
<i>Supervision</i>	Suivi de la mise en œuvre des mesures E&S en fonction du PEES et du rapport de suivi E&S	Expert E&S du Groupe AFD, responsable d'équipe projet et consultant E&S
<i>Post-évaluation</i>	Evaluation ex-post E&S (le cas échéant)	Groupe AFD ou consultant externe

### 3.1.1 Identification

#### Liste d'exclusion

Au moment d'identifier un projet avec un IE, le premier examen à réaliser au niveau de l'agence du Groupe AFD, est celui de la Liste d'exclusion. Si les activités d'un projet se trouvent dans la Liste d'Exclusion du Groupe AFD, le projet sera exclu.

#### Catégorisation initiale

Au cours de la phase d'identification d'un projet, le Groupe AFD réalise une évaluation sociale et environnementale préliminaire du projet sur la base d'informations collectées par l'autorité contractante et en consultant les administrations et les communautés locales concernées.

Cette première étape conduit à définir les enjeux environnementaux et sociaux induits par la mise en place du projet et à effectuer une identification initiale des risques potentiels.

Une classification en quatre catégories des risques environnementaux et sociaux potentiels est faite sur la base des informations disponibles : risques élevés (catégorie A), importants (catégorie B+), modérés (catégorie B) et faible (catégorie C).

Cette classification détermine la nature et l'étendue de la poursuite de l'évaluation environnementale et sociale à réaliser. Après analyse et proposition par l'agence, elle est validée par la Division Appui Environnemental et Social du Groupe AFD.

La classification environnementale et sociale d'un projet peut changer au cours du projet, en fonction du projet lui-même mais aussi des informations disponibles.

**Table 2 Projets en financement direct - Catégories de risques E&S**

<b>Risques élevés - A</b>	<b>Risques importants - B+</b>	<b>Risques modérés - B</b>	<b>Risques faibles - C</b>
Un projet est classé dans la catégorie A (Risque élevé) quand il peut causer des impacts environnementaux	Un projet est classé en catégorie B+ (Risques importants) lorsqu'il peut causer des impacts environnementaux et sociaux	Un projet est classé en catégorie B (Risques modérés) quand il peut causer des impacts environnementaux et sociaux qui sont potentiellement	Un projet est classifié en catégorie C (Risques faibles) lorsqu'il est probable que les impacts environnementaux et sociaux négatifs soit minimaux, ou même

et sociaux négatifs significatifs. Ces derniers peuvent aller au-delà du domaine d'influence des infrastructures ou des installations ou aller au-delà de la période de construction et d'exploitation. Au moment de catégoriser le projet, les impacts ne peuvent pas être facilement identifiés ou évalués, et cela nécessite donc un processus formel, participatif et indépendant d'évaluation de ces impacts.	significatifs. Ces derniers peuvent aller au-delà du domaine d'influence des infrastructures ou des installations ou aller au-delà de la période de construction et d'exploitation. A la différence des projets de catégorie A, les impacts négatifs peuvent toutefois être identifiés et réduits à l'aide de mesures appropriées, ou appliquées par l'autorité contractante sur d'autres projets similaires. Les exigences d'une évaluation environnementale et sociale indépendante peuvent varier selon le projet et sont déterminées au cas par cas par le Groupe AFD.	réversibles, ou limités à un site spécifique dont la sensibilité est inférieure, ou limitée à la période de construction. Les impacts négatifs du projet peuvent facilement être identifiés et réduits par des mesures appropriées. Ces mesures sont faciles à définir en réalisant une évaluation environnementale et sociale restreinte pendant l'instruction du projet.	inexistants, et la période d'exploitation ne requiert pas de protection, de compensation ou de suivi spécifique. Les projets de catégorie C ne requiert pas, en principe, d'évaluation environnementale et sociale supplémentaire après que le projet a été catégorisé.
--	--	--	---

A partir des informations disponibles au moment du Comité d'Identification les experts E&S du Groupe AFD définissent les tâches d'évaluation à réaliser lors de la phase d'évaluation du projet. Ces tâches, ainsi que la catégorisation des risques E&S, sont mises en évidence dans le Formulaire E&S, un document interne utilisé pour le suivi de l'évaluation E&S.

**Table 3 Liste indicative de risques et impacts E&S par secteur éligible au Programme**

Secteur	Exemples de projets	Risques/impacts environnementaux	Risques/impacts sociaux
---------	---------------------	----------------------------------	-------------------------

<i>Logement social et amélioration des conditions de logement</i>	Nouvelles constructions d'habitations Rénovation de logements existants (par exemple, efficacité énergétique dans des projets d'habitations)	Changements dans le ruissellement des eaux de surface Impacts sur la qualité de l'eau Rejet de polluants Production de déchets dangereux ou non Impacts sur la consommation des ressources (énergie et eau) Contribution au changement climatique (émissions de gaz à effet de serre)	<p>Tout risque en lien avec le travail et les conditions de travail</p> <p>Augmentation du niveau de pollution sonore</p> <p>Impacts sur les infrastructures et les réseaux existants</p> <p>Exposition accrue et exposition à un risque de santé et de sécurité</p> <p>Risques relatifs aux projets et à la gouvernance locale, engagement des parties prenantes, des communautés locales</p> <p>Maladies environnementales (par exemple, exposition au plomb, à l'amiante)</p> <p>Pression sur la propriété foncière et augmentation du coût des terrains ou du coût de location, acceptation sociale</p> <p>Déplacements involontaire</p> <p>Changement des habitudes sociales et de l'organisation sociale</p>
<i>Santé</i>	Construction ou extension d'un centre de santé ou d'un hôpital Rénovation d'un centre de santé ou extension	Impacts sur la biodiversité et les zones naturelles Impacts sur l'héritage culturel	
<i>Éducation</i>	Construction d'écoles, universités, salles de classe en zone rurale, complexe scientifique, etc. Rénovation d'un centre de formation Extension d'université		
<i>Bâtiment public</i>	Mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, dans un centre administratif		
<i>Industrie</i>	Amélioration de la consommation d'énergie ou d'eau dans les processus industriels (agro-business, usines de ciment, etc.)		
<i>Transport</i>	Nouvelle construction ou rénovation en efficacité énergétique dans une station de train, une station de bus		
<i>Autres secteurs du bâtiment</i>	Efficacité énergétique dans les marchés, les centres commerciaux, les bureaux, etc.		

### 3.1.2. Instruction

Le Groupe AFD réalise une évaluation des enjeux environnementaux et sociaux pour tous les projets proposés pour un financement. Cela permet l'examen de la possibilité pour le projet d'être développé et mis en œuvre en accord avec les objectifs de performance environnementale et sociale du Groupe AFD. L'évaluation E&S est adaptée à la nature et à la portée du projet, et proportionnelle au niveau de risques E&S.

Table 4 Evaluation E&S attendues par catégorie de risques

	Risques élevés - A	Risques importants - B+	Risques modérés - B	Risques faibles - C
Cadre normatif	Réglementations nationales et internationales applicables dans le pays (y compris conventions de l'OIT), les politiques de sauvegarde et les directives générales sur l'Environnement, la Santé et la Sécurité de la Banque Mondiale		Réglementations nationales et internationales applicables dans le pays (y compris conventions de l'OIT) (+ les exigences spécifiques du Groupe AFD si applicables)	Réglementations nationales et internationales applicables dans le pays
<b>Evaluation E&amp;S</b>	- EIES, PGES, ou CGES - PAR ou cadre politique de réinstallation - PEES		- PGES et RSES - PEES	- Aucune

### 3.1.3. Décision

La phase de décision porte sur l'insertion des clauses E&S dans la convention de financement qui sera signée par le Groupe AFD et l'IE.

Pour les projets dont les risques entrent dans les catégories Risques élevés, importants et modérés, le Groupe AFD exige que la maîtrise d'ouvrage formalise les engagements environnementaux et sociaux du projet dans un document appelé le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES).

Le PEES est conçu pour consolider de manière concise, dans un seul document et sous la forme d'un tableau, les mesures concrètes et les actions nécessaires pour que le projet soit en accord avec les standards de performance environnementale et sociale appliqués par le Groupe AFD dans un calendrier spécifique et d'une façon satisfaisante pour le Groupe AFD. Le PEES décrit aussi les sources de financement pour la mise en œuvre des mesures ou des actions.

Un premier jet du PEES est réalisé par le consultant en charge de la préparation de l'EIES. Il est finalisé par le Groupe AFD et la maîtrise d'ouvrage pour refléter les évaluations réalisées par l'AFD et les résultats des consultations des parties prenantes.

Le PEES est finalisé avant que le Groupe AFD décide d'accorder le financement et est discuté durant la réunion du Comité de Crédit. Le PEES fait partie de la documentation légale pour les projets dont les risques entrent dans les catégories Risques élevés, importants ou modérés et est annexé à la convention de financement. En appui des dispositions du PEES, l'accord de financement détaille les

conditions E&S suspensives au décaissement, s'il y en a, qui doivent être satisfaites avant que tout décaissement de ce type ne soit réalisé par le Groupe AFD.

Tableau 5 clauses E&S des conventions de financement

Clause E&S	Description	Optionnel (Oui/Non)
<b>Responsabilité sociale et environnementale</b>	<p><b>Mise en œuvre de mesures environnementales et sociales</b></p> <p><i>Afin de promouvoir le développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire de promouvoir le respect des normes environnementales et des normes du travail internationalement reconnues, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ("OIT") et les lois et règlements internationaux en matière d'environnement applicables dans le pays où l'emprunteur est constitué.</i></p> <p><i>À cette fin et en ce qui concerne ses activités commerciales, l'Emprunteur doit [et doit veiller à ce que chacune de ses Filiales] se conforme aux normes internationales de protection de l'environnement et au droit du travail, conformément aux lois et règlements applicables du pays dans lequel le Projet est mis en œuvre. L'Emprunteur doit [et doit s'assurer que chacune de ses Filiales] demande également que [les Institutions Financières partenaires demandent que] les Clients Bénéficiaires respectent ces normes dans la conduite de leurs affaires.</i></p>	<p><b>Non</b></p> <p>S'applique à tous les projets</p>
<b>Mise en œuvre du PGES ou du CGES</b>	<p><b>Option 1:</b></p> <p><i>Afin de respecter les normes environnementales et de travail énoncées ci-dessus, l'IE assure la mise en œuvre du PGES ou du CGES du projet. L'IE doit s'assurer que ses contractants respectent les exigences et mettent en œuvre les mesures d'atténuation prévues dans le PGES et le CGES</i></p>	<p><b>Oui</b></p> <p>En fonction de l'évaluation E&amp;S réalisée par les experts E&amp;S du Groupe AFD</p>
<b>Gestion des plaintes E&amp;S</b>	<p><i>(a) L'Emprunteur (i) confirme qu'il a reçu une copie des Procédures de gestion des plaintes E&amp;S et qu'il a pris connaissance de leurs conditions, en particulier en ce qui concerne les mesures qui peuvent être prises par le Prêteur dans le cas où un tiers dépose une plainte, et (ii) reconnaît que les Procédures de gestion des plaintes E&amp;S ont, entre l'Emprunteur et le Prêteur, le même effet contractuel contraignant que le présent accord.</i></p>	<p><b>Oui</b></p> <p>Cette clause est fortement recommandée mais n'est pas obligatoire. Dans tous les cas, le dispositif de plaintes du Groupe AFD reste applicable.</p>

	<i>(b) L'Emprunteur autorise expressément le Prêteur à divulguer aux Experts (tels que définis dans les Procédures de gestion des plaintes E&amp;S) et aux parties impliquées dans l'audit de conformité et/ou la procédure de résolution des litiges, les documents du projet concernant les questions environnementales et sociales nécessaires au traitement de la plainte environnementale et sociale (telle que définie dans les Procédures de gestion des plaintes ES), y compris, sans limitation, ceux énumérés à l'annexe 11.</i>	
<b>Annexe 1A – Définitions</b>		<b>Oui</b> Cette annexe comprend des définitions relatives à la maîtrise des risques E&S si nécessaire; par exemple si un PAES est requis, il est défini ici
<b>Annexe 2 – Description du projet</b>	Décrit le contenu du projet tel que les objectifs, les principales composantes, les critères d'éligibilité, etc	<b>Oui</b> Si nécessaire, les activités liées aux sujets E&S peuvent être incluses dans cette annexe, telles que les activités d'assistance technique E&S, la liste des documents E&S à obtenir, etc.
<b>Annexe 3 – Liste d'exclusion</b>	Voir Annexe 1 – Liste d'exclusion du Groupe AFD	<b>Non</b> S'applique à tous les projets
<b>Annexe 4 – Conditions Suspensives</b>	Décrit les conditions suspensives à remplir aux différentes étapes du projet (signature, premier décaissement)	<b>Oui</b> En fonction du projet, des conditions suspensives E&S peuvent être incluent dans cette annexe.
<b>Annexe 10 – PEES</b>	Voir Annexe 11 _ Modèle de plan d'engagement environnemental et social	<b>Oui</b> Obligatoire pour les projets classés A, B+ et B mais pas pour les projets classés C
<b>Annexe 11 –</b>	[à compléter selon le projet] - Rapport de cadrage E&S	<b>Oui</b>
Liste non exhaustive des documents E&S que l'emprunteur	- Etude d'impacts environnementale et sociale (EIES)	S'applique comme décrit ci-dessus si la clause de gestion des



autorise à divulguer dans le cadre des procédures de gestion des plaintes E&S	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de gestion environnemental et social (PGES)</li> <li>- Cadre de gestion environnemental et social (CGES)</li> <li>- Plan d'action et de réinstallation (PAR)</li> <li>- Cadre politique de réinstallation (CPR)</li> <li>- Plan d'engagement environnemental et social (PEES)</li> <li>- Évaluation environnementale et sociale restreinte</li> <li>- Plan d'action environnemental et social restreint</li> <li>- Chapitre de l'étude de faisabilité environnementale et sociale</li> <li>- Chapitres des rapports de suivi environnemental et social</li> <li>- Rapports de suivi de la mise en œuvre du PEES</li> </ul>	plaintes E&S est concernée.
---	--	-----------------------------

#### 3.1.4. Suivi

Au cours de la mise en œuvre du projet, le maître d'ouvrage rend compte au Groupe AFD de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales prévues conformément aux documents de projet, de l'état d'avancement de ces mesures d'atténuation et des résultats obtenus. Le PEES est utilisé comme matrice de suivi.

Pour ce faire, le maître d'ouvrage peut faire appel à un expert / un groupe d'experts indépendants qui sera chargé de vérifier si le maître d'ouvrage tient ses engagements, s'il suit effectivement la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du projet, et s'il adapte les mesures prévues si elles s'avèrent inefficaces.

Le Groupe AFD examine les conclusions du rapport de suivi des engagements du maître d'ouvrage. Pour les projets à risque élevé ou substantiel, le maître d'ouvrage fournit au Groupe AFD un rapport régulier sur la mise en œuvre de ses engagements, sur la base des mesures de suivi telles que définies dans le PEES. Pour les projets à risques modérés, la supervision des composantes environnementales et sociales du projet est effectuée dans le cadre des missions de supervision du projet.

Conformément aux normes de performance environnementale et sociale appliquées par le Groupe AFD concernant l'engagement des parties prenantes et la divulgation d'informations, le maître d'ouvrage documente et répond à toute demande d'information des parties prenantes sur les aspects environnementaux et sociaux du projet.

#### 3.1.5. Post-évaluation

Les évaluations ex-post sont réalisées par le Groupe AFD et impliquent les partenaires locaux. Pour les projets à haut risque, une évaluation ex-post spécifique est réalisée. Les objectifs de ces évaluations sont de mesurer l'efficacité des mesures recommandées dans le cadre du PEES, d'évaluer la durabilité des mesures proposées et de capitaliser sur le retour d'information. Pour les projets à risque substantiel ou modéré, l'évaluation des aspects E&S est intégrée dans l'évaluation ex post globale du projet, et se concentre sur la manière dont les risques environnementaux et sociaux ont été contrôlés.

## 3.2. Maitrise des risques E&S au niveau projet pour les projets intermédiés

Tableau 6 Maitrise des risques E&S au niveau projet pour les projets intermédiés

<b>Etape du cycle du projet</b>	<b>Actions de maitrise des risques E&amp;S</b>	<b>Rôles et responsabilités</b>
<i>Identification</i>	Examen des projets et des EI à travers la liste des exclusions du Groupe AFD	Agences locales du Groupe AFD
	Classification E&S (IF-A, IF-B ou IF-C) E&S à effectuer lors de l'évaluation du projet	Expert E&S du groupe AFD (siège)
<i>Instruction (Faisabilité et évaluation)</i>	Analyse des SGES de l'IE par le biais d'un questionnaire E&S, examen de la documentation E&S et, éventuellement, sessions d'échange avec l'IE. Intégration des aspects E&S à aborder dans l'étude de faisabilité	Expert E&S du groupe AFD, avec l'appui du Responsable d'Equipe Projet et des agences locales
	Analyse des aspects E&S spécifiques au secteur et/ou au pays (le cas échéant)	Consultant de l'étude de faisabilité
	Analyse des écarts par rapport aux exigences du Groupe AFD – FVC et définition du PAES le cas échéant Rédaction des clauses E&S	Expert E&S du groupe AFD
<i>Décision</i>	Finalisation des clauses E&S et intégration dans la convention de financement	Expert E&S du groupe AFD et responsable d'équipe projet
<i>Suivi</i>	Si nécessaire: suivi de l'assistance technique impliquée dans la MRES par la définition du programme d'AT, des réunions, etc.	Expert E&S du groupe AFD et responsable d'équipe projet
	Examen de la mise en œuvre opérationnelle du SGES par le biais de visites sur place des sous-projets, examen du rapport annuel E&S, si nécessaire examen d'un échantillon de sous-projets	Expert E&S du groupe AFD, responsable d'équipe projet, et éventuellement consultants externes
<i>Evaluation</i>	Evaluation ex-post E&S (le cas échéant)	Groupe AFD ou consultants externes

### 3.2.1. Identification

#### Liste d'exclusion

Lors de l'initiation d'un partenariat avec une IE, la première sélection, à faire au niveau des bureaux locaux du Groupe AFD, est celle de la liste d'exclusion. Si une IE finance des activités qui tombent sous

la liste d'exclusion du Groupe AFD<sup>5</sup>, l'IE ne sera pas sélectionnée comme partenaire pour rejoindre le Programme.

### Catégorisation initiale

Si l'IE ne finance pas d'activités qui tombent sous la liste d'exclusion du Groupe AFD, elle peut être éligible au Programme. Le questionnaire E&S est alors envoyé à l'IE.

Si l'information est disponible avant le Comité d'identification du Groupe AFD, l'expert E&S du Groupe AFD analyse le portefeuille par niveau de risque E&S (voir tableau 4 ci-dessous) et détermine la catégorie de risque E&S du projet, sur la base du portefeuille d'IE :

- « IF-A » : portefeuille à haut risque E&S ;
- « IF-B » : portefeuille présentant des risques E&S modérés ;
- « IF-C » : portefeuille présentant des risques E&S faibles.

Le périmètre pris en compte pour le classement E&S du projet est l'ensemble du portefeuille de l'IE, quelle que soit la nature du financement accordé par le Programme.

**Tableau 7 Catégorisation des risques E&S des institutions financières**

<b>Portefeuille risque élevé (IF-A)</b>	<b>Portefeuille risque modéré (IF-B)</b>	<b>Portefeuille risque faible (IF-C)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les institutions financières dont plus de 20 % du portefeuille total est consacré à des projets de catégorie A (et B+).</li> <li>- En cas de double intermédiation, IE ayant au moins un client IF-A.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les institutions financières dont les activités commerciales ou les projets ont des effets négatifs limités en matière d'environnement et de sécurité et dont la proportion de projets comportant des risques importants à élevés en matière d'environnement et de sécurité est très limitée (moins de 20 % du portefeuille total consacré aux projets des catégories A et B+).</li> <li>- En cas de double intermédiation, les IF ayant au moins un client IF-B et aucun client IF-A.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les institutions financières dont les activités ou les projets comportent peu de risques E&amp;S (institutions financières spécialisées dans la vente au détail et les micro-entreprises (&gt;80 % du portefeuille total)).</li> </ul>
<p>Lors de la phase d'identification, si la classification en IF-A ou IF-B est incertaine, le projet est classé par défaut en IF-A. La catégorisation sera confirmée ultérieurement, après l'analyse du questionnaire d'évaluation E&amp;S de l'IE.</p>		

Sur la base des informations disponibles au moment du Comité d'identification, l'expert E&S du Groupe AFD définit les tâches d'évaluation E&S à effectuer lors de la phase d'évaluation du projet. Ces tâches,

<sup>5</sup> See Annex 1

ainsi que la catégorie de risque E&S, sont mises en évidence dans le formulaire E&S, un document interne utilisé pour le suivi de l'évaluation E&S sur le projet.

### 3.2.2. Instruction

#### Champ d'application

Avec le soutien de l'agence locale du Groupe AFD, l'expert E&S du siège du Groupe E AFD procède ensuite à l'évaluation initiale E&S en tenant compte des aspects suivants :

- Les risques E&S liés au portefeuille de l'IE : secteurs, volume de financement, outils de financement, etc. ;
- La capacité de l'IE à gérer les risques E&S liés aux opérations qu'elle finance, et en particulier :
  - o l'approche de la maîtrise des risques opérationnels E&S et la mise en œuvre des procédures connexes de l'IE ;
  - o la documentation E&S des projets financés par l'IE, par exemple les évaluations d'impact E&S, la liste des sociétés de conseil habituellement mandatées par l'IE, les rapports de suivi E&S, etc. ;
  - o les ressources humaines et financières consacrées par l'IE à la gestion de E&S.
- Pays dans lesquels l'IE est active (réglementations et conditions d'application spécifiques) ;
- Les normes E&S auxquelles l'IE se réfère ;
- Secteur et type de sous-projets à financer par le projet.

Le Groupe AFD soutient les EI dans leur gestion environnementale et sociale, qui vise non seulement à éviter, réduire ou compenser les impacts E&S des projets financés, mais aussi à améliorer les pratiques globales de l'EI, en interne et en externe.

Les résultats de l'évaluation et les exigences applicables déterminent la mise en place ou le renforcement, par l'EI, d'un système de gestion E&S (SGES). Ce SGES est développé ou amélioré par la mise en œuvre d'un plan d'action environnemental et social (PAES).

Table 8 Evaluation E&S par niveau de risques

Portefeuille risque élevé (IF-A)	Portefeuille risque modéré (IF-B)	Portefeuille risque faible (IF-C)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen du questionnaire d'évaluation E&amp;S rempli par l'IE :               <ul style="list-style-type: none"> <li>o Validation de la catégorisation,</li> <li>o Analyse de la conformité à la législation, aux normes nationales et internationales dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la sécurité et du droit du travail.</li> </ul> </li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse approfondie des risques existants et/ou attendus liés au portefeuille de l'IE et de la capacité de l'IE à gérer les risques E&amp;S.</li> <li>Analyse de l'écart entre l'approche de l'IE en matière de MRES et les exigences du Groupe AFD, et identification des besoins d'amélioration concernant la maîtrise des risques E&amp;S en vue d'élaborer un plan d'action E&amp;S si nécessaire.</li> </ul>		

Selon le niveau de risque E&S du portefeuille d'IE, le SGES doit couvrir les exigences détaillées dans le tableau 9.

Tableau 9 Exigences attendues en fonction du niveau de risques E&S

Portefeuille risque élevé (IF-A)	Portefeuille risque modéré (IF-B)	Portefeuille risque faible (IF-C)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence d'une liste d'exclusion comprenant au moins les points 2 à 14 de la liste d'exclusion du GROUPE AFD et applicable à l'ensemble du portefeuille de l'IE.</li> <li>Conformité de l'IE avec les normes nationales et internationales pertinentes ainsi qu'avec toutes les lois et réglementations locales en matière d'environnement, de droit du travail, de santé et de sécurité et de droit du travail</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence d'une politique E&amp;S répondant aux exigences du Groupe AFD et validée par la direction de l'IE.</li> <li>Existence d'un responsable E&amp;S formé et compétent et implication effective de cette personne dans le processus d'évaluation du crédit.</li> <li>Inclusion de clauses E&amp;S dans les conventions de financement entre l'IE et ses clients.</li> <li>Utilisation des normes E&amp;S de la SFI dans les opérations d'investissement financées par le programme et dans les projets d'IE présentant des risques E&amp;S élevés.</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence et mise en œuvre d'une procédure de maîtrise des risques opérationnels E&amp;S validée par le Groupe AFD et basée sur la catégorisation du portefeuille par niveau de risque E&amp;S (selon 3.1.1).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence et mise en œuvre d'une procédure de maîtrise des risques opérationnels E&amp;S validée par le Groupe AFD et basée sur la catégorisation du portefeuille par niveau de risque E&amp;S qui s'applique au moins aux opérations d'investissement financées par le Programme et aux projets à haut risque de l'IE.</li> </ul>	

### 3.2.3. Décision

La phase de décision porte sur les clauses E&S à insérer dans la convention de crédit qui sera signée entre le Groupe AFD et IE. Le tableau 10 détaille les éléments qui devraient être inclus dans la convention de crédit.

Dans la mesure du possible, les engagements E&S sont discutés avec IE avant la décision du Conseil d'administration du Groupe AFD, et inclus dans la fiche de conditions afin de faciliter le processus de négociation.

Si l'IE a besoin de renforcer son approche de maîtrise des risques E&S, un plan d'action E&S (PAES) est alors défini sur la base du modèle de l'annexe 2 - Modèle de plan d'action E&S pour les intermédiaires financiers financés par le Groupe AFD. L'IE s'engage à mettre en œuvre le PAES pendant la mise en œuvre du projet afin de mettre à niveau son SGES conformément aux exigences du Groupe AFD en matière de MRES. Si nécessaire, des jalons spécifiques sont inclus dans le PAES (par exemple, "recrutement d'un consultant E&S avant le premier décaissement"). Le PAES peut également être mis

en œuvre avec le soutien d'un programme d'assistance technique, et les activités liées à l'E&S doivent donc être incluses dans les termes de référence de l'AT (voir 3.3).

Si cela est jugé nécessaire, l'expert E&S du Groupe AFD peut participer à la mission de négociation afin d'assurer l'inclusion correcte des clauses E&S dans le contrat de facilité de crédit.

Tableau 10 Liste des engagements E&S de la convention de crédits

Clause E&S	Description	Optionnel (Oui/Non)
<b>Responsabilité sociale et environnementale</b>	<p><b>Mise en œuvre de mesures environnementales et sociales</b></p> <p><i>Afin de promouvoir le développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire de promouvoir le respect des normes environnementales et des normes du travail internationalement reconnues, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail ("OIT") et les lois et règlements internationaux en matière d'environnement applicables dans le pays où l'emprunteur est constitué.</i></p> <p><i>À cette fin et en ce qui concerne ses activités commerciales, l'Emprunteur doit [et doit veiller à ce que chacune de ses Filiales] se conforme aux normes internationales de protection de l'environnement et au droit du travail, conformément aux lois et règlements applicables du pays dans lequel le Projet est mis en œuvre. L'Emprunteur doit [et doit s'assurer que chacune de ses Filiales] demande également que [les Institutions Financières partenaires demandent que] les Clients Bénéficiaires respectent ces normes dans la conduite de leurs affaires.</i></p>	<p><b>Non</b></p> <p>S'applique à tous les projets</p>
<b>Mise en œuvre du PGES ou du CGES si nécessaire</b>	<p><b>Option 1 :</b></p> <p>Pour se conformer aux normes environnementales et de travail énoncées ci-dessus, l'Emprunteur [et veille à ce que chacune de ses filiales] met en œuvre son système de gestion social et environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en veillant à ce que ses projets ne soient pas inclus dans sa liste d'exclusion pour les activités de l'Emprunteur;</li> <li>- met en œuvre son processus de maîtrise des risques environnementaux et sociaux pour chaque projet de l'Emprunteur ;</li> <li>- remet au Prêteur, à chaque anniversaire de la signature de la présente convention, un rapport annuel sur son système de maîtrise des risques environnementaux et sociaux satisfaisant pour l'AFD.</li> </ul> <p><b>Option 2 :</b></p>	<p><b>Oui</b></p> <p>Sur la base de l'évaluation E&amp;S effectuée par l'expert E&amp;S du Groupe AFD, l'une ou l'autre option sera choisie, en fonction de la capacité opérationnelle de l'IE à gérer les risques E&amp;S de son portefeuille.</p>

	<p>L'Emprunteur (le cas échéant) : dans un délai de [deux (2) ans] à compter de la date de signature, élabore et met en place un système de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, conformément aux principes contenus dans le PAES.</p> <p>ou</p> <p>dans les [dix-huit (18) mois] suivant la date de signature, améliore son système de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, conformément aux principes contenus dans le PAES].</p> <p>À chaque anniversaire de la date de signature du présent accord, l'emprunteur remet au prêteur un rapport annuel sur l'état de son système de maîtrise des risques environnementaux et sociaux ainsi qu'un calendrier des mesures envisagées.</p>	
<b>Gestion des plaintes E&amp;S</b>	<p><i>a) L'Emprunteur (i) confirme qu'il a reçu une copie des Procédures de gestion des plaintes E&amp;S et qu'il en a reconnu les termes, en particulier en ce qui concerne les mesures qui peuvent être prises par le Prêteur dans le cas où un tiers dépose une plainte, et (ii) reconnaît que les Procédures de gestion des plaintes E&amp;S ont, entre l'Emprunteur et le Prêteur, le même effet contractuel contraignant que le présent accord.</i></p> <p><i>(b) L'Emprunteur autorise expressément le Prêteur à divulguer aux Experts (tels que définis dans les Procédures de gestion des plaintes E&amp;S) et aux parties impliquées dans l'audit de conformité et/ou la procédure de résolution des litiges, les documents du projet concernant les questions environnementales et sociales nécessaires au traitement des plaintes E&amp;S (tel que défini dans les Procédures de gestion des plaintes E&amp;S), y compris, sans limitation, ceux énumérés à l'Annexe 11).</i></p>	<p><b>Oui</b></p> <p>Cette clause est fortement recommandée mais n'est pas obligatoire. Dans tous les cas, le dispositif de plaintes du Groupe AFD reste applicable.</p>
<b>Annexe 1A – Définitions</b>		<p><b>Oui</b></p> <p>Cette annexe comprend des définitions relatives à la maîtrise des risques E&amp;S si nécessaire, par exemple si un PAES est requis, il est défini ici.</p>
<b>Annexe 2 – Description du projet</b>	Décrit le contenu du projet tel que les objectifs, les principales composantes, les critères d'éligibilité, etc.	<p><b>Oui</b></p> <p>Si nécessaire, les activités liées à l'E&amp;S peuvent être incluses dans cette annexe, telles que les activités d'assistance technique E&amp;S, la liste des documents E&amp;S à obtenir, etc.</p>
<b>Annexe 3 – Liste d'exclusion</b>	Voir Annexe 1 – Liste d'exclusion du groupe AFD	<b>Non</b>

		S'applique à tous les projets
<b>Annexe 4 – Conditions Suspensives</b>	Décrit les conditions préalables à remplir aux différentes étapes du projet (signature, premier décaissement)	<b>Oui</b> Selon le projet, les conditions suspensives E&S peuvent être incluses dans cette annexe
<b>Annexe 10 – PAES</b>	Voir Annexe 2 – Modèle de plan d'action E&S pour les intermédiaires financiers financés par le Groupe AFD	<b>Oui</b> S'applique selon les deux options décrites ci-dessus
<b>Annexe 11 –</b>	[à compléter selon le projet] - Rapport de cadrage E&S	<b>Oui</b>
Liste non exhaustive des documents E&S que l'emprunteur autorise à divulguer dans le cadre des procédures de gestion des plaintes E&S	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude d'impacts environnementale et sociale (EIES)</li> <li>- Plan de gestion environnemental et social (PGES)</li> <li>- Cadre de gestion environnemental et social (CGES)</li> <li>- Plan d'action et de réinstallation (PAR)</li> <li>- Cadre politique de réinstallation (CPR)</li> <li>- Plan d'engagement environnemental et social (PEES)</li> <li>- Évaluation environnementale et sociale restreinte</li> <li>- Plan d'action environnemental et social restreint</li> <li>- Chapitre de l'étude de faisabilité environnementale et sociale</li> <li>- Chapitres des rapports de suivi environnemental et social</li> <li>- Rapports de suivi de la mise en œuvre du PEES</li> </ul>	S'applique comme décrit ci-dessus si la clause de gestion des plaintes E&S est concernée.

### 3.2.4. Suivi

Tout au long de la phase de mise en œuvre du projet, et en particulier pendant les périodes de décaissement, les aspects environnementaux et sociaux feront l'objet d'un suivi régulier, conformément au tableau 11 ci-dessous. L'agence locale du Groupe AFD et le responsable d'équipe projet du Groupe AFD seront responsables de la collecte de la documentation E&S de l'IE, et en particulier des rapports E&S. Cette documentation sera examinée par l'expert E&S du Groupe AFD. Si nécessaire, des appels de suivi et des missions de contrôle impliquant les experts E&S, ou des missions spécifiques de consultants externes sur des sujets E&S seront menés.

**Tableau 11 Plan de suivi E&S par catégorie de risqué**

<b>Portefeuille risque élevé (IF-A)</b>	<b>Portefeuille risque modéré (IF-B)</b>	<b>Portefeuille risque faible (IF-C)</b>
- Vérification du respect des engagements contractuels de l'IE concernant les questions d'E&S.		



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production par l'IE d'un rapport annuel de suivi E&amp;S répondant aux exigences du Groupe AFD, incluant les incidents survenus au cours de l'année et les mesures correctives mises en place.</li> <li>- Examen du rapport annuel de suivi E&amp;S.</li> <li>- Évaluation de la mise en œuvre du plan d'action E&amp;S, le cas échéant.</li> <li>- Si nécessaire, définition des mesures préventives et correctives à mettre en œuvre.</li> <li>- Si nécessaire, suivi des questions d'E&amp;S lors des missions de supervision.</li> </ul>	
---	--

Un rapport E&S est attendu chaque année, et doit comprendre les éléments suivants :

- Ventilation du portefeuille de l'IE par catégorie de risque E&S ;
- Date et contenu des éventuelles mises à jour de la politique et des procédures en matière environnemental et social ;
- Description de l'organisation et des responsabilités en matière d'E&S ;
- Plan et/ou rapport de sensibilisation/formation ;
- Liste des projets présentant des risques E&S élevés ;
- Liste des études E&S réalisées ;
- Liste des projets rejetés pour des raisons d'E&S ;
- Liste des audits et des visites de sites effectués en matière d'E&S ;
- Liste des incidents significatifs en matière d'E&S ;
- Description des mesures de prévention et de correction en matière d'E&S prévues et/ou mises en œuvre.

Dans le cas où un PAES a été convenu entre le Groupe AFD et l'IE, des rapports d'avancement détaillant la mise en œuvre du PAES doivent être envoyés au moins une fois par an au Groupe AFD par l'IE. L'assistance technique devrait avoir une part importante à cet égard.

### 3.2.5. Post-évaluation

La réalisation d'évaluations ex-post sur les projets financés par le Groupe AFD n'est pas systématique. Chaque fois que cela est pertinent, l'évaluation des aspects E&S et la manière dont ils ont été pris en compte et gérés seront inclus dans l'évaluation ex-post. Ces évaluations sont menées par des experts externes sous la supervision des bureaux locaux du Groupe AFD, de l'équipe d'évaluation du Groupe AFD et, si nécessaire, des experts E&S du Groupe AFD.

## 3.3. Maîtrise des risques E&S au niveau des sous-projets

Conformément à l'approche du Groupe AFD en matière de MRES pour les intermédiaires financiers, les IE seront chargés de mener la gestion des risques E&S sur les sous-projets conformément au SGES validé par le Groupe AFD.

Cela implique l'intégration complète de la MRES au cycle de crédit des IE.

Le tableau suivant détaille les principales étapes du processus de maîtrise des risques E&S pour les sous-projets à financer dans le cadre du Programme. Il incombe à l'IE de suivre ce processus.

**Tableau 12 Processus d'évaluation E&S**

<b>Etape du cycle du projet</b>	<b>Actions de maîtrise des risques E&amp;S</b>	<b>Rôles et responsabilités</b>
<i>Identification</i>	Filtrage du sous-projet par rapport à la liste d'exclusion du Groupe AFD-FVC / IE	Chargé d'affaires de l'IE
	Attribution de la catégorie de risques E&S (A/B/C)	Expert E&S de l'IE (ou chargé d'affaires)
<i>Instruction (Faisabilité et évaluation)</i>	A: Identification de l'évaluation E&S la plus appropriée à mener (EIES, évaluation E&S stratégique, ...), préparation des TdR pour les études E&S et recrutement d'un consultant externe B : Intégration des aspects E&S dans les études de faisabilité ou recrutement d'un consultant EIES, vérification de la conformité avec les réglementations nationales (permis, etc.) C : Vérification de la conformité avec les réglementations nationales (permis, etc.)	Expert E&S de l'IE + équipe d'investissement
	A et B: réalisation des études nécessaires (EIES, etc.)	Consultants externes
	Revue et validation finale des études réalisées	Expert E&S de l'IE
<i>Décision</i>	Préparation des clauses E&S à intégrer la convention de financement	Expert E&S de l'IE + équipe d'investissement
<i>Suivi</i>	Visites de sites, revue des rapports de suivi du PGES	Expert E&S de l'IE

### 3.3.1. Garanties applicables

Comme décrit ci-dessous, les garanties E&S applicables aux sous-projets sont (i) la législation nationale sur tous les projets, et (ii) les normes de performance de la SFI sur les projets à haut risque.

### 3.3.2. Critères d'évaluation des risques

Afin de se voir attribuer une catégorie de risque, chaque sous-projet doit être évalué par l'IE selon les critères suivants :

- L'étendue et l'ampleur des impacts négatifs ;
- Sensibilité de la zone concernée ;

- Temporalité ;
- Gouvernance et capacité du maître d'ouvrage à gérer le projet ;
- Les impacts cumulés sur les différentes zones géographiques ;
- Conséquences d'un accident majeur.

### 3.3.3. Evaluation E&S prévue par catégorie de risques

Pour chaque sous-projet, il est demandé à l'IE de se référer au tableau ci-dessous :

**Tableau 13 Evaluation E&S**

<b>Niveau de risque E&amp;S / catégorie</b>	<b>Risque élevé</b>	<b>Risque modéré</b>	<b>Risque faible</b>
<b>Cadre réglementaire E&amp;S</b>	<b>Réglementation nationales et internationales</b> applicables dans le pays concerné (y compris les conventions de l'OIT) <b>ET normes de performance de la SFI</b>	<b>Réglementation nationales et internationales</b> applicables dans le pays concerné (y compris les conventions de l'OIT)	<b>Réglementation nationales et internationales</b> applicables dans le pays concerné (y compris les conventions de l'OIT)
<b>Evaluation E&amp;S nécessaire</b>	<b>Etude d'impact environnementale et sociales (EIES) réalisée simultanément aux études techniques et par des experts indépendants</b> Documentation E&S nécessaire (à valider par l'expert E&S de l'EI) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>EIES et PGES</b> (OU cadre de gestion E&amp;S – <b>CGES</b>-encadrant la future EIES/PGES)</li> <li>- <b>Plan d'action de réinstallation - PAR</b> [en cas de déplacement involontaire de population] [OU cadre de politique de réinstallation – <b>CPR</b>- encadrant le futur PAR]</li> <li>- [+ éventuellement] autres études spécifiques E&amp;S</li> </ul>	<b>Etude E&amp;S adéquate</b> (éventuellement intégrée à l'étude de faisabilité) => Documentation E&S nécessaire (à valider par l'expert E&S - <b>Etude E&amp;S adéquate et PGES OU chapitre E&amp;S dans l'étude de faisabilité</b> (+ tout autre document E&S spécifique supplémentaire).	Examen initial des risques E&S

	(plan pour les peuples autochtones- PPA- , cadre de planification pour les peuples autochtones - CPPA)		
--	--	--	--

L'IE est chargée de mettre à la disposition du Groupe AFD toute la documentation E&S relative aux sous-projets financés dans le cadre du Programme.

### 3.3.4. Liste indicative des risques et impacts E&S par secteur éligible au Programme

Tableau 14 Liste indicative des risques et impacts E&S par secteur éligible au programme

Secteur	Exemples de projets	Risques/impacts environnementaux	Risques/impacts sociaux
<i>Logement social et amélioration des conditions de logement</i>	Nouvelles constructions d'habitations Rénovation de logements existants (par exemple, efficacité énergétique dans des projets d'habitations)	Changements dans le ruissellement des eaux de surface Impacts sur la qualité de l'eau Rejet de polluants Production de déchets dangereux ou non Impacts sur la consommation des ressources (énergie et eau)	Tout risque en lien avec le travail et les conditions de travail Augmentation du niveau de pollution sonore Impacts sur les infrastructures et les réseaux existants
<i>Santé</i>	Construction ou extension d'un centre de santé ou d'un hôpital Rénovation d'un centre de santé ou extension	Contribution au changement climatique (émissions de gaz à effet de serre)	Exposition accrue et exposition à un risque de santé et de sécurité Risques relatifs aux projets et à la gouvernance locale, engagement des parties prenantes, des communautés locales
<i>Education</i>	Construction d'écoles, universités, salles de classe en zone rurale, complexe scientifique, etc. Rénovation d'un centre de formation Extension d'université	Impacts sur la biodiversité et les zones naturelles Impacts sur l'héritage culturel	Maladies environnementales (par exemple, exposition au plomb, à l'amiante) Pression sur la propriété foncière et augmentation du coût des terrains ou du coût de location, acceptation sociale
<i>Bâtiment public</i>	Mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, dans un centre administratif		

<i>Industrie</i>	Amélioration de la consommation d'énergie ou d'eau dans les processus industriels (agrobusiness, usines de ciment, etc.)		Déplacements involontaire Changement des habitudes sociale et de l'organisation sociale
<i>Transport</i>	Nouvelle construction ou rénovation en efficacité énergétique dans une station de train, une station de bus		
<i>Autres secteurs du bâtiment</i>	Efficacité énergétique dans les marchés, les centres commerciaux, les bureau, etc.		
<i>Secteur financier</i>	Fonds d'investissement qui a investi dans des hôtels dont certains ont besoin d'être rénovés. Une banque locale qui souhaite offrir des prêts pour des investissements dans des logements efficients en énergie		

### 3.4. Aspects spécifiques E&S

Les aspects E&S détaillés ci-dessous seront évalués conformément aux normes de performance de la SFI et en appliquant la même hiérarchie d'atténuation, c'est-à-dire en évitant et, lorsque l'évitement est impossible, en atténuant les effets négatifs sur les personnes et l'environnement par la minimisation et/ou la compensation des risques négatifs E&S.

Comme décrit ci-dessus dans l'approche MRES, lorsqu'un projet ou un sous-projet est classé comme projet à haut risque, les normes de performance de la SFI et les notes d'orientation et d'interprétation correspondantes doivent s'appliquer. Les IE sont responsables de cette application sur les sous-projets et le Groupe AFD s'assure, par une évaluation E&S appropriée sur les projets, que les IE appliquent bien ces exigences et ont la capacité de le faire.

#### 3.4.1. Réinstallation involontaire

La réinstallation involontaire fait référence à la fois au déplacement physique (relocalisation ou perte de logement) et au déplacement économique (perte de biens ou d'accès aux biens qui entraîne la perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance) résultant de l'acquisition de terres liées à un projet et/ou de restrictions sur l'utilisation des terres.

Dans le cadre du programme, tous les projets et sous-projets doivent être conçus de manière à éviter la réinstallation involontaire en tenant compte de toutes les alternatives au stade de la conception du projet. Lorsque l'évitement n'est pas possible, les objectifs suivants seront suivis, conformément à la norme SFI NP5 :

- Minimiser les déplacements et les impacts sociaux et économiques négatifs liés à l'acquisition de terres ou aux restrictions d'utilisation des terres en (i) fournissant une compensation pour la perte d'actifs au coût de remplacement, et (ii) en s'assurant que les activités de réinstallation sont mises en œuvre avec une diffusion appropriée des informations, une consultation et une participation éclairée des personnes concernées ;
- éviter les expulsions forcées ;
- Améliorer ou rétablir les moyens et le niveau de vie des personnes déplacées ;
- Améliorer les conditions de vie des personnes physiquement déplacées en leur fournissant un logement adéquat avec la sécurité d'occupation sur les sites de réinstallation.

À cette fin, le processus d'identification des risques E&S doit déterminer si la NP5 s'applique, c'est-à-dire si l'investissement répond à l'un des types de transactions foncières énumérés à l'article 5 de la NP5. Sur la base de cette évaluation initiale, un plan d'action de réinstallation (PAR) ou un plan de rétablissement des moyens de subsistance (PRMS) peut être exigé et doit être réalisé conformément aux exigences de la NP5.

Les termes de référence indicatifs pour un plan d'action de réinstallation et un plan de rétablissement des moyens de subsistance, ainsi qu'un cadre politique de réinstallation sont disponibles en annexe.

#### 3.4.2. Populations autochtones

Le Groupe AFD reconnaît que les populations autochtones, en tant que groupes sociaux ayant des identités distinctes de celles des groupes dominants dans les sociétés nationales, font souvent partie des segments les plus marginalisés et les plus vulnérables. En même temps, les projets et sous-projets peuvent offrir aux populations autochtones des opportunités de participer à des activités liées aux projets et d'en tirer profit.

Conformément à la politique des peuples autochtones du GFF, le programme veillera à ce que les peuples autochtones (i) ne subissent pas de préjudice ou d'effets négatifs lors de la conception et de la mise en œuvre des activités liées au programme, et (ii) bénéficient des activités du programme d'une manière culturellement appropriée.

Afin de contribuer à ces objectifs, les IE sont tenues de soutenir la participation pleine et effective des peuples autochtones aux sous-projets qu'elles financent, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et à la norme de performance 7 de la SFI, y compris en particulier le droit au consentement libre, préalable et éclairé.

Les incidences des projets et sous-projets sur les populations autochtones doivent être identifiées au cours du processus d'identification des risques E&S et, lorsque des incidences importantes sont attendues, un plan pour les populations autochtones (PPA) doit être conçu conformément aux exigences du critère de performance 7 de la SFI.

Le CPPA et un aperçu indicatif du PPA sont fournis en annexe.

### 3.4.3. Conservation de la biodiversité et contrôle de la pollution

Conformément aux objectifs du programme, tous les projets et sous-projets doivent être conçus et mis en œuvre de manière à assurer la protection et la conservation de la biodiversité et des habitats culturels, à maintenir les avantages des services écosystémiques et à promouvoir l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles vivantes.

Le processus d'identification des risques E&S doit identifier les impacts négatifs potentiels des activités du Programme sur la biodiversité et les ressources naturelles, et, si possible, des mesures appropriées doivent être adoptées pour éviter ces impacts négatifs. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter ces impacts, la gestion des risques doit être effectuée conformément aux exigences de la norme SFI NP6.

En outre, les activités du programme doivent être conçues et mises en œuvre de manière à promouvoir l'utilisation durable des ressources, y compris en particulier l'énergie et l'eau, et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. À cette fin, les projets et sous-projets doivent être élaborés et mis en œuvre conformément à la norme SFI NP3 sur l'utilisation efficace des ressources et la prévention de la pollution.

### 3.4.4. Travail et relations de travail, et santé et sécurité de la communauté

Le respect de l'ensemble de la réglementation nationale et internationale du travail applicable dans le pays, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), ainsi que des exigences de base en matière de gestion des ressources humaines et de responsabilité sociale des entreprises et des conditions de travail sont évalués par le Groupe AFD lors de l'évaluation E&S.

En outre, les IE sont tenus de garantir des conditions de travail et d'emploi adéquates ainsi que la santé et la sécurité de la communauté sur les sous-projets, conformément aux directives NP2, NP4 et ESS de la SFI.

Ces exigences s'appliquent aussi bien aux clients d'IE qu'aux contractants des projets

### 3.4.5. Patrimoine culturel

Le patrimoine culturel, y compris les ressources culturelles matérielles et immatérielles, doit être protégé contre les effets négatifs des activités liées au programme et sa préservation doit être soutenue, conformément à la politique NP8 de la SFI sur le patrimoine culturel et à la politique NP7 sur les peuples autochtones (en particulier en ce qui concerne le patrimoine culturel essentiel).

L'IE doit s'assurer que, dans le cas où un sous-projet pourrait avoir un impact sur le patrimoine culturel tel que défini par la NP8, une protection appropriée et un partage équitable des bénéfices tirés de l'utilisation du patrimoine culturel seront assurés tout au long de la conception et de l'exécution du projet. Le processus d'identification des risques E&S détermine si le projet a un impact sur le patrimoine culturel et si les exigences de NP8 doivent être appliquées.

## IV. Diffusion de l'information, engagement des parties prenantes et recours en cas de plainte

### 4.1. Engagement des parties prenantes et recours en cas de plainte

L'engagement de la communauté et des parties prenantes est un élément clé du cadre E&S du programme. Les parties prenantes sont définies comme des groupes ou des individus qui sont directement et/ou indirectement affectés par un projet, qui y ont ou peuvent y avoir un intérêt, ou qui peuvent l'influencer de manière positive ou négative. En tant que telles, les parties prenantes peuvent être des communautés locales, des individus, leurs représentants, des organismes gouvernementaux, des organisations de la société civile, etc. L'approche de l'engagement des parties prenantes pour le programme est basée sur la norme NP1 de la SFI et sur le Manuel d'engagement des parties prenantes de la SFI<sup>6</sup>.

#### 4.1.1. Approche de l'AFD sur l'engagement des parties prenantes et diffusion de l'information

Conformément à sa politique de responsabilité sociale des entreprises (RSE)<sup>7</sup>, l'AFD fonctionne de manière transparente et responsable, en exigeant que les informations pertinentes, y compris celles relatives aux questions d'environnement et de santé, soient mises à la disposition des communautés touchées et potentiellement touchées au niveau des projets, ainsi que des parties prenantes externes de l'AFD en général. À cette fin, l'AFD publie chaque année un rapport de RSE conforme aux cadres de la Global Reporting Initiative (GRI4), de l'ISO26000, du Pacte mondial et de la législation française relative aux exigences de transparence des organisations en matière d'E&S.

En outre, des informations sur les projets financés par l'AFD sont publiées sur le portail Internet "OpenData" de l'AFD<sup>8</sup>, sur le site Internet de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide<sup>9</sup> et sur la plate-forme ouverte de données publiques françaises<sup>10</sup>. Afin de garantir l'efficacité, l'efficience et la durabilité des projets, l'AFD implique et développe un partenariat et/ou une consultation avec la société civile à tous les stades du cycle de vie des projets, y compris la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets. Les points de vue et les préoccupations des autorités locales, des communautés touchées et des organisations locales de la société civile sur les impacts potentiels des activités financées, en particulier en cas de problèmes importants d'E&S, sont essentiels. À cette fin, l'AFD veille, par le biais d'engagements contractuels et d'assistance technique, à ce que le maître d'ouvrage consulte et fasse participer toutes les parties prenantes du projet et les communautés locales en particulier. Les intérêts et les préoccupations des parties prenantes sont également pris en compte dans l'évaluation du projet.

#### 4.1.2. Approche de Proparco sur l'engagement des parties prenantes et diffusion de l'information

Proparco finance des projets existants ou nouveaux, conformément à l'approche du MRES détaillé au point 2.4 ci-dessus. Tous les projets présentant des risques E&S importants à élevés doivent se

---

<sup>6</sup> [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics\\_ext\\_content/ifc\\_external\\_corporate\\_site/sustainability-at-ifc/publications/publications\\_handbook\\_stakeholderengagement\\_wci\\_1319577185063](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/publications/publications_handbook_stakeholderengagement_wci_1319577185063)

<sup>7</sup> <https://www.afd.fr/fr/notre-responsabilite-societale>

<sup>8</sup> <https://opendata.afd.fr/page/accueil/>

<sup>9</sup> <https://iatiregistry.org/publisher/afd>

<sup>10</sup> <http://www.data.gouv.fr/fr/>



conformer aux normes de performance de la SFI, qui exigent que tous les projets s'engagent avec les parties prenantes de manière transparente et inclusive. Dans le cadre de la NP1 de la SFI, le projet devra identifier toutes les parties prenantes et élaborer une stratégie d'engagement des parties prenantes adaptée aux projets spécifiés pendant sa durée de vie. Cette approche vise à créer un espace de dialogue pour permettre à toutes les parties prenantes de bien comprendre le projet et ses impacts possibles et d'évaluer les intérêts et les préoccupations des parties prenantes associées au projet.

La conformité avec la norme SFI NP1 est évaluée lors du processus d'évaluation de Proparco et contrôlée pendant la durée de vie du projet Proparco selon les conditions détaillées dans la section 2.4.

#### 4.1.3 Approche pour le Programme

Les consultations des parties prenantes sont menées à l'échelle des agences locales et des projets. Elles seront décrites dans les fiches pays préparées par les agences.

Dans le cadre du Programme et conformément à l'approche du FVC en matière d'engagement des parties prenantes, l'AFD exige des IE qu'elles assurent l'engagement effectif des communautés, des populations, groupes et individus vulnérables, des peuples autochtones, des communautés locales et d'autres groupes marginalisés de personnes et d'individus qui sont touchés ou potentiellement touchés par les activités du Programme. Les informations relatives aux questions d'E&S sur les activités financées dans le cadre du Programme sont mises à disposition conformément à la politique de divulgation des informations du FVC, et doivent être divulguées sur le site web de l'AFD. Cela inclut le présent cadre E&S, qui est mis à disposition dans les langues des pays partenaires.

Au niveau des projets et sous-projets, les parties prenantes qui doivent être engagées doivent être identifiées au cours du processus d'évaluation du projet, en fonction de leur niveau d'intérêt et d'influence dans le projet. Cette identification doit être analysée au moyen d'études de faisabilité et/ou d'EIES. En outre, si une EIES est nécessaire, une analyse des parties prenantes doit être réalisée et les aspects et/ou les installations du projet susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement et la santé des communautés locales, des individus et des autres parties prenantes doivent être clairement identifiés. Le cas échéant, un plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) adapté aux risques et aux impacts du projet et aux besoins des communautés concernées doit être élaboré et mis en œuvre. Un aperçu indicatif du PEPP est disponible en annexe.

En ce qui concerne les activités financées par les IE, les IE doivent veiller à ce que leurs investissements soient conformes aux normes de performance de la SFI et fournir aux communautés touchées et aux autres parties prenantes, le cas échéant, un accès aux informations pertinentes sur : (i) l'objectif, la nature et l'ampleur du projet, (ii) la durée des activités de projet proposées, (iii) tout risque et impact potentiel sur ces communautés et les mesures d'atténuation pertinentes, (iv) le processus d'engagement des parties prenantes envisagé, et (v) le mécanisme de réclamation. Les IE sont chargés d'assurer une consultation et une participation éclairées pour les sous-projets à financer dans le cadre du programme, le cas échéant. Dans le cas particulier des projets ayant des impacts négatifs sur les peuples autochtones, il sera nécessaire d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé, conformément aux normes de performance de la SFI, et en particulier à la NP7.

## 4.2. Mécanismes de règlement des plaintes E&S

Un mécanisme de réclamation E&S est un mécanisme de recours extrajudiciaire qui permet à toute personne ou groupe de personnes affectées par les impacts E&S d'un projet de déposer une plainte. L'objectif de ces mécanismes, conformément à la politique FVC (7.3), est d'offrir un espace pour les plaintes et les réparations, et de faciliter la résolution des plaintes concernant les impacts E&S de l'activité.

L'approche du programme en matière de plaintes E&S et de leur règlement repose sur les procédures de plaintes E&S de l'AFD et du FVC, sur l'approche de l'IE en matière de plaintes E&S et de mécanismes de plaintes potentiels - lorsqu'ils existent -, et sur les mécanismes de plaintes mis en place dans le cadre des sous-projets. En conséquence, le recours au mécanisme de recours indépendant du FVC<sup>11</sup> et au mécanisme de plaintes E&S de l'AFD<sup>12</sup> est rendu possible à tous les niveaux du programme.

### 4.2.1 Mécanisme de plaintes E&S de l'AFD et de Proparco

Le mécanisme de plainte E&S de l'AFD renforce la transparence de l'Agence sur ses activités et s'inscrit dans le cadre d'un dialogue approfondi avec ses partenaires de la société civile, les parlementaires, les agences de notation extra-financière et la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Le mécanisme vise à assurer un traitement indépendant des plaintes adressées à l'AFD, par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, concernant les impacts environnementaux ou sociaux d'un projet mené dans les pays étrangers dont le financement a été alloué par l'AFD, à l'exclusion des projets initiés par les ONG.

Le Mécanisme dispose de deux méthodes de traitement des plaintes :

- La fonction de résolution des litiges, qui vise à rétablir un dialogue entre l'auteur de la Plainte ou son représentant et l'IE afin de trouver une solution au(x) problème(s) ayant conduit à la Plainte ;
- La fonction d'audit de conformité, qui vise à déterminer si l'AFD a respecté ou non sa Procédure de gestion des risques environnementaux et sociaux en ce qui concerne un projet financé par l'AFD qui a fait l'objet d'un accord signé.

Le règlement intérieur du mécanisme est publié sur le site web de l'AFD<sup>13</sup> et énonce les conditions d'enregistrement et d'éligibilité, ainsi que la méthode de traitement de la plainte par le mécanisme, à savoir l'audit de conformité, la résolution des litiges ou une combinaison des deux. Il précise également d'autres points concernant le fonctionnement du Mécanisme, tels que le délai de traitement, l'accès à l'information, ou la formation et la sensibilisation du personnel de l'AFD. Les fonctions de règlement des différends et d'audit de conformité ne prévoient pas d'indemnisation de la part de l'AFD.

Une ou plusieurs personnes physiques ou morales affectées par un projet financé par l'AFD, et dont la plainte porte sur les aspects E&S du projet, peuvent soumettre une plainte E&S au secrétariat du mécanisme. Si le groupe d'experts indépendants la juge recevable, la plainte est alors évaluée en vue d'une résolution du litige ou d'un audit de conformité.

---

<sup>11</sup> <http://www.greenclimate.fund/independent-redress-mechanism>

<sup>12</sup> AFD: <https://www.afd.fr/fr/dispositif-de-gestion-des-reclamations-environnementales-et-sociales>  
Proparco: <https://www.proparco.fr/fr/icm>

<sup>13</sup> <https://www.afd.fr/fr/dispositif-de-gestion-des-reclamations-environnementales-et-sociales>

Une approche similaire a été adoptée par Proparco en janvier 2019 lorsque Proparco a mis en place un mécanisme de plainte indépendant. Ce mécanisme est une initiative conjointe avec la DEG - Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft et la FMO - Netherlands Development Finance Company.

Le mécanisme de plainte indépendant est composé d'un panel d'experts indépendants, comprenant trois personnes ayant une expertise environnementale, sociale, juridique et financière. Ce panel, indépendant de Proparco, évaluera l'éligibilité de la plainte et déterminera la méthode appropriée de traitement de la plainte selon le processus de l'AFD décrit ci-dessus.

L'ensemble des informations relatives au mécanisme de traitement des plaintes de Proparco sont disponibles sur le site Internet de Proparco.

#### 4.2.3. Mécanismes de réclamations de la GIZ au niveau des IE

En tant que société fédérale à but non lucratif, la GIZ a l'obligation particulière de gérer les fonds (publics) qui lui sont confiés de manière efficace et responsable, de fournir une comptabilité complète et correcte et de représenter son travail de manière transparente pour le public.

Afin de respecter cette norme, d'identifier les failles du système ainsi que les malversations des particuliers et d'éviter ainsi tout préjudice tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, GIZ a mis en place un mécanisme de plaintes.

Ce mécanisme permet de recevoir des rapports sur des violations vérifiables ou suspectées dans le cadre d'un "portail de dénonciation". Le portail d'alerte sert de canal de communication pour les signalements de violations graves du code de conduite de la GIZ, des règles internes de l'entreprise ou des lois applicables. Tous les signalements sont soigneusement évalués et traités de manière confidentielle. Le GIZ veille à ce qu'il n'y ait pas de conséquences négatives pour tout dénonciateur qui soumet un rapport justifié.

#### 4.2.4. Mécanisme de réclamations au niveau des projets et sous-projets

Au niveau des projets et sous-projets, les mécanismes de réclamation doivent être conçus pour recevoir et faciliter les préoccupations ou la résolution des conflits, selon le cas, en relation avec les risques et les impacts E&S du projet. La nécessité ou la pertinence de la conception de ces mécanismes doit être évaluée lors de la phase d'évaluation du projet et de l'évaluation E&S. Les mécanismes de réclamation doivent être adaptés au niveau des risques et des impacts E&S du projet, dans le but de résoudre les préoccupations ou les conflits par un processus consultatif compréhensible et transparent, en accord avec le projet et/ou le contexte local. Le mécanisme doit être libre et ne doit pas entraver l'accès aux recours judiciaires ou administratifs. Les propriétaires de projets doivent communiquer sur l'existence de tels mécanismes et en informer les parties prenantes du projet. Les mécanismes de règlement des griefs au niveau des projets et sous-projets sont développés en premier lieu afin de permettre le règlement à l'amiable d'un litige ou d'une plainte. Si ce n'est pas possible, la plainte doit être résolue par une procédure juridique formelle.

Au niveau du projet et des sous-projets, les mécanismes de réclamation peuvent couvrir une série d'aspects du projet, y compris des aspects généraux tels que la planification, la construction et l'exploitation, le processus d'évaluation E&S et son impact, et des questions spécifiques telles que les processus de réinstallation et les compensations correspondantes.

Comme défini par les normes de performance de la SFI qui doivent s'appliquer au moins aux projets et sous-projets à haut risque financés dans le cadre du programme, des mécanismes de réclamation spécifiques en matière d'E&S doivent être mis en place au niveau des sous-projets si nécessaire, comme suit

- Pour toute la portée du projet, avec l'approche décrite ci-dessus, afin de faciliter une indication précoce et une réparation rapide pour ceux qui estiment avoir été lésés par un projet ou ses activités connexes (NP1) ;
- Pour les projets où la NP2 est applicable, un mécanisme de réclamation permettant aux travailleurs de soulever des préoccupations sur le lieu de travail, s'appliquant aux travailleurs directs, aux travailleurs sous contrat et/ou aux travailleurs de la chaîne d'approvisionnement ;
- Pour les projets où la norme NP4 est applicable, un mécanisme de plaintes permettant aux communautés affectées d'exprimer leurs préoccupations concernant les dispositions de sécurité et les actes du personnel de sécurité ;
- Pour les projets où la norme NP5 est applicable, le mécanisme de règlement des plaintes doit être établi le plus tôt possible dans la phase de développement du projet, afin de permettre la résolution des litiges liés à l'indemnisation et/ou à la réinstallation de manière impartiale.

## V. MRES au niveau de l'assistance technique

### 5.1. Contenus des programmes d'AT E&S

Entre autres activités, et si nécessaire, l'assistance technique sera responsable de

#### **a) Appuyer l'évaluation E&S dans les projets financés en direct**

Conformément aux exigences et aux processus décrits dans le présent manuel, l'évaluation des risques E&S sera menée sur les sous-projets et des mesures d'atténuation appropriées seront définies et mises en œuvre. Pour cette raison, l'assistance technique peut être orientée vers l'évaluation E&S des projets : assurer la mise en œuvre du PGES ou du CGES, respecter les conditions énoncées dans le PEES, coordonner les activités environnementales et sociales, assurer les activités de suivi et de rapport, etc.

#### **b) Appuyer le développement ou le renforcement du SGES d'un IE pour un projet intermédiaire**

Conformément au PAES discuté et adopté entre l'AFD et l'EE, l'AT aidera l'IE à renforcer ses capacités en matière de gestion des risques E&S, par le développement du renforcement de son système de gestion E&S. À cette fin, les activités suivantes peuvent, par exemple, être menées par l'AT :

- Définition de plans d'action détaillés pour l'établissement et la mise en œuvre du SGES,,
- Conduite de sessions de sensibilisation pour faire participer les employés de l'IE et les cadres supérieurs à la MRES,
- Conception et/ou mise à jour des procédures et des outils, et des lignes directrices sectorielles le cas échéant,
- Formation du personnel d'IE à la gestion des risques E&S et aux nouvelles procédures et outils,
- Soutien à l'établissement de rapports E&S.

## 5.2. Processus de recrutement de l'AT

Portées par un cabinet de conseil ou un consortium de cabinets de conseil, les équipes d'assistance technique doivent être recrutées selon les procédures et les exigences de l'AFD en matière de passation de marchés<sup>1415</sup>.

L'appui à la MRES est généralement une composante des programmes d'assistance technique et est inclus dans les termes de référence de la passation de marché. Ces termes de référence comprennent des activités telles que celles mentionnées ci-dessus et sont adaptés aux besoins en fonction, notamment, de la capacité existante de l'IE à gérer les risques E&S sur son portefeuille.

Les experts E&S sont généralement des ingénieurs en environnement et/ou en sciences sociales ayant une forte expertise dans la gestion des risques E&S et une excellente connaissance des normes internationales et des meilleures pratiques E&S, de préférence les garanties de la SFI. Ils n'ont pas besoin d'une solide expertise financière, mais plutôt d'une capacité d'adaptation pour comprendre le cycle de crédit de l'entreprise et la manière dont il peut être cohérent avec les processus d'évaluation E&S, ainsi qu'une forte capacité et volonté de travailler en équipe.

## 5.3. MRES au niveau de la facilité d'appui institutionnel

En raison de l'approche par facilité adoptée dans le cadre du PEEB Cool, les activités de projet dans le cadre de la composante de la facilité d'appui institutionnel ne seront définies pour chaque pays individuellement qu'après le début du programme. Afin de se conformer aux procédures de sauvegarde et de genre de la GIZ, ces "projets d'appui institutionnel" au niveau national seront ensuite soumis à la liste de contrôle S+G avant leur mise en œuvre.

Le seuil de valeur d'un projet à soumettre à la liste de contrôle S+G est de 1 million d'euros, ce qui signifie que le volume total d'assistance technique mis en œuvre par le GIZ dans un pays respectif dépasse ce montant.

Dans ce cas, une liste de contrôle S+G sera utilisée pour examiner les éventuelles conséquences négatives ou involontaires et pour procéder à des évaluations approfondies si nécessaire.

Le tableau ci-dessous illustre les étapes qui seront suivies pour les projets soumis à un examen S+G supplémentaire au niveau du projet GIZ.

Phases du cycle du projet	Actions de MRES	Rôles et responsabilités
<i>Identification</i>	Examen du projet au regard de la liste de contrôle S+G de la GIZ	Chargé d'appui institutionnel au sein de l'équipe de mise en œuvre de l'appui institutionnel
	Vérification de la pertinence de la liste de contrôle S+G	Personnel du bureau S+G au siège de la GIZ
	Si nécessaire, évaluation approfondie pour certaines sauvegardes	Chargé d'appui institutionnel au sein de l'équipe de mise en œuvre de l'appui institutionnel/ consultant spécialisé

<sup>14</sup> <https://www.afd.fr/sites/afd/files/2017-09/directives-passation-marches-etats-etrangers-english-version.pdf>

<sup>15</sup> <https://www.afd.fr/en/responding-bid-invitation>

	Vérification de la pertinence de la liste de contrôle S+G	Personnel du bureau S+G au siège de la GlZ
	Validation de la catégorie de risque	Personnel du bureau S+G au siège de la GlZ
<i>Mise en oeuvre</i>	Seulement dans le cas de projets à risques élevés	

Comme les projets mis en œuvre concernent principalement des services intellectuels (soutien aux pays partenaires dans l'élaboration de feuilles de route nationales pour la mise en œuvre du CND dans le secteur du bâtiment, conseils pour l'élaboration de politiques publiques dans le secteur du bâtiment, mesures de renforcement des capacités), il est prévu que ces projets soient classés dans la catégorie de risque C (risque faible).

La sélection servira néanmoins à évaluer l'absence de risques significatifs, à sensibiliser les collègues aux garanties environnementales et sociales, et à identifier les possibilités de renforcer réellement les garanties en question par le biais des activités du projet.

## ANNEXE 1 : LISTE D'EXCLUSION

1. Production ou commerce de tout produit illégal ou activité illégale au regard des législations du pays d'accueil et de la France ou des réglementations, conventions et/ou accords internationaux ;
2. Production ou activité requérant travail forcé<sup>16</sup> ou travail d'enfants<sup>17</sup> ;
3. Commerce d'animaux, de végétaux ou de tous produits naturels ne respectant pas les dispositions la CITES<sup>18</sup> ;
4. Activité de pêche utilisant un filet dérivant de plus de 2,5 km de long ;
5. Toute opération entraînant ou nécessitant la destruction<sup>19</sup> d'un habitat critique<sup>20</sup>, et tout projet forestier ne mettant pas en œuvre un plan d'aménagement et de gestion durable ;
6. Production, utilisation ou commerce de matériaux dangereux tels que les fibres en amiante ou les produits contenant des PCB<sup>21</sup> ;
7. Production, utilisation ou commerce de produits pharmaceutiques, de pesticides/herbicides, de produits destructeurs de la couche d'ozone<sup>22</sup> ou tout autre produit dangereux, soumis à interdiction ou suppression progressive internationale ;
8. Commerce transfrontalier de déchets, excepté ceux qui sont acceptés par la convention de Bâle et les réglementations qui la sous-tendent ;

- 
- 16 Est considéré comme « travail forcé » tout travail ou service, accompli de manière non volontaire, obtenu d'un individu par la menace de la force ou de punition comme défini par les conventions du BIT.
  - 17 Les employés doivent être âgés au minimum de 14 ans comme défini par la Convention fondamentale des droits de l'homme du BIT (convention sur l'âge minimum C138, Art. 2) à moins que les législations locales spécifient une présence scolaire obligatoire ou un âge minimum pour travailler. En de telles circonstances, l'âge le plus élevé doit être retenu.
  - 18 CITES : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (Washington, 1993).
  - 19 La destruction signifie (i) l'élimination ou la sévère diminution de l'intégrité d'un habitat causée par un changement majeur et à long terme de l'utilisation du sol ou des ressources en eau ou (2) la modification d'un habitat telle que la capacité de cet habitat à remplir son rôle soit perdue.
  - 20 Le terme d'habitat critique englobe les habitats naturels et modifiés qui méritent une attention particulière. Ce terme inclut (i) les espaces à haute valeur en terme de biodiversité tel que défini par les critères de classification de l'IUCN, dont notamment les habitats nécessaires à la survie d'espèces en danger définies par la liste rouge de l'IUCN sur les espèces menacées ou par toute législation nationale ; (ii) les espaces ayant une importance particulière pour les espèces endémiques ou à périmètre restreint ; (iii) les sites critiques pour la survie d'espèces migratrices ; (iv) les espaces qui accueillent un nombre significatif d'individus d'espèces grégaires ; (v) les espaces présentant des assemblages uniques d'espèces ou contenant des espèces qui sont associées selon des processus d'évolution clés ou encore qui remplissent des services écosystémiques clés ; (vi) et les territoires présentant une biodiversité d'importance sociale, économique ou culturelle significative pour les communautés locales. Les forêts primaires ou forêts à haute valeur de conservation doivent également être considérées comme habitat critique.
  - 21 Les PCB, Biphénols Polychlorés, constituent un groupe de produits chimiques hautement toxiques susceptibles de se trouver dans des transformateurs électriques à huile, des condensateurs et des interrupteurs datant de 1950 à 1985.
  - 22 Tout composant chimique qui réagit avec, et détruit, la couche stratosphérique d'ozone conduisant à la formation de "trous" dans cette couche. Le protocole de Montréal liste les ODS (Ozone Depleting Substances), leurs objectifs de réduction et leurs échéances de suppression.

9. Production ou commerce<sup>23</sup> :
  - d'armes et/ou de munitions ;
  - de tabac ;
  - d'alcool fort destiné à la consommation humaine ;
10. Maisons de jeux, casinos ou toute entreprise équivalente<sup>10 + 24</sup> ;
11. Tout commerce lié à la pornographie ou la prostitution ;
12. Toute opération engendrant une modification irréversible ou le déplacement significatif d'un élément de patrimoine<sup>25</sup> culturel critique ;
13. Production et distribution ou participation à des médias racistes, anti-démocratiques ou prônant la discrimination d'une partie de la population ;
14. Exploitation de mines diamantifères et commercialisation des diamants dès lors que l'Etat d'accueil n'a pas adhéré au processus de Kimberley ;
15. Tout secteur ou tout service faisant l'objet d'un embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne et/ou de la France dans un Etat donné, sans restriction de montant absolu ou relatif.

#### [Annexe 1 - Liste d'exclusion de l'AFD.pdf](#)

- 
- 23 Pour être exclues, ces activités doivent représenter plus de 10% du bilan ou du volume financé. En cas d'intermédiaire financier, ces activités ne doivent pas dépasser 10% des encours de leur portefeuille d'activité.
- 24 *Tout financement direct de ces projets* ou d'activités les incluant (hôtel incluant un casino par exemple). Ne sont pas concernés les plans d'aménagement urbains qui pourraient intégrer ultérieurement de tels projets.
- 25 On considèrera comme "patrimoine culturel critique" tout élément du patrimoine internationalement ou nationalement reconnu d'intérêt historique, social ou/et culturel.



## Annexe 2 - Plan d'Action Environnemental et Social<sup>26 27</sup>

Actions	Livrables	Responsabilités	Délais
<b>1. Mise en place du Système de Gestion Environnemental et Social (SGES)</b>			
Approbation écrite du Président / Board sur le développement d'un SGES	Courrier du Président	Président et/ou Board	3 mois après la signature
Nomination d'un Responsable E&S qui sera chargé de la définition et de la mise en œuvre du SGES tel que défini dans le présent plan d'action	Approbation du Board / Président	Président et/ou Board	3 mois après la signature
Mise en place d'un comité de suivi chargé du suivi de la mise en place du SGES	Nom des membres et approbation par leur hiérarchie	Président et/ou Board	3 mois après la signature
Recrutement d'un consultant spécialisé	Copie du contrat et CV de/des experts	Responsable E&S + comité de suivi	Au 1 <sup>er</sup> décaissement
Séance de sensibilisation de personnes ciblées aux concepts de RSE / RSI	Attestation de formation	Responsable E&S	Au plus tard 2 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
<b>2. Mise en place de la Politique E&amp;S et approbation</b>			
Formalisation de la politique E&S	Draft de politique E&S	Responsable E&S + comité de suivi + consultant	2 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Développement d'une liste d'exclusion	Liste d'exclusion	Responsable E&S + comité de suivi + consultant	5 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Validation de la politique E&S par le Board	Politique E&S approuvée	Président / Board	6 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement

<sup>26</sup> A supprimer si le Projet de nécessite pas de PAES.

<sup>27</sup> Ce PAES est un modèle à adapter en fonction du Projet.

Actions	Livrables	Responsabilités	Délais
<b>3. Définition et mise en œuvre d'une procédure et d'outils E&amp;S conformes aux standards nationaux</b>			
Développement d'une procédure et d'outils E&S (outil de classement E&S des projets, outils d'évaluation des risques E&S, guides E&S sectoriels (si besoin), clauses E&S types à insérer dans les conventions de crédit, ...)	Fourniture des outils	Responsable E&S + comité de suivi + consultant	12 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Mise à jour des politiques et procédures de prêts en incluant les aspects E&S	Mise à jour des procédures	Responsable E&S + comité de suivi + consultant	15 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Validation des procédures E&S par le Board de la banque	Procédure et outils approuvés	Président / Board	18 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
<b>4. Formation interne</b>			
Définition et réalisation d'un programme de formation E&S des employés concernés par le déploiement du SGES	Programme de formation	Responsable E&S + Equipes concernées	15 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
<b>5. Mise en œuvre des procédures E&amp;S et mission de validation par le Consultant</b>			
Application de la politique et des procédures E&S aux projets financés		Responsable E&S + Equipes concernées	18 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Mission du consultant pour faire un point sur la mise en œuvre du SGES		Responsable E&S + comité de suivi + consultant	22 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
Définition d'actions complémentaires le cas échéant (modification des outils/procédures, formation...)	Rapport de mission du Consultant	Responsable E&S + comité de suivi + consultant	22 mois après le 1 <sup>er</sup> décaissement
<b>6. Monitoring</b>			
Remise d'un rapport annuel de suivi E&S à l'AFD	Rapport annuel	Responsable E&S	Date anniversaire de signature

### ANNEXE 3 - RAPPORT ANNUEL ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le Groupe AFD attend un retour régulier de ses institutions financières partenaires (IF) afin de s'assurer que ses investissements répondent à ses critères environnementaux. Le Groupe AFD demande ainsi à l'ensemble de ses clients de type IF de soumettre, annuellement, un rapport de performance environnemental et social.

Ce document a été conçu pour faciliter le processus de reporting. Vous êtes libres d'écrire directement sur le document ou de l'adapter à votre convenance, tout en veillant à respecter les 5 thèmes fondamentaux suivants :

- Informations générale sur les activités de votre institution (organisation interne, bilan social, revue du portefeuille...);
- Votre système de gestion environnementale et sociale (*responsables, formations, évolutions...*);
- Votre politique environnementale et sociale, vos procédures d'évaluation et de supervision (*évolution éventuelle des procédures*);
- Votre évaluation environnementale et sociale des projets financés par l'AFD
- Votre formation environnementale et sociale et / ou de l'assistance technique aux autorités locales.

A travers le terme "*environnement & social*" le Groupe AFD inclut les problématiques liées aux sujets environnementaux, de santé et sécurité, de gestion des ressources humaines, de droits et de conditions du travail, et les impacts sociaux / culturels.

Lorsque vous remplissez ce document pour la première fois, nous vous remercions de le renseigner dans son intégralité. Si certaines questions ne sont pas pertinentes pour votre institution, merci d'écrire en réponse « sans objet » et si certaines informations ne sont pas disponibles, merci d'écrire « pas d'information ».

Il faudra veiller à nous informer, dans les rapports ultérieurs de toute évolution dans vos activités.

**Le présent document devra être retourné à l'Agence de Bamako, dûment complété.**  
Merci de votre coopération

### A. Informations Générales

Rapport pour l'année (mois/année –  
Mois/année)

Nom de l'Institution

Rapport complété par (nom)

N° téléphone du contact

Email du contact

Adresse Postale

### B. Description du portefeuille

Votre institution consent-elle des concours dans certains des secteurs mentionnés dans la liste d'exclusion en annexe 1 ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, merci d'indiquer le secteur: .....

Merci de décomposer votre portefeuille actuel à l'aide du tableau ci-dessous

Type de clients	Encours de risque	Nombre de prêts	Pourcentage de l'encours	Montant moyen de crédit	Hors bilan
Particuliers					
Artisans et PME					
Entreprises					
Banques					
Fonds d'investissement					

Collectivités locales					
Autres (État, ...)					
Total à la date du .....					

### Exposition par secteur d'activité

S'il existe des expositions dans les domaines des PME ou des grandes entreprises / projets de votre portefeuille, merci d'indiquer un pourcentage estimatif que ces secteurs représentent sur votre activité globale.

Secteur industriel	Exposition (en k€)	% du portefeuille
Production animale		
Chimie		
Fonds de placement communs		
Transport publics		
Construction et immobilier		
Biens de consommation		
Production agricole		
Équipements électriques		
Tissus et textile		
Métallurgie		
Finance & Assurance		
Impression et teinture		
Pêche		
Alimentation et boisson		
Exploitation forestière et produits associés		
Mobilier et produits associés		

Projets internet		
Cuir et produits alliés		
Machinerie		
Manufacture de produits non minéraux		
Essence gaz et mine		
Plastiques et caoutchouc		
Metaux primaires		
Impressions et publications		
Papier		
Télécommunications		
Services de transports		
Equipements de transports		
Service		
Stockage		
Produits du bois		
Commerce de gros ou de détail incluant : station essence, laveries et nettoyage à sec, impressions, parcs automobiles ou de camion, process de photographie ou de film, ou toute opération comprenant l'utilisation ou la production de produits chimiques		
<b>Total</b>		

Dans le cas des prêts longs termes avec les PME ou les entreprises/ financements de projets, merci d'indiquer les informations requises pour tout prêt vérifiant les conditions suivantes :

- Plus de 12 mois de durée
- Plus de 1 million d'euros d'exposition

Nom de la compagnie / du projet	Type de projet (PME, entreprise...)	Durée du prêt (mois)	Valeur du prêt (k€)	Secteur industriel	Risque environnemental et social et mesures compensatoires


### C. Gestion environnementale et sociale

Coordonnées des responsables des aspects environnementaux et/ou sociaux au sein de votre institution financière ?

	Nom / Titre	Tél / fax	email
Responsable au sein de la direction			
Responsable environnement			
Responsable social			
Autre personne impliquée sur les questions E&S			

Ces responsables ont-ils suivi une formation à l'évaluation environnementale et/ou sociale de projets ?

☐ Oui      ☐ Non      ☐ Inconnu

Si oui, merci d'indiquer l'organisme de formation (Exemple SFI, HORUS, consultant privé...)

.....

Date de la formation : .....

Votre institution a-t-elle un programme de formation aux thématiques environnementales et sociales pour les autres salariés ?

☐ Oui      ☐ Non      ☐ Inconnu

Si oui, merci d'indiquer l'organisme de formation (Exemple SFI, consultant privé...) : ...

.....

Date de la formation : .....

## **D. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE, EVALUATION ET PROCÉDURES DE SUPERVISION**

### **D.1- Politique environnementale et sociale**

Votre institution a-t-elle une **politique** environnementale et sociale ?

☐ Oui      ☐ Non

Si oui, merci de fournir un exemplaire de cette politique

Votre institution a-t-elle procédé à une mise à jour de votre politique E&S ou de votre plan de gestion E&S et des procédures associées durant la période de reporting ?

☐ Oui      ☐ Non

Si oui, merci de fournir un exemplaire de cette politique

Votre institution a-t-elle mis en place une **procédure** d'évaluation et/ou de supervision environnementale et sociale de ses opérations (retranscrite dans un document spécifique ou incluse dans un manuel opérationnel)?

- Evaluation E&S

☐ Oui      ☐ Non



- Suivi E&S

☐ Oui ☐ Non

Si oui, merci de fournir un exemplaire de ces procédures.

Sur quelles bases votre institution réalise-t-elle l'évaluation environnementale et sociale des projets qu'elle finance ?

<input type="checkbox"/> Standards du groupe Banque Mondiale/SFI	<input type="checkbox"/> Réglementations nationales en environnement, santé et sécurité, droit du travail ( <i>précisez</i> )
<input type="checkbox"/> Conventions internationales (BIT, UN, ...)	<input type="checkbox"/> autres: Précisez .....

Votre institution exige-t-elle de ses clients de suivre les lois et réglementations nationales applicables en environnement, santé et sécurité et droit du travail?

☐ Oui ☐ Non

Votre institution exige-t-elle de ses clients porteurs de projets à haut risques, de suivre les lois et réglementations nationales applicables en environnement, santé et sécurité et droit du travail, en plus des standards du groupe Banque Mondiale/SFI ?

☐ Oui ☐ Non

## D.2- PROCEDURE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Comment est réalisée l'évaluation environnementale et sociale des projets de votre institution ?

<input type="checkbox"/> Document type d'évaluation environnementale et sociale	<input type="checkbox"/> Assistance par un consultant
<input type="checkbox"/> Utilisation de checklist ou questionnaires	<input type="checkbox"/> catégorisation des risques des projets et des procédures appropriées
<input type="checkbox"/> Entretiens avec le client	<input type="checkbox"/> Nous n'évaluons pas les risques environnementaux et sociaux
<input type="checkbox"/> Visites terrain	<input type="checkbox"/> Autre: .....

Votre institution a t elle déjà produit ou demandé à votre client de présenter :

<input type="checkbox"/> Etudes d'impact environnementaux et/ou sociaux	<input type="checkbox"/> Audits Environnementaux et/ou Sociaux
---	--

Si oui, précisez le nombre et le type de projets: .....

Votre institution s'est-elle déjà accordé avec ses clients sur un plan de gestion environnemental et social ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez le nombre et le type de projets

Votre institution a-t-elle déjà refusé de financer des projets pour des motifs environnementaux et/ou sociaux sur la période concernée?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez le nombre et le type de projets

### D.3- SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

A quelle fréquence effectuez-vous des visites de supervision chez vos clients?

Mensuellement/Deux fois par mois/Trimestriellement/Annuellement/Autre (précisez)

Echangez-vous avec vos clients sur les enjeux environnementaux et sociaux lors de vos rencontres de supervision?

☐ Toujours ☐ Parfois ☐ Jamais

Si un plan de gestion environnemental et social (PGES) a été convenu avec le client, le processus de suivi comprend-il une analyse des progrès réalisés ?

☐ Oui ☐ Non ☐ Inconnu

Vos clients vous reportent ils régulièrement leur performance environnementale et sociale ?

☐ Oui ☐ Non ☐ Inconnu

Si oui, précisez le nombre et le type de projets, ainsi que le format des rapports.

Existe t il un procédé de reporting environnemental et social interne à destination du Management ?

.....

L'un des projets financés a-t-il déjà été concernés par l'une des problématiques ci-dessous ?

<input type="checkbox"/> Non respect des réglementations nationales en environnement, santé et sécurité, droit du travail	<input type="checkbox"/> Blessures graves ou mortelles
<input type="checkbox"/> Non respect des standards du groupe Banque Mondiale/SFI (projets à hauts risques)	<input type="checkbox"/> Grèves (avec ou sans violence) ou tout autre conflit sur le lieu de travail
<input type="checkbox"/> Non respect des engagements, conventions ou tout autre accord légal	<input type="checkbox"/> Action juridique
<input type="checkbox"/> Non respect des engagements tenus dans un plan d'action environnemental et/ou social	<input type="checkbox"/> Amendes, pénalités ou hausse des coûts des permis
<input type="checkbox"/> Plaintes d'agences de contrôle ou autorités, de groupes d'intérêts, ou de communautés locales	<input type="checkbox"/> Attention négative de la part des médias ou d'ONG
<input type="checkbox"/> Implémentations par les clients de nouvelles technologies, processus ou procédures ayant amélioré l'environnement, la santé et la sécurité ou la productivité (réduction des émissions, politiques sociales)	<input type="checkbox"/> Retour positif des médias ou d'ONG sur les projets des clients

Si oui à l'une des questions ci-dessus, précisez le nombre et le type de projets: .....

### E. Finance verte

Votre institution a-t-elle réalisé des investissements ayant un bénéfice environnemental ou social tel que l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le contrôle des émissions et pollutions dans le management, la responsabilité environnementale et sociale de la compagnie, le développement communautaire... ?

.....

.....

.....

## **E. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DES PROJETS FINANCES**

*Brève description de l'investissement (nature du projet, coût du sous-projet, superficie [du site implantation du projet, production annuelle, etc], existence d'un transfert de propriété, ou sur des opérations en cours, plans d'expansion des opérations ou de nouvelle construction, impact estimé sur la production.*

Informations environnementales et sociales disponibles (liste des documents environnementaux et sociaux déjà disponibles au moment de l'analyse).

- Principaux enjeux environnementaux et sociaux du projet:
- Catégorie de risque environnemental et social:
- Extrait de la section pertinente de l'approbation du projet par l'Administration
- Si nécessaire, principale conclusion de l'étude d'impact environnemental et mesures d'atténuation proposées (indiquer les mesures à prendre pour résoudre les problèmes environnementaux soulevés par le bénéficiaire Client / investissements, la façon dont ils peuvent être intégrés dans la conception de l'investissement, et des éventuels engagements):
- Résultat de la participation communautaire
- L'avis de la Banque sur le projet: résultat de l'évaluation environnementale et sociale de la Banque, des exigences environnementales et sociales, de l'environnement et des clauses sociales ...
- Prochaines étapes (études complémentaires...).....

SIGNATURES

DATE

AGENT DE CREDIT:

RESPONSABLE ENVIRONNEMENTAL:

## **ANNEXE 4 - TERMES DE RÉFÉRENCE**

### **POUR L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (INCLUANT LE PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL)**

#### **SOMMAIRE**

1.	Objectifs de l'Étude d'impact	70
2.	Description du Contexte et du projet	71
3.	DÉfinition de la zone du projet	71
4.	PRESTATION ATTENDUE	72
4.1.	Préparation de L'EIES	72
4.1.1.	Détermination de la zone d'étude et scoping	72
4.1.2.	Démarche partenariale	72
4.2.	Élaboration de L'EIES : Contenu de l'étude	73
4.2.1.	Description du contexte législatif et institutionnel	73
4.2.2.	Analyse des alternatives au projet	74
4.2.3.	Description du projet retenu (y compris les infrastructures associées)	74
4.2.4.	Description de l'état initial	75
4.2.5.	Détermination et description des impacts du projet et des mesures environnementales et sociales	77

## **1. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE D'IMPACT**

Le *maître d'ouvrage du projet* doit réaliser une étude d'impact environnemental et social (EIES) dans le cadre de la conception de son projet pour répondre à la réglementation nationale et aux exigences de l'AFD en tant que financeur du projet.

Cette étude d'impact devra répondre à un triple objectif :

- permettre au maître d'ouvrage du projet de concevoir un projet respectueux de l'environnement et des populations en définissant l'ensemble des activités et mesures à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale du projet,
- permettre aux parties intéressées d'être informées et de participer à la conception du projet ;
- éclairer le processus de décision de l'AFD par une vérification de la viabilité sociale et environnementale des opérations proposées à son financement et ainsi limiter les risques légaux, financiers et réputationnels.

Pour ce faire, à partir d'une description du contexte, de l'état initial du site et des impacts du projet sur l'environnement et les populations, l'étude d'impact proposera des mesures de maximisation des impacts positifs, et des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire, et si nécessaire compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement et les populations, en veillant à ne pas exacerber les tensions sociales et inégalités femmes-hommes existantes.

Remarque : Ces mesures et les conditions de leur mise en œuvre seront reprises et détaillées dans un Plan de Gestion Environnemental et Social.

## **2. DESCRIPTION DU CONTEXTE ET DU PROJET**

- Description du contexte local dans lequel s'insère le projet (institutionnel, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, réglementaire, ...)
- Description du projet proposé :
- L'implication de l'AFD dans le projet.
- Screening E&S par l'AFD

## **3. DÉFINITION DE LA ZONE DU PROJET**

La zone du projet comprend l'ensemble des composantes du projet et des infrastructures nécessaires à la réalisation du projet comme les routes d'accès, les canalisations d'eau, les raccordements électriques, etc.

Cette zone du projet est illustrée sur la carte jointe en annexe 1.

## 4. PRESTATION ATTENDUE

Le Consultant travaillera en coordination avec les équipes techniques en charge de la mise en œuvre du projet.

### 4.1. Préparation de L'EIES

#### 4.1.1. Détermination de la zone d'étude et scoping

En préalable à l'EIES, le Consultant devra déterminer la « **zone d'étude** », correspondant à la zone d'influence du projet.

La zone d'étude (**cartographie et justification**) sera proposée pour validation au démarrage de l'étude. Cette zone est spécifique à la thématique étudiée : pour le thème des eaux superficielles par exemple, la zone d'étude peut englober le bassin versant amont et s'étendre en aval ; pour d'autres thématiques, la zone d'étude est plus restreinte et centrée sur les emprises et abords immédiats du projet.

Un scoping sera réalisé par le Consultant, permettant d'identifier, parmi les enjeux et risques environnementaux et sociaux identifiés, lesquels seront prioritairement pris en compte par le projet. Cette hiérarchisation des enjeux / risques sera validée au démarrage de l'étude.

#### 4.1.2. Démarche partenariale

En lien avec le Maître d'ouvrage, le Consultant rédigera et mettra en œuvre un plan d'engagement des parties prenantes.

Le Consultant adoptera, pour son étude, une démarche partenariale, visant à se rapprocher de l'ensemble des parties prenantes de façon à favoriser leur participation. Cette démarche sera initiée dès le démarrage de l'étude, et consistera à identifier les parties prenantes, les modalités de leur consultation et de prise en compte de leurs observations et demandes, et les modalités de reporting sur cette prise en compte.

Concernant plus spécifiquement la consultation des institutions et autorités intéressées par le projet, le Consultant rencontrera des personnes ressources et réalisera une revue bibliographique, qui portera sur :

- *Les évaluations environnementales déjà réalisées ...*
- *Les études de conception disponibles (faisabilité, ...)*
- ...

Des entretiens seront également organisés par le Consultant avec les responsables techniques et administratifs des structures et parties concernés, en l'occurrence :

- *Les Ministères concernés : ...*
- *Le Maître d'ouvrage : ...*
- *Le Maître d'ouvrage délégué : ...*
- *Les Autorités locales : ...*
- ...



## **4.2. Élaboration de L'EIES : Contenu de l'étude**

Sur la base de la documentation existante, de visites de terrain et de rencontres des principaux interlocuteurs concernés par le projet, l'étude d'impact devra permettre :

- d'écarter les alternatives de projet dont les impacts négatifs ne sont pas acceptables, et d'optimiser la conception du projet pour éviter ou réduire les principaux impacts ;
- d'identifier les principaux impacts du projet pendant les travaux de réalisation du projet et lors de son fonctionnement sur son environnement et sur les populations (en prêtant attention aux impacts potentiellement différents selon le genre). Une approche genre transversale sera appliquée à toutes les actions liées à la réalisation de l'EIES. Les données socio-économiques collectées et les analyses présentées devront être désagrégées par sexe ;
- de proposer des mesures de maximisation des effets positifs du projet ;
- de proposer des mesures d'évitement, de réduction des effets négatifs (ainsi que, le cas échéant, des mesures de compensation des impacts résiduels après atténuation) et les conditions de leur mise en œuvre et de leur suivi.

À cette fin, le Consultant conduira les investigations suivantes :

### **4.2.1. Description du contexte législatif et institutionnel**

Le Consultant décrira le contexte législatif qui s'applique au projet, tant sur les aspects environnementaux que sociaux (y compris santé – sécurité et genre) :

- Réglementation nationale en termes environnementaux et sociaux, y compris les textes concernant les droits des femmes ainsi que les dispositions favorables aux femmes ou à l'égalité hommes-femmes ou au contraire celles restreignant les droits des femmes en lien avec le projet;
- Textes internationaux ratifiés dont ceux relatifs aux droits des femmes,
- Politiques et normes des bailleurs internationaux impliqués.

Concernant les normes environnementales et sociales applicables aux projets financés par l'AFD, le Consultant se référera notamment aux documents suivants :

- Normes du Groupe Banque Mondiale, Cf. Document « Banque mondiale, Cadre environnemental et social » (*The World Bank Environmental and Social Framework*). Le Consultant consultera notamment la norme NES n°1, paragraphes 23 à 35, ainsi que l'Annexe 1 chapitre D de la NES n°1, qui décrit le contenu type d'une étude d'impact.
- Documents techniques de référence des bonnes pratiques du groupe Banque Mondiale : Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires : « *The World Bank Group Environmental, Health and Safety Guidelines (EHSGs)* » ;
- Cadre d'intervention et boîtes à outils « Genre » sectorielles de l'AFD : Cf. notamment : <https://www.afd.fr/fr/cadre-intervention-genre-reduction-inegalites>  
<https://www.afd.fr/fr/boite-outils-genre-diligences-environnementales-et-sociales>

Pour chaque texte cité, le Consultant devra préciser ce qu'il implique concrètement pour le projet.

Le Consultant réalisera une analyse des écarts entre la réglementation applicable et les standards des bailleurs impliqués, et proposera des actions visant à combler ces écarts.

La description du contexte institutionnel devra identifier les institutions en charge de la mise en œuvre des réglementations environnementales et sociales, y compris les institutions et organismes en charge des droits des femmes.

Cette description devra également identifier les procédures et acteurs impliqués dans l'obtention des autorisations environnementales et sociales nécessaires à la mise en œuvre des différentes phases du projet.

#### **4.2.2. Analyse des alternatives au projet**

Le Consultant veillera à ce que les alternatives de projet permettent d'éviter les principaux impacts environnementaux et sociaux. Pour cela, il se rapprochera des équipes en charge de la conception technique du projet.

Dans ce chapitre, le Consultant décrira les alternatives et variantes de projet étudiées, et précisera les raisons notamment environnementales et sociales qui ont présidé à la conception du projet : choix du site, choix du type de projet, choix de conception, etc.

Il comparera ces alternatives du point de vue de leur impact environnemental et social et sur les relations de genre, de leurs coûts d'investissement et d'exploitation, de leur compatibilité avec les conditions locales et par rapport aux besoins institutionnels, de formation et de suivi.

Cette analyse devra inclure l'analyse de l'alternative « sans projet ».

Cette analyse sera illustrée par une cartographie montrant les alternatives étudiées et sera synthétisée par un tableau de comparaison de l'impact environnemental et social des alternatives.

#### **4.2.3. Description du projet retenu (y compris les infrastructures associées)**

Après avoir veillé à l'optimisation du projet dans une logique d'évitement des impacts environnementaux et sociaux, le Consultant décrira dans ce chapitre, de manière concise, le projet retenu. Cette description visera à décrire les facteurs d'impact du projet, en phase de construction, d'exploitation, de démantèlement (modalités de remise en état en fin de vie).

Ce chapitre devra inclure les éléments suivants pour permettre de comprendre le projet et d'en analyser les effets :

- une cartographie :
  - Plan d'ensemble montrant l'implantation des ouvrages, la localisation des activités, y compris composantes secondaires / annexes et infrastructures associées...
  - Plan masse et/ou Plan de détail,
- des illustrations graphiques : schémas, photographies...
- une description des facteurs d'impact, incluant des données chiffrées, tant pour la phase de construction que pour la phase d'exploitation : surface de terrain, volumes de matériaux, besoins en eau, besoins de recrutement de main d'œuvre, etc.
- un calendrier des différentes phases du projet et durée de vie du projet.

#### 4.2.4. Description de l'état initial

Pour chaque thématique de l'état initial, la description portera sur la « zone d'étude », telle que retenue au démarrage de l'étude.

Le travail du consultant consistera à assembler, évaluer et présenter (**cartographie et texte**) les données de base sur les éléments pertinents qui caractérisent l'environnement et les caractéristiques sociales de la zone d'étude afin de :

- identifier et localiser les sensibilités et potentialités des territoires, milieux et populations concernés,
- identifier les risques naturels et les risques résultants d'activités humaines,
- analyser la situation par rapport à des normes et conventions ou à des objectifs de qualité.

Les éléments qui caractérisent l'environnement et les caractéristiques sociales de la zone d'étude sont indiqués ci-dessous.

Remarque : Cette liste est indicative et sera adaptée en fonction du contexte environnemental et social du projet.

**Milieu physique** : topographie, géologie, pédologie, climat et météorologie (y compris une qualification de la zone d'étude en termes de risques liés aux changements climatiques), eaux superficielles (hydrologie, qualité des eaux, zones inondables, usages) et souterraines (identification, vulnérabilité, épaisseur, perméabilité, transmissivité, direction d'écoulement, niveaux piézométriques, qualité des eaux des aquifères concernés, usages), eaux marines et littorales, périmètres de risques naturels et servitudes.

Les informations seront cartographiées sous SIG.

**Milieu biologique** (terrestre, aquatique, marin...) : aires protégées (parcs nationaux, zones Ramsar, sites Unesco, forêts classées, etc.), analyse écologique du site (état de conservation, corridors écologiques et connectivité, fragmentation), habitats écologiques (représentativité et rareté dans l'éco-région), espèces floristiques et faunistiques (indice de biodiversité, abondance, rareté, statut UICN, préciser la présence d'espèces endémiques et la présence d'espèces exotiques envahissantes), ressources naturelles d'importance culturelle, sociale ou économique, services rendus par les écosystèmes.

Cartographier l'occupation des sols, en se basant sur les données disponibles, notamment les données issues de l'Observatoire OSFACO (Observation Spatiale des Forêts d'Afrique Centrale et de l'Ouest). Cf.

[http://www.osfaco.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=57&Itemid=360](http://www.osfaco.org/index.php?option=com_content&view=article&id=57&Itemid=360)

Toutes les informations seront cartographiées sous SIG.

**Milieu humain** : Les données collectées seront sexo-différenciées pour identifier la place et le rôle des hommes et des femmes. En particulier le nombre de ménages affectés par le projet et dirigés par des femmes sera indiqué.

- **Environnement socio-économique** : historique de l'occupation du site, caractéristiques démographiques, conditions de vie des populations (y compris santé et sécurité), fonctionnement des ménages (répartition des charges et des tâches, partage des responsabilités, répartition des revenus) et nombre de ménages dirigés par des femmes, réseaux de solidarité, de parenté et de sociabilité, religions et croyances, rapports entre les hommes et les femmes en matière d'accès, usage et contrôle des ressources et des services, participation à la prise de décision;
- **Organisations et institutions communautaires** : organisations sociales, organisations villageoises et traditionnelles, processus de prise de décision (formels et informels) et institutions politiques dont niveau de participation des femmes;
- **Activités économiques** : identification des principales activités de la zone d'étude, agriculture / élevage, industrie, services, commerces locaux, commerce informel, circuits d'approvisionnement et de commercialisation, systèmes de production villageois, artisanat, chasse, pêche, utilisation des ressources naturelles, dont niveau de participation et d'organisation des femmes;
- **Infrastructures et services de base** (services publics ou communautaires) : eau potable, électricité, éducation, santé, collecte des déchets, eaux usées et pluviales, transports et déplacements, conditions actuelles d'accès au site, etc. précisant la place, le rôle et le niveau de participation/d'accès des femmes;
- **Système d'accès au foncier** : tenure foncière et modalités concrètes d'accès à la terre, y compris coutumières, notamment pour les femmes ;
- **Patrimoine** : historique, culturel, rôle des hommes et des femmes dans la gestion du patrimoine (sites/lieux sacrés, tombes, lieux de cultes) ;
- **Pollutions du site susceptibles d'impacter la santé** : bruit (sources de bruit, contributions sonores, niveaux sonores), pollution de l'air (sources, paramètres concernés), pollution des eaux et des sols (origine, historique), déchets (type, risques),... ;
- **Risques industriels** et servitudes ;
- **Présence de structures d'aide au développement local** (programmes gouvernementaux, associations, ONG...) ;
- **Si le projet est situé en contexte de crise ou conflit** : identification des facteurs à l'origine des tensions, analyse des relations sociales, identification des acteurs, de leurs positions et de leur action sur les tensions (augmentation des désaccords ou rôle d'apaisement), identification de leurs intérêts, de leurs besoins, de leurs peurs (démarche « Ne Pas Nuire »).
- ...

Les informations seront cartographiées sous SIG.

**NB1** : une attention particulière sera apportée à la cartographie (thématique et de synthèse) des principaux enjeux environnementaux et sociaux de la zone d'étude, de façon à ce que le chapitre « Description de l'état initial » soit ciblé sur les composantes susceptibles d'être impactées (positivement ou négativement) par le projet.

**NB2** : si le projet est existant (cas d'une réhabilitation ou d'une extension d'un projet existant par exemple), le chapitre « état initial » présentera le fonctionnement actuel du projet et l'éventuel système de management environnemental et social déjà en place. Il s'agira ici de décrire l'état des lieux des éventuelles problématiques environnementales et sociales existantes (dans son fonctionnement actuel, le projet génère-t-il du bruit, des pollutions des eaux, des sols ? Combien de personnes emploie-t-il et quels sont les conditions actuelles de travail et de santé-sécurité au travail ? Quelle est la situation en termes d'égalité hommes – femmes (emploi, harcèlement, etc.) ? etc.

#### 4.2.5. Détermination et description des impacts du projet et des mesures environnementales et sociales

##### Impacts environnementaux et sociaux :

Le Consultant veillera au respect et à la justification de la séquence ERC (Éviter, Réduire, Compenser). Il devra justifier l'impossibilité d'éviter certains impacts avant de proposer de les réduire. Les impacts résiduels feront l'objet de mesures compensatoires. Les impacts du projet seront analysés pour les enjeux environnementaux et sociaux mentionnés au chapitre précédent.

L'EIES devant être conforme aux Normes de la Banque Mondiale, celle-ci devra au minimum couvrir les normes suivantes (ou démontrer leur non-applicabilité) : Main-d'œuvre et conditions de Travail, Utilisation efficiente des ressources, prévention et gestion de la pollution, Santé et Sécurité des communautés, Acquisition des terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation involontaire, Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes, Peuples autochtones / Communautés locales traditionnelles d'Afrique subsaharienne historiquement défavorisées, Patrimoine culturel.

Le Consultant devra :

- **Qualifier les impacts** : positif / négatif, direct / indirect, temporaire / permanent, évitable / inévitable, réversible / irréversible.
  - **Quantifier les impacts** : surface impactée, contribution sonore, débits rejetés, etc. Dans la mesure du possible, décrire les impacts de façon quantitative par rapport aux coûts et avantages ou inconvénients qu'ils représentent pour l'environnement et les populations concernées. Leur attribuer, autant que faire se peut, une valeur économique.
  - **Déterminer les impacts sur les populations**, avec une approche quantitative (nombre de personnes et de villages affectés) et qualitative (en précisant les différents impacts possibles par ethnies / villages / populations dont groupes vulnérables / genre dont proportion de femmes affectées).
  - **Identifier spécifiquement chaque impact susceptible d'affecter différemment les hommes et les femmes**, de façon à pouvoir proposer (Cf. chapitre suivant, « Mesures ») des mesures visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, ou au moins à éviter la création ou l'augmentation de discriminations entre les hommes et les femmes. Si des différences sont identifiées, elles doivent être qualifiées et quantifiées. La proportion de femmes dans chaque groupe cible pour chacun des impacts sociaux devra être indiquée.
  - **Identifier de manière spécifique les dangers potentiels pour les travailleurs**, notamment ceux susceptibles de constituer une menace pour leurs vies.
  - **Identifier les « impacts cumulatifs »**, c'est-à-dire analyser la façon dont les impacts spécifiquement liés au projet étudié se surajoutent aux impacts déjà connus de projets en cours ou de projets prévus à court terme impactant la même zone.
  - **Intégrer une évaluation de la Vulnérabilité du projet au Changement Climatique.**
  - **Identifier les impacts des infrastructures associées**, à savoir les installations qui ne sont pas financées dans le cadre du projet et qui ne seraient pas construites ou agrandies en l'absence du projet et sans lesquelles le projet ne serait pas viable (voies ferrées, des routes, des lignes de transport d'électricité ou des centrales intégrées, des oléoducs, des services publics, des entrepôts et des terminaux de logistique).
  - **Distinguer les effets par phases** : effets liés à la phase de travaux, effets liés à la phase d'exploitation, et effets liés à la phase de fermeture et remise en état.
- Remarque : Dans le cas où le projet a une durée de vie limitée ou si le site doit fermer, l'EIES et le PGES (Cf. chapitre suivant) décrivent les mesures nécessaires à la fermeture du site à la

fin de vie du projet, dont i) les conditions techniques et opérationnelles de cet arrêt/fermeture, ii) les éventuelles conditions de remise en état du site (carrières, mines par exemple), de dépollution, de démantèlement des installations, des bâtiments..., iii) les conditions nécessaires à la réinsertion professionnelle des employés.

- **Identifier spécifiquement les impacts sur les ethnies minoritaires ou défavorisées.**
- **Pour les projets situés en contexte de crise ou conflit :** effets du projet sur les acteurs « diviseurs » et sur les acteurs « connecteurs » ; analyse des conséquences du projet sur la situation de crise ou de conflit existante ou latente, pour s'assurer que le projet ne dégrade pas la situation (approche « Ne Pas Nuire »).

En outre, lorsque cela est pertinent, le Consultant analysera le risque d'impact pour la santé humaine et les milieux, en identifiant les récepteurs, les voies de transfert et le degré d'exposition.

Le Consultant inclura une étude sur les risques / dangers des activités du projet. L'étude des dangers s'articulera autour du recensement des phénomènes dangereux possibles, de l'évaluation de leurs conséquences, de leur probabilité d'occurrence, de leur cinétique ainsi que de leur prévention et des moyens de secours. L'étude des dangers donnera une description des installations et de leur environnement ainsi que des produits utilisés, identifiera les sources de risques internes (organisation du personnel, processus...) et externes (séismes, foudre, effets dominos...) et justifiera les moyens prévus pour en limiter la probabilité et les effets, notamment en proposant des mesures concrètes en vue d'améliorer la sûreté.

#### **Mesures environnementales et sociales :**

Le Consultant proposera et décrira les mesures environnementales et sociales que le Maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre : bonification des impacts positifs, évitement puis réduction des impacts négatifs, compensation des impacts résiduels tels que décrits dans le chapitre « impacts ».

La description des mesures E&S devra clairement identifier :

- Les mesures en phase de construction : ouvrages provisoires et mesures / précautions à prendre sur le chantier ;
- Les mesures en phase d'exploitation (fonctionnement) : ouvrages permanents, dispositions de conception durable, exploitation et maintenance ;
- Les mesures en phase de démantèlement (fin de vie) ;
- Les mesures de suivi : moyens de surveillance de la construction et de suivi en exploitation ;
- Les mesures de renforcement de capacités nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble des mesures décrites ci-avant.

Concernant les dangers potentiels pour les travailleurs, notamment ceux susceptibles de constituer une menace pour leurs vies, ce chapitre décrira les mesures de prévention et de protection, décrira les modalités de formation des travailleurs, prévoira la consignation par écrit des accidents, des maladies et des incidents du travail et la rédaction de rapports à leur sujet, décrira les mesures de prévention, de préparation et de réponse aux situations d'urgence, et décrira les solutions pour lutter contre les effets négatifs tels que les blessures, les décès, les handicaps et les maladies professionnelles.

**NB :** concernant les **mesures en phase de construction**, l'AFD s'est dotée d'un Dossier type d'Appel d'Offres Travaux, dans lequel sont décrites les mesures environnementales, sociales, santé et sécurité applicables aux marchés de travaux financés par l'AFD. Le chapitre concerné de ce dossier est fourni

en Annexe 5 aux présents TdR et sera utilement exploité par le Consultant aux fins de production du chapitre concerné.

Le Consultant veillera à recommander des mesures techniquement réalisables, économiquement rentables et socialement acceptables aux fins de prévenir ou d'atténuer à des niveaux acceptables les effets négatifs. Il veillera à ce que ces mesures soient compatibles entre elles et ne soient pas la cause de nouveaux impacts négatifs.

Il identifiera et évaluera les impacts résiduels et prévoira le cas échéant des mesures de compensation des impacts résiduels significatifs.

Les mesures environnementales et sociales seront décrites et cartographiées précisément, afin de faciliter leur mise en œuvre opérationnelle.

**NB :** le Consultant s'assurera que les mesures environnementales et sociales figurant dans l'EIES (et reprises dans le PGES ci-après) :

- sont spécifiquement validées par le Maître d'ouvrage ;
  - ont été intégrées à la conception du projet par l'équipe technique à l'issue d'une ou plusieurs réunions de travail communes pour s'assurer que ces mesures sont comprises et intégrées.
- Cela sera spécifié explicitement dans le rapport, et les comptes rendus de réunions seront joints à l'EIES pour le confirmer.**

## **ANNEXE 5- TERMES DE RÉFÉRENCE DU**

### **PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (PGES)**

Le PGES traduit opérationnellement les conclusions de l'EIES en précisant les modalités pratiques de mise en œuvre et de suivi des mesures d'atténuation des impacts. Si le PGES est un document qui doit se suffire à lui-même, il constitue en général une partie de la consultation réalisée pour l'élaboration de l'EIES.

- ⇒ On pourra inclure les objectifs, contenu et résultats attendus spécifiques au PGES directement dans les TDR de l'EIES.
- ⇒ Dans le cas où une consultation spécifique est lancée pour l'élaboration d'un PGES, les TDR pourront adopter le même plan que pour l'EIES, avec les parties objectifs, contenu et résultats attendus modifiés comme suit :

- **Objectifs DU PGES**

Le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) a pour objectifs de permettre aux différents intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, assistance technique) de connaître l'étendue de leurs responsabilités et de répertorier l'ensemble des activités à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations. Il doit également permettre au groupe AFD d'avoir un outil de suivi de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux pris par le maître d'ouvrage à l'issue du processus d'évaluation environnementale et sociale de son opération.

À cet effet, le PGES présente (i) l'ensemble des mesures d'atténuation des effets environnementaux et sociaux du projet définies dans l'étude d'impact environnemental et social (EIES), (ii) les modalités de mise en œuvre de ces mesures (management environnemental et social, aspects organisationnels, institutionnels, besoin de renforcement des capacités ...) et (iii) les actions de suivi environnemental et social à mettre en œuvre durant l'exécution des travaux/la mise en œuvre de l'opération et l'exploitation du projet. En outre il prévoit, le cas échéant, les mesures nécessaires à la fermeture du site, à la fin de vie du projet.

- **Elaboration du PGES : Contenu détaillé du Plan**

#### **1- DESCRIPTION DES MESURES D'ATTÉNUATION**

Le PGES :

- a) rappelle brièvement les effets négatifs du projet définis dans l'EIES, en séparant la phase de réalisation des investissements et la phase d'exploitation, et en précisant (i) la cible affectée par l'impact (ii) l'importance relative de l'impact, (iii) sa probabilité d'occurrence, et (iv) sa durée (court, moyen ou long terme),
- b) décrit, avec tous les détails techniques nécessaires, chaque mesure d'atténuation, en indiquant notamment le type d'impact ou de nuisance auquel elle remédie, la période concernée, les organismes ou personnes responsables de sa mise en œuvre, et les conditions dans lesquelles elle est nécessaire (en permanence ou en cas d'imprévus, par exemple), en y joignant, au besoin, des informations techniques détaillées (plans, description de matériel, recensement de populations), ainsi que les normes éventuelles à respecter,



- c) Estime la portée et les coûts de ces mesures ainsi que les besoins institutionnels et en formation nécessaires à la mise en œuvre efficace de ces mesures. Le cas échéant, il identifie des mécanismes d'indemnisation des parties impactées par le projet et dont les effets ne peuvent être atténués (relogement notamment).

## **2- MISE EN ŒUVRE D'UN SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

Les objectifs du suivi environnemental et social sont (i) de vérifier que les engagements pris par le maître d'ouvrage en matière d'environnement et de social ont bien été respectés, (ii) de fournir des informations sur les aspects environnementaux et sociaux cruciaux du projet, notamment sur ses impacts et (iii) d'analyser l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées.

Ces informations permettent d'évaluer la réussite de la mise en œuvre des mesures d'atténuation dans le cadre de la supervision du projet et de prendre le cas échéant, des mesures correctives.

Le PGES définit donc des objectifs de suivi et précise les modalités de ce suivi, en rapport avec les effets évalués dans le rapport d'EIES et les mesures d'atténuation décrites dans le PGES.

Cette partie comporte :

- a) une description précise, assortie de détails techniques, des types de suivi, indicateurs, mesures de surveillance à mettre en œuvre,

*y compris le cas échéant, des paramètres à mesurer, des méthodes à employer, des lieux de prélèvement d'échantillons, de la fréquence des mesures, de leur durée dans le temps, des limites de détection (le cas échéant), et de la définition de seuils signalant la nécessité de prendre des mesures correctives ; et*

- b) une description des modalités de mise en œuvre de ce suivi : procédures de surveillance, établissement de rapports de suivi (suivi régulier et fiches d'accidents), organisation nécessaire.

L'objectif est (i) de faire en sorte de déceler rapidement les conditions qui nécessitent des mesures d'atténuation particulières, et (ii) de fournir des renseignements sur les progrès réalisés et sur les résultats obtenus dans le cadre de ces mesures.

## **3- FERMETURE DU SITE / ARRET DU PROJET**

Dans le cas où le projet a une durée de vie limitée ou bien où le site doit fermer, le PGES prévoit les mesures nécessaires à la fermeture du site, à la fin de vie du projet.

Il décrit :

- les conditions techniques et opérationnelles de cet arrêt/fermeture
- les éventuelles conditions de remise en état du site (carrières, mines par exemple), de dépollution, de démantèlement des installations, des bâtiments ...
- les conditions nécessaires à la réinsertion professionnelle des employés
- .....

#### **4- PROCÉDURES ORGANISATIONNELLES**

Le PGES décrit de manière précise les dispositions institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de suivi que ce soit en phase de réalisation ou de fonctionnement du projet. Il apporte des informations précises sur les personnes ou organismes chargés de la mise en œuvre de ces mesures en ce qui concerne par ex., l'exploitation, la supervision, la vérification de l'application, le suivi de l'exécution, les mesures correctives, le financement, l'établissement de rapports et la formation du personnel.

Le cas échéant, le PGES couvre les sujets suivants : a) les tâches de l'assistance technique ; b) la passation des marchés; et c) les modalités organisationnelles mises en œuvre par le maître d'ouvrage.

Des propositions de renforcement de l'organisation et de renforcement des capacités peuvent être formulées dans le PGES. La mise en place d'une expertise externe au projet est envisageable pour assurer un contrôle adéquat de la mise en œuvre du PGES.

#### **5- CALENDRIER D'EXÉCUTION ET ESTIMATION DES COÛTS**

Pour chacun des trois aspects (atténuation des nuisances, surveillance de l'environnement, et procédures organisationnelles), le PGES fournit :

- a) un calendrier d'exécution des mesures à prendre dans le cadre du projet, indiquant leur échelonnement et leur coordination avec les plans d'exécution d'ensemble du projet ;
- b) une estimation des coûts d'investissement et de fonctionnement ; et
- c) les sources des fonds nécessaires à la mise en œuvre du PGES.

- **Résultats attendus / Livrables**

Le Consultant produira un plan de gestion environnemental qui s'organisera selon les 5 points définis ci-dessus.

## ANNEXE 6 – Cadre de politique de réinstallation

### 1. Introduction

Le présent Cadre de politique de réinstallation (CPR) établit les lignes directrices à appliquer dans le cadre des problématiques de réinstallation liées à une acquisition de terres et à une réinstallation involontaire, notamment l'analyse préliminaire, l'évaluation, les dispositions institutionnelles et les processus associés. Les IE, les entités partenaires des IE, ainsi que les responsables et bénéficiaires des sous-projets, notamment les consultants, les équipes de projet ou de sous-projet et autres acteurs associés, devront agir conformément à ces lignes directrices.

Le FVC et l'AFD, en tant qu'entité accréditée, reconnaissent pleinement que l'acquisition de terres et les restrictions d'utilisation des terres liées à des projets et à des sous-projets peuvent avoir des impacts négatifs sur les individus utilisant ces terres et sur les communautés qui y sont installées.

Les sauvegardes du FVC, tout particulièrement la cinquième norme de performance de la SFI, décrivent les normes exigées pour traiter et atténuer les risques résultant d'une réinstallation involontaire, ce qui inclut tous les cas d'appropriation involontaire de terres. Dans le cadre de ce document, « réinstallation involontaire » désigne tout déplacement physique (relocalisation ou perte de logement) et tout déplacement économique, notamment la perte de biens ou les restrictions d'accès à des biens entraînant une perte de revenus, lorsque ces déplacements sont directement ou indirectement associés aux activités d'un projet. Une réinstallation involontaire survient lorsque des personnes ou des communautés ne sont pas en droit de refuser ou de s'opposer à l'acquisition des terres ou à une restriction d'utilisation des terres ayant pour conséquence un déplacement physique ou économique. Les deux cas concernés sont (i) l'expropriation licite et l'imposition de restrictions temporaires ou permanentes sur l'utilisation des terres, et (ii) les règlements négociés, en vertu desquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales sur l'utilisation des terres si les négociations avec le vendeur ont échoué.

Dans la mesure où les bénéficiaires et les IE sont essentiellement des organisations appartenant au secteur privé, les procédures d'acquisition de terres doivent se dérouler dans le cadre d'une transaction conforme aux règles du marché et établie entre un vendeur et un acheteur consentants. Cette acquisition devra faire l'objet d'une évaluation appropriée de la part de l'AFD et de l'IE, dans le but de s'assurer que la transaction est effectivement conclue entre un acheteur et un vendeur consentants.

L'acquisition involontaire de terres est un processus qui ne peut être exclu : en effet, les sous-projets nécessitent parfois l'acquisition de terres pouvant appartenir à l'État ou être utilisées par certaines communautés dans le cadre de droits d'usage coutumiers. Le Programme cherchera toujours à éviter les procédures de réinstallation involontaire. Néanmoins, il peut y avoir des cas où la mise à disposition de terres spécifiques est indispensable. S'il est identifié que des terres spécifiques sont nécessaires à la mise en place de sous-projets ou que les options sont limitées en raison de diverses contraintes, et si les négociations entre les parties n'ont pas débouché sur un accord, alors les exigences relatives à l'acquisition involontaire de terres seront mises en place au titre du présent Cadre de politique de réinstallation (CPR). Si l'on cherchera également à éviter toute réinstallation involontaire, il peut y avoir des situations, comme dans le cas des zones et forêts protégées, où l'accès des personnes devra être restreint et où leurs moyens de subsistance seront affectés. Pour ces cas, les exigences du CPR s'appliqueront également. Le CPR prévoit la formulation d'un Plan d'action de réinstallation (PAR) lorsqu'il y a acquisition involontaire de terres et réinstallation involontaire. La réinstallation

involontaire inclut notamment les processus d'acquisition de terres au titre du principe d'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsqu'ils sont susceptibles d'impliquer un déplacement physique et économique. Dans tous les autres cas où, en sus de l'acquisition des terres, certains impacts économiques, sociaux ou environnementaux négatifs résultant d'activités du projet sont observés, il conviendra d'éviter, réduire, atténuer ou compenser ces impacts dans le cadre d'un processus d'évaluation sociale s'inscrivant dans l'évaluation environnementale et sociale des impacts. Les responsables des sous-projets ainsi que les IE se référeront aux principes et aux exigences formulés dans le présent cadre, ainsi qu'à la norme de sauvegarde de l'AFD et du FVC relative à l'acquisition de terres et à la réinstallation involontaire.

Lorsqu'il s'agit de terres privées, on se basera sur le principe de consentement entre acheteur et vendeur, ou sur le principe de vente de gré à gré, selon le système en vigueur au niveau national. Lorsque ces principes ne sont pas appliqués et/ou lorsque le statut des terres n'est pas privé, l'acquisition des terres se fera conformément au principe d'expropriation pour cause d'utilité publique. Ce processus peut impliquer un déplacement physique et économique. Les procédures opérationnelles, telles qu'elles sont détaillées dans le CPR, seront intégrées aux TdR, aux lignes directrices et aux autres éléments issus du dispositif de gestion des réclamations consécutif à la phase préparatoire, et devront être mises en œuvre lors de toute phase ultérieure au projet. Les objectifs généraux des sauvegardes relatives à la réinstallation involontaire sont les suivants :

- (a) la réinstallation involontaire doit être évitée dans la mesure du possible, ou bien être limitée en envisageant l'ensemble des conceptions de projet pouvant constituer des alternatives viables.
- b) lorsqu'il est impossible d'éviter une réinstallation, l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de réinstallation devront s'inscrire dans un programme de développement durable, par exemple en fournissant suffisamment de ressources pour permettre aux individus déplacés par les projets de bénéficier des bénéfices du projet. Les individus déplacés par le projet devront être consultés de manière effective et avoir la possibilité de prendre part à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ; et
- c) les individus déplacés devront bénéficier d'une assistance dans leur volonté d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs conditions de vie, ou *a minima* d'atteindre, de façon concrète, soit un niveau de vie similaire à celui qui précédait leur déplacement, soit le niveau de vie qui était le leur avant le lancement du projet (le plus haut de ces deux niveaux prévaudra).

Préalablement à la mise en œuvre des activités d'acquisition de terres et de réinstallation, les IE, les intermédiaires partenaires et les responsables des sous-projets s'assureront de la bonne application des procédures et méthodologies d'évaluation sociale suivantes :

- (a) Éviter les réinstallations involontaires et, s'il n'est pas possible de les éviter, réduire leur impact potentiel ;
- (b) Évaluer les potentiels impacts économiques et sociaux de l'acquisition de terres et de la réinstallation involontaire sur les personnes affectées par le projet et sur leurs moyens de subsistance ;
- (c) Identifier les personnes affectées et leurs droits respectifs ;
- (d) Définir un processus clair de consultation et de participation des personnes affectées par le projet dans le cadre de la préparation et de la planification de l'acquisition de terres involontaire et, le cas échéant, d'un déplacement involontaire, ainsi qu'un processus de diffusion des informations auprès des personnes affectées par le projet ;
- (e) Indemniser l'intégralité du coût de remplacement des biens perdus ;
- (f) Indemniser les utilisateurs informels/illégaux des biens perdus, et fournir une assistance lors de la relocalisation, le cas échéant ;

- (g) Procéder à l'indemnisation et obtenir l'accès légal aux terres expropriées avant le début de la construction ;
- (h) Fournir des informations et préparer des programmes d'assistance spéciale destinés aux groupes les plus vulnérables, notamment les individus dépourvus de biens immeubles ; et
- (i) Fournir et élaborer des procédures de règlement et de suivi des réclamations conformes au CPR.

## 2. Lois et politiques du pays en matière d'acquisition de terres

L'AFD et les IE évalueront les lois et politiques nationales en matière d'acquisition de terres. Par le biais d'une approche comparative et d'une évaluation des écarts entre les lois et politiques du pays et les normes de sauvegarde établies par le FVC et l'AFD en matière d'acquisition de terres et de réinstallation involontaire, tout écart avec les politiques et dispositions en vigueur sera identifié et des mesures visant à remédier à ces écarts seront définies et mises en œuvre dans le cadre des sous-projets. L'approche comparative permettra également d'identifier les mesures et les procédures les plus strictes pouvant être adoptées par les sous-projets.

Cette comparaison entre les lois et politiques du pays et les normes de sauvegarde relatives à l'acquisition de terres prendra en compte les éléments suivants : les exigences à remplir dans le cadre des acquisitions et des réinstallations ; l'éligibilité à une compensation ; l'estimation et le traitement des populations déplacées ne disposant pas de régime foncier ou de titre de propriétés officiels ; les exigences de consultation de toutes les parties prenantes ; les exigences de règlement des réclamations.

Comme les éventuelles IE et les responsables des projets appartiennent essentiellement au secteur privé, le processus d'acquisition de terres se conformera aux réglementations en vigueur au niveau national ainsi qu'aux principes et aux exigences des normes opérationnelles ESS du FVC (Norme de Performance 5 de la SFI), telles qu'elles sont détaillées dans le présent CES, afin d'atténuer les impacts sociaux et économiques négatifs résultant d'une acquisition de terres ; lorsque l'acquisition de terres ou leur location est relative à une acquisition volontaire, la transaction devra se faire dans le cadre de négociations de bonne foi.

## 3. Informations requises dans le cadre d'une acquisition involontaire

Lors de la phase de conception du sous-projet, les responsables du sous-projet et les IE fourniront des informations relatives aux terres concernées, notamment les propriétaires de ces terres et l'utilisation qui en est faite. L'AFD et l'IE analyseront ces informations et définiront un ensemble d'options et de solutions pour les situations entraînant un défaut de conformité avec les normes ESS (sauvegardes environnementales et sociales). L'évaluation ou l'analyse effectuées par l'AFD et les IE seront composées des informations et des documents suivants :

(a) évaluation des impacts provisoires et permanents résultant d'une acquisition de terres ou d'une expropriation, et catégorisation des individus/ménages affectés, nombre de terres/parcelles affectées, pourcentage des terrains/parcelles affectées au sein de chaque propriété foncière, nature de l'utilisation des terres avant et après l'acquisition, historique de l'utilisation des terres et nombre de propriétaires ;

(b) documentation relative aux conditions socioéconomiques des ménages affectés, afin d'évaluer l'intensité des impacts négatifs sur les moyens de subsistance des personnes déplacées et établir des mesures de restauration pour compenser leurs pertes de revenus ;

(c) application des normes d'estimation et de compensation pour les pertes de terres provisoires et permanentes, les pertes de récoltes, les pertes d'arbres fruitiers, les pertes de logement et de commerces, conformément au principe de remboursement intégral des sommes perdues ;

(d) dispositions permettant de définir une terre de remplacement et description de la zone de réinstallation, le cas échéant, et

(e) dispositions stipulant l'engagement des parties prenantes, le règlement des réclamations et leur suivi.

La matrice ci-dessous permet d'identifier l'instrument applicable dans le cadre d'une acquisition de terres et d'une réinstallation :

Événement déclencheur	Instrument
Acquisition volontaire de terres dans le cadre d'une transaction entre un acheteur et un vendeur consentants, ou accord selon les règles du marché.	Pas d'instrument requis Documentation permettant d'établir la liste des propriétaires et la superficie des terres, comptes-rendus des consultations, contrats de vente et factures.
Les biens sont affectés par un sous-projet mais cela n'est pas lié à l'acquisition de terres ou à une réinstallation.	À déterminer dans les évaluations environnementales et sociales et à incorporer dans le PGES du sous-projet
Dans le cadre d'un sous-projet, une acquisition de terres involontaire affecte moins de 200 individus, affecte moins de 10 % des actifs productifs et/ou n'implique pas de relocalisation physique.	Plan d'action de réinstallation abrégé (PARA) et/ou Plan de restauration des moyens de subsistance (PRMS)
Dans le cadre d'un sous-projet, une acquisition de terres involontaire affecte plus de 200 individus, affecte plus de 10 % des actifs productifs et/ou implique une relocalisation physique.	PAR approfondi et/ou Plan de restauration des moyens de subsistance

Pour les sous-projets nécessitant la réinstallation involontaire de tiers résidant sur des terres publiques, les responsables du sous-projet formuleront un PAR et/ou un PRMS, et le soumettront à l'IE et à l'AFD pour qu'ils le valident avant la mise en œuvre de l'acquisition des terres et avant la réinstallation. Les PAR incluront notamment une description détaillée de la planification de la réinstallation et de sa mise en œuvre. Le périmètre et le niveau de détail du PAR varieront selon l'envergure et la complexité de l'acquisition des terres et des problématiques de compensation. Un aperçu indicatif du PAR ou du PRMS est fourni dans l'annexe 6 de ce document. Les PAR seront diffusés et mis en œuvre par les responsables du sous-projet.

#### 4. Règlement négocié / Transaction volontaire

Le règlement négocié et la transaction volontaire constituent les méthodes privilégiées en matière d'acquisition de terres. Le choix du lieu de mise en œuvre des sous-projets, ainsi que les infrastructures qui leur sont associées, fera suite à des négociations quant au site sélectionné, en se basant sur le consentement des propriétaires à vendre ou à louer leurs terres. Les IE ainsi que les institutions partenaires appliqueront les principes de règlement négocié ou de transaction volontaire, afin de garantir l'existence des éléments suivants :

(a) Consultations effectives auprès des populations affectées par le projet, y compris celles dépourvues de titre juridique pour les terres et les biens concernés ;

(b) Proposition d'un prix raisonnable pour les terres et autres biens, à même de couvrir les frais de réinstallation. La transaction foncière fera l'objet d'une déduction fiscale communiquée de façon transparente aux populations affectées par le projet, et avec leur accord ;

(c) Négociations transparentes, libres de toute pression et de toute coercition, menées avec les populations affectées par le projet et destinées à réduire les risques d'asymétrie au niveau des informations dont les parties disposent, ainsi qu'un risque d'asymétrie dans leur pouvoir de négociation. Il sera fait appel à un intervenant extérieur indépendant pour documenter et valider le processus de négociation et de règlement négocié. Une vérification de la dimension volontaire de la cession des terres (par le biais d'actes notariés ou de déclarations appuyées par des témoins, par exemple) doit être menée auprès de chaque personne vendant ou louant des terres.

Pour les acquisitions de terres basées sur un principe de transaction entre un acheteur et un vendeur consentants, les responsables du sous-projet documenteront la préparation et la mise en œuvre de l'acquisition en incluant *a minima* les documents suivants : la liste des propriétaires affectés et la superficie des terres acquises, la procédure visant à déterminer la valeur des biens, les comptes-rendus des consultations et des négociations, ainsi que les sommes/le niveau de compensation proposés aux propriétaires affectés.

#### 5. Critères d'éligibilité pour les personnes affectées et dates butoirs

Aux fins du présent cadre, l'éligibilité au statut de personne affectée par un projet est déterminée par les éléments ci-dessous.

(a) toute personne ou tout ménage affecté(e) négativement par une acquisition de biens ou par un changement d'utilisation des terres résultant des activités préparatoires ;

(b) toute personne vulnérable et affectée, notamment les femmes, les personnes démunies, les artisans, les communautés tribales, les squatteurs,

(c) les personnes disposant d'un droit d'usufruit, les groupes les plus démunis qui dépendent pour leur subsistance de terres faisant l'objet d'une acquisition dans le cadre du projet ; et

(d) toute autre personne à même de prouver et d'établir de façon satisfaisante sa qualité de personne affectée auprès du responsable du sous-projet, en accord avec les IE et l'AFD.

La date butoir pour faire valoir son éligibilité au processus de compensation et/ou à l'assistance à la réinstallation correspond au dernier jour du recensement/de l'inventaire des biens. Les personnes / communautés affectées seront informées de la date butoir par le biais des organes responsables, des anciens et des notables de la communauté.

#### 6. Droits d'indemnisation

En dehors de l'assistance fournie au titre du transfert, les normes de sauvegarde environnementales et sociales ESS du FVC exigent que les compensations payées correspondent à la valeur de la réinstallation. Les terres doivent être remplacées par des terres d'une valeur égale disposant d'infrastructures similaires, et les moyens d'existence devront être remplacés par des moyens d'existence d'une valeur égale. Dans la mesure du possible, un partage des bénéfices sera assuré dans le cadre de mécanismes de soutien supplémentaires. Les populations affectées par le projet seront en droit d'établir la valeur de la compensation, de la réhabilitation et de l'assistance à la réinstallation en se basant sur la matrice d'indemnisation suivante :

Type de perte	Catégorie de Personne affectée par le projet	Droits d'indemnisation
---------------	--	------------------------

Perte de terres agricoles permanentes	Propriétaire : Personne / groupe disposant d'un acte de propriété ou dûment enregistré(e) en tant que propriétaires (ce qui inclut le droit coutumier et traditionnel en vigueur selon les lois et les politiques du pays)	Remboursement intégral de la réinstallation et indemnité de relocalisation.
	Locataire	Indemnisation en espèces pour les biens non souterrains et indemnité de relocalisation. Application des accords convenus entre propriétaire et locataire
	Occupants informels / illégaux	Indemnisation en espèces pour les biens non souterrains et indemnité de relocalisation.
Perte de terres résidentielles permanente	Propriétaire : Personne / groupe disposant d'un acte de propriété ou dûment enregistré(e) en tant que propriétaire (ce qui inclut le droit coutumier et traditionnel en vigueur dans les lois et politiques du pays)	Remboursement intégral de la réinstallation et indemnité de relocalisation
	Locataire	Indemnité de relocalisation
	Occupants informels / illégaux	Indemnité de relocalisation
Perte permanente de terres liées à l'activité commerciale	Propriétaire : Personne / groupe disposant d'un acte de propriété ou dûment enregistré(e) en tant que propriétaire (ce qui inclut le droit coutumier et traditionnel en vigueur dans les lois et politiques du pays)	Remboursement intégral de la réinstallation, ainsi qu'une indemnité de relocalisation et une indemnisation des pertes temporaires de revenus
	Locataire Occupants informels / illégaux	Indemnité de relocalisation, indemnisation des pertes temporaires de revenus
Perte temporaire de terres	Propriétaire : Personne / groupe disposant d'un acte de propriété ou dûment enregistré(e) en tant que propriétaire (ce qui inclut le droit coutumier et traditionnel en vigueur dans les lois et les politiques du pays)	Indemnisation en espèce pour la location, ou réhabilitation des parcelles à hauteur de 1/10e de la valeur des terres sur le marché.
	Locataire Occupants informels / illégaux	Indemnisation en espèces sous forme de paiement forfaitaire à hauteur de 1/10e de la valeur



		des terres sur le marché, à partager de façon proportionnelle entre les utilisateurs des terres.
Perte de bâtiment résidentiel	Propriétaire : Personne / groupe disposant d'un acte de propriété ou dûment enregistré(e) comme propriétaire	<p>Indemnisation en espèces pour correspondant au coût de remplacement du bâtiment résidentiel, sur la base des prix du marché, hors amortissement/coûts de transaction et hors matériaux récupérés, en sus de l'indemnité de relocalisation.</p> <p>Les impacts partiels donneront droit à une indemnisation de la partie du bâtiment affectée, ainsi qu'à des réparations pour que le bâtiment soit restauré <i>a minima</i> à son état antérieur au projet.</p>
	Locataires / squatteurs des bâtiments résidentiels identifiés dans le recensement.	Relocalisation et indemnité d'impact important, tel que défini plus bas.
Perte de bâtiments/biens commerciaux ou non-résidentiels	Propriétaire de bâtiments/biens commerciaux ou non-résidentiels enregistré comme tel ou identifié comme tel dans le recensement	<p>Indemnisation en espèces pour le bâtiment non-résidentiel et les autres biens immobiliers, correspondant à la valeur de remplacement sur la base des prix du marché, hors amortissement/coûts de transaction et hors matériaux récupérés, à laquelle s'ajoute une indemnité de relocalisation.</p> <p>Les impacts partiels donneront droit à une indemnisation de la partie du bâtiment affectée, ainsi qu'à des réparations.</p>
	Locataires / squatteurs de bâtiments/biens commerciaux ou non-résidentiels identifiés comme tels dans le recensement	Relocalisation et indemnité d'impact important, tel que défini plus bas.

Pertes de récoltes	Propriétaire des récoltes	Notification préalable de date de dernière récolte. Indemnisation en espèces correspondant à la valeur marchande des récoltes perdues, à laquelle s'ajoute le coût de remplacement des graines sur la base d'une estimation du Ministère de l'Agriculture.
Pertes d'arbres	Propriétaire de l'arbre	Notification préalable de date de dernière récolte des fruits. Récupération gratuite de matériaux. Indemnisation en espèces correspondant à la valeur marchande des arbres perdus, à laquelle s'ajoute le coût de remplacement des graines sur la base d'une estimation du Ministère de l'Agriculture prenant en compte le type d'arbre, son âge et sa valeur productive.
Pertes de revenus	Toute personne affectée par le projet, tous types de revenus (employé, entreprise)	Pour tout impact permanent, indemnisation en espèces. Pour tout impact temporaire, indemnisation en espèces d'une valeur équivalente aux revenus nets ou à la somme des salaires non perçus, soit le nombre de mois de cessation d'activité de l'employé ou de l'entreprise. Évaluation sur la base de pièces justificatives écrites ou de témoignages oraux devant faire l'objet d'une validation. <i>A minima</i> , le gouvernement décrètera le versement d'un salaire minimum.
Pertes de structures communautaires ou d'infrastructures publiques (y compris les structures religieuses et les structures de services publics)	La communauté, sous la direction de l'autorité compétente	Reconstruction des structures perdues en consultation avec la communauté. Celles-ci seront intégralement remplacées ou renouvelées afin de remplir les fonctions qu'elles avaient avant le projet, en prenant en compte tout nouveau besoin identifié susceptible d'augmenter les niveaux d'utilisation ou de service.

Indemnisation des impacts importants. Assistance à la rénovation pour les PAP dont plus de 10 % des terres sont affectées, ou qui doivent être relocalisés	Toute personne affectée de façon significative, y compris les occupants informels et les locataires relocalisés	Pour les cas d'impacts importants sur les terres, une indemnité supplémentaire d'une durée de 1 an correspondant à la valeur des terres sur le marché. Indemnité de réhabilitation pour les personnes relocalisées.
--	---	---

Indemnité de relocalisation (frais de transport et de transition)	Toutes les personnes affectées par le projet	Mise à disposition de fonds destinés à couvrir les frais de transport et les dépenses du quotidien pendant une période définie au niveau juridique ou définie dans le cadre d'un accord.
Indemnité pour les personnes particulièrement vulnérables	« Particulièrement vulnérables » désigne des familles : dirigées par un parent célibataire, par une femme, ou par un(e) veuf (veuve) ; comportant une femme enceinte ou mère d'un enfant en bas âge ; comportant un membre souffrant d'un handicap, d'une longue maladie ou ayant des difficultés à ses déplacer.	Indemnité correspondant à 6 mois du salaire annuel moyen et priorité d'embauche pour un membre de la famille du ménage dans le cadre du recrutement lié au projet.
	Impacts imprévus	Seront documentés et atténués ou compensés dans le PAR, conformément aux principes établis dans le présent CPR.

## 7. Vérification

Suite à l'acquisition de terres, le Programme mettra en place un suivi et mènera des vérifications afin de s'assurer que cette acquisition est conforme au CEF et au CPR, et qu'elle obéit aux normes des sauvegardes de l'AFD et du FVC, que ce soit par le biais de ses procédures internes ou par le biais d'un tiers indépendant. Dans le cadre de ce processus, un contrôle de la documentation sera effectué et des entretiens seront organisés avec les propriétaires et les utilisateurs des terres / ressources affectés, afin de vérifier le processus et ses résultats. Tout écart et tout cas de non-conformité seront soumis à l'attention de l'AFD et seront enregistrés en tant que réclamation dans le dispositif de gestion des réclamations, afin qu'une résolution soit trouvée dans le cadre de ce processus.

## ANNEXE 7 - TERMES DE RÉFÉRENCE DU PLAN DE REINSTALLATION INVOLONTAIRE

### SOMMAIRE

#### 1. OBJECTIF DE L'ETUDE

Afin de respecter les politiques du Groupe AFD en référence aux Politiques de Sauvegarde de la Banque Mondiale<sup>28</sup> en matière d'évaluation environnementale et sociale des projets et de diffusion de l'information, les maîtres d'ouvrage sont tenus de préparer un PAR et de le rendre public pour chaque projet occasionnant une réinstallation involontaire. A travers le PAR, le maître d'ouvrage du projet prend ainsi vis-à-vis de l'AFD et des personnes affectées l'engagement qu'il remplira les obligations lui incombant du fait de la réinstallation involontaire.

La réinstallation involontaire concerne des déplacements physiques (perte de logements entraînant une relocalisation physique des personnes) et/ou de déplacements économiques<sup>29</sup> (perte d'actifs productifs, de sources de revenus, de moyens de subsistance ou d'accès à des ressources naturelles telles que forêt, eau, sol) résultant de l'acquisition de terres pour un projet. Plus globalement, les déplacements involontaires peuvent se définir comme des déplacements contraints, temporaires ou permanents, d'individus, de familles ou de communautés, des terres ou des ressources foncières collectives qu'ils occupaient ou dont ils étaient tributaires, éliminant ou limitant ainsi leur aptitude à vivre ou à travailler dans un logement ou un lieu donné sans leur fournir ni leur permettre d'avoir accès à une forme appropriée de protection juridique ou autre.

Globalement, l'objectif du PAR est d'identifier l'ensemble des Personnes affectées par le projet (PAP), détailler les mesures permettant d'éviter ou de limiter au maximum le nombre de déplacements et de réinstallations involontaires (notamment à la faveur de la sélection de l'alternative puis de la variante du projet de moindre impact), de définir les mesures permettant de minimiser les impacts résultant des acquisitions foncières et/ou des restrictions d'utilisation des sols qui n'ont pu être évitées ainsi que les mesures permettant de restaurer voire d'améliorer les conditions, modes et niveaux de vie des personnes déplacées.

La préparation du plan doit se faire selon un processus de consultation avec toutes les parties intéressées et affectées. Des consultations adéquates avec les parties concernées peuvent accroître l'efficacité du PAR et en réduire les coûts de mise en œuvre.

Note : l'AFD porte une attention particulière aux projets développés dans des contextes complexes, c'est-à-dire où il existe de fortes tensions sociales voire des phénomènes de violence et où l'AFD applique une démarche de sensibilité au conflit. Des précisions sont apportées pour les TDR des projets identifiés dans de tels contextes. Elles sont surlignées en gris. Des outils sont donnés également en

---

<sup>28</sup> Les Politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale telles qu'en vigueur et publiées, s'appliquent à tous les projets à risques E&S élevés ou importants pour lesquels le financement de l'AFD est demandé. En attendant la validation des nouveaux Standards Environnementaux et Sociaux de la Banque Mondiale, l'AFD se réfère à la deuxième version pour la consultation publiée par la Banque Mondiale en juillet 2015.

<sup>29</sup> Conformément aux standards de la Banque Mondiale, dans le cas où un projet entraîne **uniquement** un déplacement involontaire économique, un Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) sera réalisé.

annexe (note méthodologique Ne Pas Nuire, note de cadrage MOA et partenaires, note sur le suivi-renforcé).

A savoir, que l'AFD autorise que certains éléments du PAR ne puissent être entrepris à ce stade pour des questions relatives au contexte. Dans ce cas, le consultant devra préciser les justifications et les modalités de ces reports.

## 2. DESCRIPTION DU CONTEXTE, DU PROJET ET DE L'AIRE D'ETUDE

- **Description du contexte local dans lequel s'insère le projet (institutionnel, réglementaire, socio-politique)**

Contexte complexe : Identifier dans le contexte les facteurs de tension et d'apaisement, l'histoire du conflit si elle existe, les différents acteurs et leurs relations ainsi que les lieux, systèmes, symboles, actions, modes d'usages des ressources qui actuellement rassemblent les groupes ou les divisent.

- **Description du projet proposé** : Apporter une brève description des éléments constitutifs du projet et de son degré d'avancement (le cas échéant), en précisant les enjeux de déplacements involontaire du projet.

La description du projet pourra être complétée par une description détaillée et illustrée en annexe.

Les études déjà réalisées dans le cadre du projet seront mentionnées (études d'impact environnemental et social, études de contexte/de conflit, plan de gestion environnemental et social, etc.).

- **Définition de l'aire d'étude**
- **L'implication de l'AFD dans le projet.**

## 3. CONTENU DE L'ETUDE

Le Consultant travaillera en coordination avec les équipes techniques en charge de la mise en œuvre du projet.

**Tâche 1 : Identifier les populations affectées et les impacts négatifs.**

Le Consultant s'attachera à présenter plus particulièrement :

- Les composantes ou les activités du projet qui sont à l'origine des déplacements et des réinstallations ;
- **Les zones d'où seront déplacées les populations et, le cas échéant, les sites de relocalisation où elles seront réinstallées (localisation précise de ces zones sur une carte) ;**
- Les alternatives et variantes envisagées pour éviter les déplacements et réinstallations ;
- Les mesures mise en œuvre pour minimiser autant que possible les réinstallations pendant la réalisation du projet.

Contexte complexe : outre les points ci-dessous, le consultant précisera :

- Comment s'est fait le choix technique qui entraîne un déplacement ? Qui y a participé et y-a-t-il de intérêts à cet effet (politique, etc.) ?
- S'il existe des tensions entre les personnes affectées, quelles en sont les causes et les dynamiques actuelles, et dans le cas de site de relocalisation s'il peut exister des tensions entre personnes affectées et population hôte antérieures au déplacement.

## Tâche 2 : Conduire un recensement et une étude socioéconomique.

Le Consultant réalisera un recensement exhaustif des personnes déplacées, de l'inventaire détaillé des biens affectés par le projet et des conclusions des études socio-économiques menées avec la participation des communautés affectées.

Seront notamment développés les éléments suivants :

- La liste et la localisation de l'ensemble des personnes affectées négativement, quel que soit leur statut juridique (propriétaire, détenteur de droit foncier, locataire ou occupant sans titre à des fins de logement, d'activité économique ou de subsistance) et qu'elles résident effectivement ou non dans la zone concernée au moment de la réalisation du recensement ;
- Les caractéristiques essentielles des ménages déplacés (âge, taille et organisation des ménages, type d'emploi, système de production, etc.) en portant une attention particulière aux populations dites vulnérables vivant dans la zone d'influence du projet (ménages dirigés par des femmes ou des enfants, personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes très pauvres, populations autochtones, minorités, réfugiés, etc.) ;
- Les activités (formelles et informelles) génératrices de revenus;
- Les revenus effectivement retirés de ces activités, le niveau de vie et l'état sanitaire des populations déplacées ;
- Une estimation de l'ampleur des pertes de biens et de revenus ;
- Une présentation des régimes fonciers coexistant, des systèmes de cession et des systèmes d'accès, d'utilisation et de gestion des ressources naturelles ;
- Une description des systèmes d'interactions sociales au sein des communautés déplacées (réseaux sociaux, assistance sociale, dispositifs d'aide, etc.), et hôtes en cas de relocalisation; et mise en évidence des impacts du projet sur ces interactions ;
- Une présentation des infrastructures publiques, des services sociaux et des services mis en place par les communautés villageoises affectées par le projet.

Contexte complexe :

- Préciser les éléments du contexte qui participent à la difficulté voire l'impossibilité d'identifier de manière précise les personnes affectées ainsi que de collecter certaines informations socio-économique.
- Evaluer les perceptions/intérêts/positions des différentes populations locales (affectées, hôtes et autres) et des autorités par rapport au déplacement de population

### Tâche 3 : présenter le cadre juridique et administratif

Le Consultant présentera le cadre juridique et administratif national, le droit coutumier et les standards internationaux applicables en matière d'expropriation et d'indemnisation.

Il détaillera en particulier les points suivants :

- Identifier et analyser les dispositions de l'ensemble des textes applicables aux activités de réinstallation occasionnées par le projet et concernant notamment : le droit d'expropriation, les indemnisations qui y sont liées, les modalités d'évaluation de la valeur des biens mobiliers, des biens immobiliers et des pertes, les droits d'usage des ressources naturelles, les procédures juridiques et administratives applicables (notamment les procédures de délivrance de titres fonciers et d'enregistrement cadastral), les organismes ayant la responsabilité de mettre en œuvre les activités de déplacement et de réinstallation, etc. ;
- Comparer entre les dispositions juridiques du pays hôte (cf. point précédent) et celles du cadre normatif E&S retenu par le Groupe AFD en matière d'acquisition de terres et de réinstallations involontaires (en l'espèce, la NES 5 de la Banque mondiale), comparaison permettant d'identifier les écarts et de définir en conséquence les mesures complémentaires à intégrer dans le PAR afin de réduire voire supprimer ces écarts.
- L'analyse du cadre juridique doit en particulier identifier les dispositions relatives à trois éléments essentiels d'un PAR :
  - (i) La détermination du droit à une indemnisation et à une aide à la réinstallation (critères d'éligibilité) ;
  - (ii) La détermination des niveaux d'indemnisation ;
  - (iii) La mise en place d'un mécanisme de recours et de règlement des plaintes des populations déplacées en matière d'éligibilité et d'indemnisation.

### Tâche 4 : présenter le cadre institutionnel

Le Consultant identifiera les organismes responsables des activités de réinstallations et les ONG présentes pouvant être impliquées dans la mise en œuvre du PAR, et évaluera les capacités institutionnelles de ces acteurs.

Contexte complexe : une attention particulière sera portée sur les capacités de ces organismes à travailler dans un contexte complexe dont les conditions de sécurité peuvent faire défaut, et à gérer des tensions entre divers groupes que ce soit à cause du projet ou pour toute raison extérieure liée au contexte.

### Tâche 5 : Définir le cadre d'indemnisation

- **Éligibilité**

Le Consultant définira les critères d'éligibilité à une compensation, à une indemnisation et/ou à une aide à la réinstallation, au rétablissement des moyens d'existence et à la restauration d'un niveau de vie au moins équivalent.

A noter qu'en application des bonnes pratiques internationales, toutes les personnes déplacées doivent être dédommagées, qu'elles soient ou non détentrices d'un droit formel sur les terres (titre foncier ou droit coutumier reconnu par la législation nationale).

- **Mesures de compensation et d'indemnisation des pertes**

Le Consultant présentera la méthode d'évaluation des pertes utilisée pour déterminer les coûts de remplacement intégral (économique, social, etc.) des éléments d'actifs perdus du fait de la mise en œuvre du projet.

Elle décrit les différents types et des différents niveaux de compensation (remplacement des actifs perdus par d'autres actifs) et/ou d'indemnisation (« en espèces ») prévus par le droit national et le droit coutumier, et des mesures complémentaires envisagées (dans le cadre du PAR) pour parvenir au coût de remplacement intégral des actifs perdus.

A noter qu'en application des bonnes pratiques internationales, dans les zones rurales, les compensations en nature sont à privilégier par rapport aux indemnisations en espèces, car elles permettent de restaurer plus facilement les constructions sociales et les relations entre les membres des communautés déplacées. En revanche, en zone urbaine, là où les relations sociales sont plus complexes et où le foncier est généralement peu disponible, le recours aux indemnisations en espèces est plus courant. Le PAR doit alors décrire précisément les conditions de mise à disposition des indemnisations (versement sur des comptes bancaires, gestions des fonds par une ONG, égalité hommes – femmes au sein des ménages indemnisés, formation sur la gestion et l'utilisation de ces fonds, etc.).

Contexte complexe : le consultant s'attachera à s'assurer que les mesures et modalités de compensation et d'indemnisation des pertes n'entraînent pas d'effets négatifs (abus et détournement, création d'inégalités entre les populations déplacées et non-déplacées, etc.). Si nécessaire, mettre en place des mesures préventives et de contrôles afin de limiter ces effets.

- **Mesures d'aide à la réinstallation et à la restauration d'un niveau de vie au moins équivalent**

Le Consultant s'attachera à présenter les différentes formes et les différents niveaux d'aide à la réinstallation (en complément des mesures de compensation et/ou d'indemnisation des pertes d'actifs) permettant de couvrir les frais liés par exemple à la relocalisation (déménagement, transport, etc.), au logement temporaire, à l'achat de matériaux de construction, au raccordement aux réseaux, aux redevances, taxes ou impôts coutumiers, etc.

Cette partie présentera également (i) les sites de relocalisation proposés (ceux-ci devant être de qualité au moins équivalente à celle des sites occupés initialement par les populations avant leur déplacement), (ii) les aménagements et les travaux de préparation de ces sites (bâtiments administratifs, services sociaux, assainissement, viabilisation, routes d'accès, clôture, stabilisation des sols, préparation des terrains agricoles, etc.), (iii) le processus de sélection retenu pour déterminer le ou les sites de relocalisation, (iv) une évaluation environnementale du projet de réinstallation proposé (détaillant ses impacts environnementaux ainsi que les mesures d'atténuation et de gestion de ces impacts), (v) les modalités pratiques de déplacement des personnes à relocaliser et (vi) toutes les mesures ou activités destinées à permettre aux populations déplacées de retrouver un niveau de vie au moins équivalent (assistance technique, financière ou formation pour le développement de nouvelles activités économiques, pour la mise en place de nouvelles cultures, etc.).



Enfin, si le site de relocalisation est situé sur le terroir d'une autre communauté, cette partie du PAR présente également une évaluation des impacts sur ces communautés hôtes et les mesures d'atténuation à prévoir en conséquence afin que les communautés déplacées et les communautés hôtes bénéficient au final des mêmes conditions, dans le but notamment de limiter les risques de conflit ultérieur entre elles (en particulier, veiller à un accès équivalent aux services d'éducation, de santé, d'AEP et d'assainissement, etc.).

Contexte complexe : tout comme pour les compensations et les indemnisations le consultant s'assurera que les mesures d'aide à la réinstallation n'entraînent pas d'effets négatifs. Celles-ci doivent être acceptées par l'ensemble de la communauté locale. Par ailleurs, comme précisé dans la partie « identifier les populations affectées », le consultant étudiera les potentielles sources de tension passées, actuelles et à venir du fait du projet entre les populations déplacées et les populations hôtes. Il proposera à cet effet des mesures complémentaires. Un travail de communication et de sensibilisation est donc essentiel pour s'assurer que les non-bénéficiaires ne se sentent pas lésés.

## Tâche 6 : Etablir les responsabilités institutionnelles

Le Consultant définira les rôles et responsabilités de tous les organismes, publics ou privés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, qui seront impliqués dans la mise en œuvre des activités de déplacement et de réinstallation des populations. Il précisera également les mesures nécessaires au renforcement des capacités de ces organismes (y compris les mesures d'assistance technique) ainsi que les modalités de transfert des responsabilités vers les autorités locales et les populations réinstallées elles-mêmes pour ce qui concerne en particulier la gestion des équipements et des services fournis par le projet en application du PAR.

Contexte complexe : le consultant

- Evaluera les capacités des parties prenantes du projet pour identifier celles qui sont plus à même de mettre en œuvre le PAR au regard du contexte. Dans la mesure du possible, privilégier des partenariats avec des acteurs reconnus localement dans la gestion de des conflits (ONG, Maitrise d'œuvre sociale, etc.),
- Analysera les perceptions des populations envers ces organismes et leurs représentants, ainsi que les impacts des perceptions sur la façon dont le processus doit être mené (niveau de confiance, intérêts en jeu, partenaires à mobiliser)

## Tâche 7 : Définir le cadre d'un processus de consultation et participation communautaire

Le Consultant devra engager des consultations constructives avec l'ensemble des parties prenantes au sujet de la stratégie adoptée en matière de rétablissement des moyens d'existence.

Le PAR décrira les processus de consultation et de participation devant permettre à toutes les parties prenantes d'être informées sur le projet et ses effets et de faire part de leurs craintes éventuelles, de leurs attentes et propositions d'amélioration, à chacune des étapes de planification, d'élaboration puis de mise en œuvre du PAR.

Précisément, les éléments présentés dans le PAR seront les suivants :

- La stratégie de consultation et de participation des personnes réinstallées et des communautés hôtes.

- Les points de vue exprimés lors des consultations et la manière dont ils ont été pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PAR pour définir notamment la nature et le niveau des mesures de compensation ainsi que les modalités de mise en œuvre de la réinstallation.
- Une comparaison des alternatives de réinstallation envisagées et une présentation des choix opérés par les personnes déplacées concernant notamment les mesures de compensation et d'aide à la réinstallation, les modalités de relocalisation, la conservation des systèmes d'organisation collective existants, le maintien de l'accès au patrimoine culturel (par exemple, lieux de culte, centres de pèlerinage, cimetières), etc.
- Les mesures prises pour s'assurer que les groupes les plus vulnérables tels que les populations autochtones, les minorités, les travailleurs sans terre, les informels ou les femmes, etc. sont correctement représentés dans le cadre de ce processus de consultation et de participation.
- Les canaux par lesquels les populations déplacées peuvent faire part de leurs préoccupations tout au long de la planification et de la mise en œuvre du projet (pour cet aspect particulier, cf. point suivant).

Contexte complexe : les difficultés de participation (accès au terrain et disponibilité des acteurs cibles, collecte de données, risques sécuritaires pour les populations, participation ou non des groupes violents, etc.) seront prises en compte et des solutions méthodologiques seront proposées pour éviter que l'étude n'exacerbe les tensions.

Il est également recommandé de mener un processus de consultation auprès des populations locales non affectée par le déplacement afin d'évaluer leur acceptabilité du projet et d'identifier le plus en amont possible toute forme de tension entre les communautés.

## **Tâche 8 : Mettre en place un processus de règlement des plaintes.**

Le Consultant décrira les procédures permettant le règlement des différends nés de la réinstallation elle-même ou de ses conséquences. Cette procédure doit permettre à toute personne affectée de déposer une plainte ou une réclamation sans encourir de frais et en ayant l'assurance que cette plainte sera traitée de manière satisfaisante et dans un délai raisonnable.

La description du cadre de règlement des plaintes existant dans le pays hôte ou mis en place par le maître d'ouvrage du projet en application du PAR, devra en particulier présenter les points suivants :

- Les dispositifs de recours institutionnel existants ;
- Le système de recueil et d'enregistrement des doléances ;
- Les procédures d'instruction des plaintes ;
- Le mécanisme établi pour statuer sur les plaintes et, le cas échéant, pour faire appel des décisions rendues ;
- Un calendrier théorique détaillant toutes les étapes du processus de règlement des plaintes et leurs délais associés ;
- Les dispositions particulières permettant de garantir à tous, y compris les populations les plus vulnérables, un accès identique à ces procédures et un traitement équitable de tous les groupes sociaux.

Contexte complexe :

- Le consultant s'efforcera à intégrer les acteurs (individus, ONG, etc.) actifs et reconnus localement dans la résolution du conflit dans le comité de résolution des plaintes (s'il en existe un) en s'étant assuré auparavant de son impartialité par rapport au projet.
- Sur demande, un système permettant l'anonymat peut être envisagé pour ne pas exposer le plaignant. Des retours réguliers sur la résolution des plaintes doivent être menés sur le terrain.

### Tâche 9 : Établir le budget et calendrier de mise en œuvre.

Le Consultant présentera un budget détaillé couvrant l'ensemble des activités du PAR pendant toute la durée du projet, avec une ventilation des coûts par catégorie d'impact, type d'indemnisation et autres types de dépenses (formation, gestion du projet de déplacement réinstallation, suivi de la mise en œuvre du PAR, ...).

L'origine des financements du PAR devra également être précisée (gouvernement hôte, promoteur du projet, etc.) ainsi qu'un calendrier prévisionnel des dépenses.

Enfin, le budget devra également prévoir un poste de provisions notamment pour couvrir les risques d'inflation, de croissance démographique et tout autre imprévu.

Le Consultant établira le calendrier d'exécution de toutes les activités de réinstallation, de leur préparation à leur mise en œuvre effective, et jusqu'à restauration d'un niveau de vie au moins équivalent pour les populations déplacées.

Ce calendrier précisera en particulier les dates prévisionnelles auxquelles les populations déplacées (et, le cas échéant, les communautés hôtes) pourront effectivement jouir des bénéfices des mesures prévues par le PAR ainsi que les dates auxquelles les différentes formes d'aides à la réinstallation cesseront.

Enfin, le calendrier d'exécution présentera également clairement les modalités de coordination entre la réalisation du projet et des travaux qui sont à l'origine des déplacements, d'une part, et les activités de réinstallations prévues dans le PAR, d'autre part.

Contexte complexe :

- La volatilité du contexte impose de prévoir des provisions particulières (suivi du contexte et des effets inattendus du contexte sur le projet) pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du PAR.
- Le calendrier autorisera un niveau de flexibilité en fonction du niveau de complexité du contexte d'intervention.

### Tâche 10 : Mettre en place un dispositif de suivi évaluation.

Le Consultant définira le dispositif de suivi de la réalisation des activités de réinstallation et d'évaluation des résultats obtenus en détaillant notamment les responsabilités organisationnelles, la méthodologie appliquée et le calendrier relatifs à la supervision et à l'établissement des rapports.

Ce dispositif doit permettre de suivre l'avancement concret de la mise en œuvre du PAR (décaissement des indemnités, déroulement des activités de consultation et de participation des communautés, activités de réinstallation, etc.) et d'évaluer l'efficacité (et la viabilité) des mesures mises en œuvre en termes de rétablissement des moyens d'existence et de restauration d'un niveau de vie au moins équivalent.

Ce dispositif a vocation à identifier, aussi précocement que possible, les éventuels problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du PAR afin de procéder aux ajustements qui s'avèreraient nécessaires (mesures correctives ou préventives) pour la suite de la mise en œuvre.

Contexte complexe : Développer une méthodologie adaptée en termes de suivi-renforcé en continu. Celle-ci doit :

- Inclure le suivi de l'évolution du contexte dans lequel s'inscrit le PAR, des interactions entre projet et contexte au fil du projet ainsi que des impacts négatifs inattendus du PAR voire du projet,
- Etre au plus près du pilotage pour assurer la flexibilité et l'adaptation des mesures de déplacement nécessaire. Celui-ci peut se faire en interne ou par un tiers pour assurer l'impartialité nécessaire au suivi,
- Assurer que les moyens yc. financiers sont disponible pour suivre l'évolution du contexte (mise à jour des études, remontées d'informations, etc.) et prendre en charge les nouveaux impacts qui seront issus de l'évolution du contexte.

## **RÉSULTATS ATTENDUS / LIVRABLES**

Le Consultant produira un Plan de Réinstallation involontaire qui s'organisera de la manière suivante :

- Résumé non technique
- Description du projet et de sa zone d'implantation
- Identification des impacts potentiels
- Objectifs du programme de réinstallation
- Etude socio-économique et recensement des PAP
- Cadre juridique
- Cadre institutionnel
- Éligibilité
- Estimation des pertes et de leur indemnisation (méthodologie, types et niveaux de compensations proposés
- Mesures de réinstallation : description des programmes d'indemnisation et autres mesures de réinstallation
- Propositions, sélection, préparation du site, et relocalisation
- Logements, infrastructures et services sociaux : plans de fourniture de logements, d'infrastructures et de services sociaux.
- Protection et gestion environnementales : Description des limites de la zone de réinstallation, évaluation des impacts environnementaux de la réinstallation, mesures d'atténuation et de gestion de ces impacts
- Participation communautaire : implication des populations réinstallées et des communautés hôtes
- Intégration avec les populations hôtes : mesures d'atténuation de l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes
- Procédures de recours des différends nés de la réinstallation
- Responsabilités organisationnelles.
- Calendrier d'exécution couvrant toutes les activités de réinstallation, depuis la préparation jusqu'à la mise en œuvre
- Coûts et budget
- Suivi et évaluation

Contextes complexes : reprendre dans chacune des parties l'ensemble des recommandations émises dans les encadrés « contextes complexes ». Elaborer une carte avec les zones de tensions ou la localisation des diviseurs (site en particulier) selon leur typologie.

#### **4. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE ET CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DE L'ÉTUDE**

L'étude sera conduite par un consultant ou une équipe expérimentée dans le domaine des réinstallations involontaires. L'équipe comprendra des experts dotés de compétences dans les domaines suivants :

- socioéconomie et/ou socioanthropologie appliquée aux processus de déplacement de populations ;
- agroéconomie (si pertinent, i.e. si les PAP ont des activités agricoles ou pastorales), urbanisme, aménagements fonciers ;
- expertise en consultation publique et approche participative, avec une expérience dans la mise en œuvre d'une approche genre (p.ex. analyse genre, méthodologie pour activités d'animation/consultation, formation des équipes opérationnelles) ;
- expérience des bonnes pratiques internationales (notamment Politique E&S du groupe Banque mondiale).

La proposition du consultant présentera les ressources locales à mobiliser pour la conduite des enquêtes de terrain. Une bonne connaissance des spécificités *du pays*, est un plus.

Contexte complexe : En fonction du niveau de complexité, ajouter à l'équipe, un consultant spécialisé dans les approches sensibles au conflit (Do Not Harm).

L'équipe mobilisée ne devra pas pouvoir être perçue comme représentant certains groupes plus que d'autres dans le contexte (langues parlées, origines géographiques et culturelles, genre).

La durée nécessaire pour conduire l'étude est évaluée à xxx homme-mois et le calendrier envisagé est le suivant :

- Remise des offres :
- Attribution du marché :
- Conduite de l'étude :
- Remise du rapport provisoire :
- Remise du rapport définitif :

## ANNEXE 8 - Cadre de planification pour les peuples autochtones

### 1. Objectifs et principes

Le présent cadre de planification pour les peuples autochtones (CPPA) sera appliqué lorsque, suite au screening environnemental ou à l'EIES subséquent, il aura été identifié que des peuples autochtones (PA) sont présents dans la zone d'influence d'un sous-projet. Les responsables du sous-projet et les IE seront chargés de mettre en œuvre les actions nécessaires permettant de remplir les exigences définies par ce cadre.

Il n'existe pas de définition universellement acceptée pour la notion de Peuples Autochtones. Selon le pays, les Peuples Autochtones peuvent être désignés par des termes aussi variés que minorités ethniques autochtones, aborigènes, tribus montagnardes, nations minoritaires, tribus répertoriées, premières nations, ou groupes tribaux. La Politique pour les peuples autochtones du FVC fournit, pour l'ensemble des projets soutenus par le FVC, une définition et des critères d'applicabilité des dispositions relatives aux peuples autochtones. Le présent CPPA se réfère à la Politique pour les peuples autochtones du FVC, qui reconnaît l'existence de différentes définitions des peuples autochtones et prend en compte les critères les plus couramment acceptés et appliqués pour déterminer le statut de peuple autochtone, en respectant, au moment de valider ce statut, le critère fondamental d'auto-identification des peuples comme autochtones ou tribaux.

### 2. Exigences générales du CCPA

Les responsables du sous-projet et les IE identifieront, suite au screening social et environnemental et à l'EIES, les communautés de peuples autochtones susceptibles d'être présentes dans la zone d'influence du sous-projet, ainsi que la nature et le degré des impacts sociaux attendus, les impacts sur les ressources culturelles physiques, les impacts environnementaux, ainsi que les éventuels bénéfices dont pourraient profiter les Peuples Autochtones. Les responsables du sous-projet devront faire tout leur possible pour éviter que des impacts négatifs affectent les peuples autochtones. Les sous-projets tâcheront de réduire, atténuer ou compenser ces impacts lorsque ceux-ci ne pourront être évités, de façon adaptée aux particularités culturelles. Les actions proposées seront déterminées en prenant en compte la participation éclairée des Peuples autochtones affectés et incluront un Plan pour les peuples autochtones (PPA) doté d'un calendrier déterminé, ou bien un plan plus général de développement de la communauté, selon la nature et le degré des impacts. Lorsque le sous-projet est considéré comme susceptible de provoquer des impacts importants en raison d'autres risques potentiels, tels que des conflits relatifs aux ressources naturelles, le sous-projet inclura, avant le commencement du projet, des mesures visant à obtenir un consentement préalable, libre et éclairé, ainsi qu'un accord sur le processus à établir pour maintenir ce consentement au sous-projet.

Tout sous-projet devra favoriser l'établissement d'une relation continue avec les peuples autochtones et les communautés affectés, dès la phase de planification du sous-projet et tout au long de sa mise en œuvre. Dans le cadre de l'assistance technique (TA) du programme, des spécialistes pourront être engagés afin d'assister les responsables du sous-projet et les IE dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un processus de consultation adéquat. Pour les sous-projets caractérisés par la présence de communautés autochtones dans la zone du projet, le processus de consultation s'assurera de leur consentement préalable, libre et éclairé (CPLE) et facilitera la participation éclairée de ces communautés aux problématiques qui les affectent, notamment les mesures d'atténuation des impacts proposées, le partage des bénéfices et des opportunités procurées par le développement, ainsi que les problématiques de mise en œuvre. Le processus

d'engagement de la communauté devra être adapté aux particularités culturelles et correspondre aux risques et impacts potentiels auxquels pourraient être confrontés les peuples autochtones. Le processus devra plus particulièrement inclure les processus suivants :

- (a) impliquer les représentants ou organes représentants des peuples autochtones, tels que les conseils, les anciens, etc. ;
- (b) s'assurer que la consultation intègre à la fois des hommes et des femmes et que ceux-ci appartiennent à différentes classes d'âge (de façon adaptée aux particularités culturelles) ;
- (c) prévoir un délai suffisant pour le processus de décision collective ;
- (d) faciliter l'expression de leurs points de vue, de leurs inquiétudes et de leurs propositions dans la langue de leur choix, en l'absence de toute manipulation, interférence ou coercition extérieure, et en l'absence de tout acte d'intimidation ;
- (e) s'assurer que le dispositif de réclamation établi pour ce projet soit adapté aux particularités culturelles et accessible aux communautés des peuples autochtones ; et
- (f) s'assurer que les peuples et les communautés autochtones aient accès au PPA et aux autres plans et documents relatifs au projet dans une forme, un style et une langue qui leur soient appropriés.

L'objectif est d'obtenir et de maintenir un consentement préalable, libre et éclairé pour les sous-projets. De manière générale, ce consentement se définit par l'expression collective et étayée par des éléments matériels d'un point de vue favorable quant aux objectifs, plans et conditions de mise en œuvre du projet. La définition du consentement n'exige pas comme critère l'unanimité, dans la mesure où la communauté dans son ensemble peut soutenir le projet même lorsqu'il existe des dissensions, ou bien lorsqu'il existe peu d'opposition aux objectifs du projet ou aux conditions qui sont proposées. Le PPA au niveau du sous-projet décrira les critères de détermination du consentement ainsi que le processus de consultation entrepris.

Les éléments nécessaires à la détermination d'un consentement préalable, libre et éclairé sont détaillés dans la norme de l'AFD et du FVC relative aux peuples autochtones, et obéissent aux exigences de la Politique pour les peuples autochtones du FVC.

### **3. Bénéfices du développement**

Dans le cadre du processus CPLE et de la participation éclairée des communautés de PA, les sous-projets identifieront les opportunités en matière de bénéfices de développement, lesquelles devront être adaptées aux particularités culturelles. Elles devront correspondre au degré d'impact du projet, avoir pour objectif d'améliorer le niveau de vie et les moyens d'existence de ces peuples de façon adaptée aux particularités culturelles, et s'inscrire dans une logique de durabilité à long terme des ressources naturelles dont elles dépendent. Afin de faciliter la délibération et la prise de décision, les bénéfices et l'accord sur le processus de partage des bénéfices seront documentés dans le cadre du PPA et communiqués aux peuples et communautés autochtones dans les plus brefs délais et de façon équitable.

### **4. Plan de développement pour les peuples autochtones**

Lorsque des peuples et communautés autochtones ont été identifiés dans la zone du projet au cours du processus de screening, un PPA sera élaboré par les responsables du sous-projet. Le PPA sera alimenté par une évaluation économique et sociale qui s'inscrira dans le cadre de l'EIES, ainsi que par des processus de consultation. Le Plan spécifiera les mesures par lesquelles les sous-emprunteurs devront s'assurer que (a) les peuples autochtones affectés par les sous-projets reçoivent ou profitent de bénéfices économiques et sociaux adaptés aux particularités culturelles ; et (b) dans l'éventualité

où de potentiels impacts négatifs sur les peuples autochtones étaient identifiés, tout sera fait pour éviter, réduire, atténuer ou compenser ces impacts négatifs. Le PPA fournira des éléments d'information importants sur l'élaboration et la structure des sous-projets. L'Annexe 7 du CES contient une description indicative du contenu d'un PPA.

## **5. Évaluation sociale**

L'évaluation sociale inclura les éléments suivants, selon les cas qui se présentent :

- (a) une description des sous-projets et des éventuelles problématiques ou impacts pouvant affecter des communautés comportant des peuples autochtones, en indiquant l'existence éventuelle de sous-groupes, tels que des peuples autochtones, susceptibles d'être affectés de façon différente ;
- (b) une identification des communautés concernées et autres parties prenantes à consulter ;
- (c) un référentiel présentant les caractéristiques démographiques, sociales, culturelles et économiques des communautés concernées ;
- (d) une évaluation des impacts négatifs et des bénéfices potentiels susceptibles d'être associés au projet ; cette évaluation sera alimentée par des éléments issus des consultations ; et
- (e) une synthèse des préférences et des inquiétudes des communautés quant aux objectifs du projet, à l'accessibilité de ses bénéfices et à leur pertinence sur le plan culturel, aux mesures d'atténuation des impacts négatifs, ainsi qu'aux conditions de mise en œuvre du projet.

## **6. Exigences spécifiques**

En raison de la grande vulnérabilité des peuples autochtones aux circonstances des sous-projets, des exigences adaptées devront être formulées, destinées par exemple à répondre aux impacts affectant les terres traditionnelles et coutumières, à relocaliser les peuples autochtones et à prendre en compte les ressources culturelles. Lorsque l'un de ces cas spéciaux a été identifié, le Programme, dans le cadre de l'assistance technique (TA), fera appel à des experts externes qualifiés pour assister le processus d'évaluation sociale et s'assurer que celui-ci est correctement intégré dans le PPA ou dans le plan de développement de la communauté.

### **(a) Impacts sur des terres obéissant au droit traditionnel ou coutumier**

Les peuples autochtones sont liés à leurs terres coutumières et aux ressources naturelles et culturelles de ces terres. L'utilisation de ces terres par les peuples et communautés autochtones, notamment leur utilisation saisonnière ou cyclique, en tant que moyen de subsistance ou à des fins culturelles, rituelles ou spirituelles ayant trait à leur identité et à leur communauté, peut être démontrée et doit faire l'objet d'une documentation adaptée. S'il est décidé que le sous-projet doit être mis en œuvre sur des terres traditionnelles ou coutumières, et s'il est prévu que des impacts négatifs affectent les moyens de subsistance ou les utilisations culturelles, rituelles ou spirituelles ayant trait à l'identité et à la communauté autochtones, les responsables des sous-projets s'assureront que le processus d'acquisition des terres se fait dans le respect de l'utilisation que ces peuples font des terres. À cet effet, les mesures suivantes seront mises en œuvre :

- (i) les responsables du sous-projet documenteront leurs démarches pour éviter ou du moins réduire l'empreinte du sous-projet tel qu'il a été proposé ;
- (ii) des experts seront engagés afin de documenter les différentes utilisations des terres, en collaboration avec les communautés de peuples autochtones affectées et sans aucun préjugé quant à leur revendication territoriale ;



(iii) les communautés de peuples autochtones affectées seront informées de leurs droits vis-à-vis de leurs terres dans le cadre des lois de leur pays, en particulier les pays reconnaissant l'existence d'un droit coutumier ou d'une utilisation coutumière ;

(iv) les sous-projets pourront proposer aux communautés de peuples autochtones affectées une indemnisation juste et des processus effectifs, tels que des mécanismes de partage des bénéfices ; et/ou indemnisation en terres et/ou en nature au lieu d'une indemnisation en espèces, lorsque cela est possible ; et

(v) les responsables du sous-projet entameront des négociations de bonne foi avec les communautés de peuples autochtones affectées et documenteront la participation éclairée de celles-ci, ainsi que les résultats des consultations.

#### (b) Relocalisation des peuples autochtones

Les responsables du sous-projet et les IE envisageront des structures de sous-projet alternatives afin d'éviter le déplacement des peuples autochtones installés sur des terres collectives traditionnelles ou coutumières, et leur relocalisation. Dans l'éventualité où cette relocalisation ne peut être évitée, le sous-projet ne pourra commencer avant que des négociations menées de bonne foi aient été établies avec les communautés de peuples autochtones affectées, qu'un document résultant des négociations ait été produit témoignant d'un consentement préalable, libre et éclairé (CPLE), et que ce document ait été validé par l'IE et l'AFD. Toute relocalisation de Peuples Autochtones devra être conforme aux normes de l'AFD et du FVC relatives à l'acquisition de terres et à la réinstallation involontaire. Permettre aux peuples autochtones relocalisés de revenir à leurs terres traditionnelles ou coutumières lorsque la raison de leur relocalisation cesse d'exister doit rester une option envisageable tout au long du projet.

#### (c) Ressources culturelles

Lorsqu'un sous-projet propose d'utiliser les ressources culturelles, les savoir-faire ou les pratiques des peuples autochtones à des fins commerciales, le sous-projet devra détailler par écrit et communiquer aux peuples et communautés les éléments suivants : (i) leurs droits dans le cadre des lois en vigueur dans le pays ; (ii) le périmètre et la nature du développement commercial proposé ; et (iii) les conséquences potentielles de ce développement. Les sous-projets n'entameront pas de processus de commercialisation avant d'avoir : (i) établi une négociation menée de bonne foi avec les communautés de peuples autochtones affectées ; (ii) prouvé qu'il existait un consentement préalable, libre et éclairé résultant de cette négociation, et que ce consentement a bien été validé par l'IE et l'AFD ; et (iii) prévu des dispositions pour un partage juste et équitable des bénéfices.

## ANNEXE 9 - Liste indicative des éléments à inclure dans le Plan pour les peuples autochtones (PPA)

- A. Résumé du Plan pour les peuples autochtones : Décrit de façon concise les faits essentiels, les conclusions les plus importantes et les actions recommandées
- B. Description du projet : Description générale du projet, de la zone géographique du projet et des composantes/activités susceptibles d'avoir un impact sur les peuples autochtones
- C. Description des Peuples Autochtones : Description du (des) peuple(s) autochtone(s) affecté(s) ainsi que de leur zone géographique, qui doit contenir :
  - i. une description de la communauté ou des communautés constitutive(s) des peuples affectés (exemple : nom, ethnie, dialecte, estimation du nombre de personnes, etc.) ;
  - ii. une description des ressources, des terres et des territoires qui seront affectés, ainsi que le lien/la relation des populations affectés avec ces ressources, ces terres et ces territoires ; et
  - iii. l'identification de tout groupe vulnérable au sein des peuples affectés (peuples isolés ou en isolement volontaire, les femmes et les mineures, les handicapés et les personnes âgées).
- D. Résumé des droits substantiels et cadre juridique : Description des droits substantiels des peuples autochtones et du cadre juridique applicable, qui doit contenir :
  - i. Une analyse des lois et réglementations en vigueur aux niveaux national et international affirmant et protégeant les droits des peuples autochtones (inclure une évaluation générale du degré d'application de ces lois par l'État).
  - ii. Déterminer si le Projet comporte des activités qui dépendent de la reconnaissance juridique d'un droit de propriété sur des terres, des ressources ou des territoires jusqu'alors détenus, occupés, ou autrement utilisés ou acquis, dans le cadre de droits de propriété traditionnels. Lorsque cette dépendance existe (cf. Note d'orientation sur la norme 6, sections 6 et 7), inclure :
    - a) l'identification des mesures et du calendrier associé pour aboutir, avec le soutien de l'autorité compétente, à une reconnaissance juridique de ce droit de propriété, d'occupation ou d'usage, en décrivant la prise en compte des coutumes, des traditions, des normes, des valeurs, des régimes fonciers en vigueur, ainsi que la participation effective et significative des peuples affectés, au moment de la délimitation, de la démarcation et de l'établissement des titres fonciers ; la reconnaissance juridique des titres se fera avec l'accord préalable, libre et éclairé des peuples autochtones ; et
    - b) la liste des activités prohibées tant que le processus de délimitation, de démarcation et d'établissement des titres fonciers n'a pas été mené à son terme.
  - iii. Analyse visant à déterminer si le Projet comporte des activités qui dépendent de la reconnaissance en tant que personne morale des Peuples Autochtones affectés. Lorsque cette situation de dépendance existe :
    - a) l'identification des mesures et des calendriers associés pour que cette reconnaissance soit rendue officielle, en collaboration avec l'autorité compétente et avec la participation entière et effective des peuples autochtones affectés, ainsi qu'avec leur consentement ; et
    - b) la liste des activités prohibées tant que cette reconnaissance n'a pas été officialisée.
- E. Résumé des mesures d'évaluation et d'atténuation sociales et environnementales
  - i. Un résumé des conclusions et des recommandations fournies par les études préalables obligatoires des impacts sociaux et environnementaux (selon les cas : évaluation limitée, EIES, EESS), tout particulièrement celles relatives aux peuples autochtones, à leurs droits, leurs

terres, leurs ressources et leurs territoires. Ce résumé doit décrire comment les peuples autochtones affectés ont participé à cette étude et inclure leurs opinions sur les mécanismes de participation, les conclusions et les recommandations.

- ii. Lorsque des risques et des impacts négatifs susceptibles d'affecter les peuples autochtones sont identifiés, la présentation détaillée et le calendrier de mise en œuvre pour les mesures planifiées visant à éviter, réduire, atténuer ou compenser ces effets négatifs. Identification de mesures spéciales visant à promouvoir et à protéger les droits et les intérêts des peuples autochtones, conformément aux normes et coutumes internes des peuples affectés.
- iii. Si le Projet a pour conséquence un déplacement de peuples autochtones les obligeant à quitter leurs terres et territoires, ainsi qu'une relocalisation de ces peuples : description de la consultation et du processus de CPLE ayant conduit à l'accord de relocalisation et à une indemnisation juste et équitable ; cette description doit inclure la possibilité d'un retour sur les terres.
- iv. Une description des mesures visant à protéger les savoir-faire traditionnels et le patrimoine culturel, dans l'éventualité où le Projet aurait pour conséquence la documentation et/ou l'utilisation et l'appropriation du savoir-faire et du patrimoine des peuples autochtones, et, si tel est le cas, les mesures garantissant le CPLE des peuples autochtones.

F. Participation, consultation et processus de CPLE

- i. Un résumé des résultats de la consultation, qui doit être adaptée aux particularités culturelles, ainsi que, le cas échéant, les processus CPLE entrepris auprès des peuples autochtones ayant conduit ces peuples à apporter leur soutien au Projet.
- ii. Une description des mécanismes mis en place pour assurer une consultation et des processus de consentement récurrents sur toute la durée du Projet. Identifier les activités et les caractéristiques du Projet devant spécifiquement faire l'objet d'une consultation et d'un CPLE.

G. Bénéfices adaptés : Identification des mesures à entreprendre pour s'assurer que les peuples autochtones reçoivent une part des bénéfices sociaux et économiques qui soit à la fois équitable et adaptée aux particularités culturelles ; description de la consultation et des processus de consentement ayant conduit à la détermination de dispositions de partage des bénéfices.

H. Renforcement des capacités

- i. Description des activités du Projet destinées à augmenter les capacités au sein de l'État et/ou des peuples autochtones affectés, et faciliter les échanges entre eux, leur cohabitation et leur collaboration.
- ii. Description des mesures visant à soutenir les capacités sociales, juridiques et techniques des institutions des peuples autochtones dans la zone géographique du projet, avec pour objectif une meilleure représentation des peuples autochtones.
- iii. Lorsque cela est approprié et qu'une demande a été faite en ce sens, une description des mesures visant à soutenir les capacités techniques et juridiques des institutions publiques concernées, avec pour objectif de renforcer leur conformité aux devoirs et aux obligations du pays par rapport au droit international en matière de droits des peuples autochtones.
- I. Dispositif de suivi des réclamations : Une description des procédures disponibles pour répondre aux réclamations soumises par les peuples autochtones affectés suite à la mise en œuvre du Projet, contenant les solutions qui s'offrent à eux, la prise en compte des lois coutumières et des processus de résolution des litiges des peuples autochtones dans les

dispositif de réclamation, ainsi que la capacité effective des peuples autochtones, dans le cadre des lois du pays, de dénoncer toute violation auprès des tribunaux et des processus administratifs du pays, et d'obtenir des solutions.

- J. Suivi, Reporting, **Évaluation**
- i. Mécanismes et benchmarks appropriés au Projet permettant d'assurer un suivi, une évaluation et un reporting communs, transparents et participatifs ; description de l'implication des peuples autochtones affectés.
- ii. Définir les mécanismes mis en place pour permettre un examen et une révision périodique du PPA dans l'éventualité où de nouvelles conjonctures, au cours du Projet, justifient la mise en place de modifications qui devront être élaborées dans le cadre des processus de consultation et de consentement menés auprès des peuples autochtones.
- K. Dispositions institutionnelles : Décrit les responsabilités et les mécanismes envisagés en matière de dispositions institutionnelles pour mettre en œuvre les mesures du PPA, notamment les mécanismes de participation des peuples autochtones affectés. Décrit le rôle des entités indépendantes et impartiales engagées pour effectuer des contrôles, réaliser des évaluations sociales et environnementales, et/ou mener des opérations de surveillance du projet.
- L. Budget et financement : Un plan aux coûts appropriés, doté d'un budget détaillé suffisant pour entreprendre de façon satisfaisante les activités décrites.

## ANNEXE 10 - Plan d'Engagement des Parties Prenantes

### Définition et démarche d'engagement des parties prenantes

- SFI. Dialogue avec les Parties Prenantes : Le Manuel des bonnes pratiques pour les entreprises réalisant des affaires sur les marchés en développement. [En ligne]. Washington : Société Financière Internationale, 2007. Disponible sur : < [http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/528c708048855c1e8b1cdb6a6515bb18/IFC\\_StakeholderEngagement\\_French.pdf?MOD=AJPERES](http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/528c708048855c1e8b1cdb6a6515bb18/IFC_StakeholderEngagement_French.pdf?MOD=AJPERES) > (consulté le 19 juillet 2016)

### Autres éléments bibliographiques :

- BAD. Manuel de consultation et de participation des parties prenantes aux opérations de la BAD [En ligne]. Abidjan : Banque Africaine de Développement, 2001. Disponible sur : < <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Mannuel%20de%20Participation.pdf> > (consulté le 19 juillet 2016)
- Banque Mondiale. Norme environnementale et sociale n°10. Engagement des parties prenantes et divulgation de l'information [En ligne]. Washington : Banque Mondiale, 2015. (Normes environnementales et sociales). Disponible sur : < [https://consultations.worldbank.org/Data/hub/files/consultation-template/review-and-update-world-bank-safeguard-policies/fr/materials/second\\_draft\\_proposed\\_environmental\\_and\\_social\\_standard\\_-\\_ss10\\_fr\\_.docx](https://consultations.worldbank.org/Data/hub/files/consultation-template/review-and-update-world-bank-safeguard-policies/fr/materials/second_draft_proposed_environmental_and_social_standard_-_ss10_fr_.docx) > (consulté le 19 juillet 2016)
- Gray C. L'engagement des parties prenantes : boîte à outils [En ligne]. [s.l.] : Union Européenne, REVIT, [s.d.].(Thème de coopération). Disponible sur : < [http://areale.ch/brache/images/links\\_infothek\\_PDF/18-REVIT\\_Stakeholder-Beteiligung\\_fr.pdf](http://areale.ch/brache/images/links_infothek_PDF/18-REVIT_Stakeholder-Beteiligung_fr.pdf) > (consulté le 19 juillet 2016)
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Energie (France). Guide du dialogue avec les parties prenantes [En ligne]. Paris : Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Energie (France), 2013. (Les guides gouvernance du club DDEP). Disponible sur : < [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide\\_3\\_-\\_Dialogue.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_3_-_Dialogue.pdf) > (consulté le 19 juillet 2016)
- Réseau Entreprise et Développement Durable. Introduction à l'engagement des parties prenantes [En ligne]. septembre 2010. Disponible sur : < <http://nbs.net/wp-content/uploads/IntroEngagement.pdf> > (consulté le 19 juillet 2016)

## Plan type

1. Introduction
  - 1.1 Présentation du projet
  - 1.2 Contexte du projet
  - 1.3 Principes de participation des parties prenantes du projet
  - 1.4 Structure du plan
2. Règles nationales et normes internationales relatives à la participation des parties prenantes
  - 2.1 Exigences nationales en matière de participation des parties prenantes
  - 2.2 exigences/normes internationales en matière de participation des parties prenantes
  - 2.3 Autres normes en vigueur
3. Analyse des parties prenantes du projet
  - 3.1 Démarche d'identification des parties prenantes
  - 3.2 Caractérisation et démarche proposée pour les groupes de parties prenantes
4. Activités de participation des parties prenantes
  - 4.1 Moyens de communication et d'information créés pour les études préalables et le projet
  - 4.2 Activités de consultation menées à ce jour
  - 4.3 Activités et indicateurs de suivi dans de l'engagement des parties prenantes
5. Mécanisme de gestion des doléances
  - 5.1 Principes de gestion des doléances
  - 5.2 Mécanismes de gestion des doléances : traitement, issues
6. Suivi et comptes rendus des activités de participation des parties prenantes
  - 6.1 Suivi des activités de participation des parties prenantes
  - 6.2 Comptes rendus des activités de participation des parties prenantes
  - 6.3 Comptes rendus annuels

Annexe 1 – coordonnées du projet

Annexe 2 – liste actuelle des parties prenantes

Annexe 3 – schéma du système de communication

Annexe 4 – Schéma du système de gestion des doléances

## **ANNEXE 11 - Principes du PEES**

Le PEES est élaboré par le bénéficiaire sous une forme provisoire au cours de l’instruction, puis finalisé avec l’AFD avant l’octroi. Il fait partie de la documentation juridique pour les projets des catégories risques Elevés (catégorie A), Importants (catégorie B+) et Modérés (catégorie B). Il prend la forme d’un plan d’action conçu pour consolider dans un seul document les mesures matérielles et les actions qui sont nécessaires pour que le Projet soit en conformité avec les standards environnementaux et sociaux appliqués par l’AFD, d’une manière satisfaisante pour l’AFD.

Le PEES, discuté dès le démarrage de l’instruction du Projet avec le Bénéficiaire, sera développé au fur et à mesure que l’information concernant les risques et impacts potentiels du projet devient connue. Il est discuté avec la contrepartie et est finalisé avant la décision d’octroi de l’AFD. Il est examiné par le Comité de Crédit.

Il prend en compte les résultats des évaluations E&S, des diligences réalisées par l’AFD et les résultats des consultations avec les parties prenantes. La préparation du PEES démarre aussi tôt que possible, normalement dès le cadrage du projet. C’est un outil qui facilite l’intégration dans un même document, des mesures d’atténuation permettant de répondre aux risques et impacts potentiels de l’opération financée.

### **Contenu du PEES**

Le PEES présente de façon concise les engagements pris par le bénéficiaire pour éviter, minimiser, réduire ou compenser les risques et impacts potentiels du Projet sur l’environnement humain et naturel. Il sert de support au suivi de la performance E&S du Projet. Les engagements sont présentés de façon claire, pour qu’il n’y ait pas d’ambiguïté sur la conformité, le calendrier et le suivi. Selon les projets, le PEES peut détailler les sources de financement pour la mise en œuvre des mesures ou actions, et inclure d’autres détails sur leur achèvement.

Le PEES présente également l’organisation que le bénéficiaire devra établir et maintenir pour mettre en œuvre les actions contenues dans le PEES. La structure de l’organisation décrit les différents rôles et responsabilités du bénéficiaire et des agences responsables pour la mise en œuvre du Projet, et identifie le personnel spécifique avec des lignes claires de responsabilité et d’autorité. Lorsque jugé nécessaire, le PEES inclut un programme de formation pour que le personnel impliqué dans la mise en œuvre ou le suivi des actions du PEES ait les compétences requises.

Le contenu du PEES différera projet par projet. Pour certains projets, le PEES contiendra toutes les obligations appropriées du bénéficiaire, et il n’y aura aucune demande de plans additionnels. Pour d’autres projets, le PEES fera référence à d’autres plans, qui peuvent être soit existants, soit restant à préparer (p. ex. un PGES, un plan de réinstallation, un plan sur les déchets dangereux, des investigations supplémentaires). Dans de tels cas, le PEES renverra aux plans (PGES, PAR, autres plans spécifiques) et, dans l’attente de leur finalisation, indiquera les principales actions clés envisagées et le calendrier de mise en œuvre.

### **Mise en œuvre du PEES**

Le bénéficiaire mettra en œuvre les mesures et actions identifiées dans le PEES en respectant les calendriers spécifiés. On pourra mesurer l’efficacité de la mise en œuvre du PEES grâce aux indicateurs de suivi et de reporting qu’il contient.

Le bénéficiaire ne réalisera aucune activité relative au Projet qui pourrait induire un risque ou un impact négatif E&S, avant que les plans, mesures ou actions nécessaires n'aient été mis en œuvre conformément au PEES, y compris les exigences applicables pour la consultation publique ou la diffusion de l'information.

## Format du PEES

### Format général

Un PEES n'est pas un PGES. Un PEES indique les objectifs à atteindre dans un calendrier donné et les ressources à mobiliser, il ne détaille pas les activités ou les méthodes de mise en œuvre.

La taille d'un PEES n'excèdera pas 15 pages, en fonction de la complexité des enjeux E&S.

Le PEES est présenté sous forme de tableau structuré de manière identique pour tous les projets financés par l'AFD. Cette approche apporte les avantages suivants :

- Rapidité dans la préparation (Bénéficiaire appuyé par l'AFD) et l'analyse (AFD en comité de crédit)
- Document concis se concentrant sur l'essentiel et attaché à la convention de financement
- Tous les thèmes E&S sont abordés, limitant le risque d'oubli d'un enjeu E&S
- Lors des co-financements, la structure du PEES permet une discussion cohérente avec les autres partenaires techniques et financiers car établie selon les mêmes standards E&S que ceux de la Banque Mondiale, de la SFI, de la BEI, de la BAfD, de la BASD et de la BERD.

### Comment remplir le PEES ?

On trouvera dans le présent document la matrice type d'un PEES tel qu'utilisé par l'AFD. Les colonnes et lignes qui y sont mentionnées sont données à titre de référence uniquement et ne correspondent pas nécessairement à la structure précise qui sera arrêtée pour le projet instruit par l'AFD. L'information incorporée dans le PEES pourra varier en fonction de la nature et des caractéristiques de l'opération et des conclusions de l'instruction menée par l'AFD aux fins du financement.

Les colonnes du PEES pourront être remplies de la façon suivante :

- **Thème** : Suivre la logique des standards environnementaux & sociaux de la Banque Mondiale et par standard, on entend les thèmes décrits dans la Politique E&S de la Banque Mondiale (approbation en cours). Certains thèmes n'étant pas nécessairement pertinents pour tous les projets (p.ex. c'est fréquemment le cas de l'enjeu peuples autochtones), cette colonne devra être adaptée au contexte E&S du Projet (en supprimant les lignes non pertinentes par exemple).
- **Actions requises** : lister les mesures structurelles (p.ex. conception alternative, équipement supplémentaire, décontamination des sols, respect de normes d'émissions ou d'effluent) et non-structurelles (p.ex. études, investigations, plans, renforcement des capacités, appel d'offre, campagnes de sensibilisation, changement de calendrier, stratégie de



communication) requises pour répondre au risque E&S identifié.

- **Ressources et responsabilités** : Préciser qui fait quoi en terme de mise en œuvre de l'action requise : ressources internes (préciser l'équipe ou le département), sous-traitant (entreprise ou bureau d'étude ou ONG, local ou international, appel d'offre), agence gouvernementale.

- **Source de financement** : Préciser l'une des 4 options (i) interne au budget du bénéficiaire, (ii) sur le crédit octroyé par l'AFD ou un autre cofinancier, (iii) sur un Fonds d'études octroyé par, ou délégué à l'AFD, (iv) autre option à expliquer.

- **Calendrier de préparation et de mise en œuvre** : Proposer des dates : précision au mois près pour le court terme (i.e. <1 an), précision au trimestre près pour le moyen terme (<3 ans) et précision à l'année pour le long terme (>3 ans). Si les dates ne sont pas connues, préciser l'évènement du Projet qui déclenche la mise en œuvre (p.ex. avant le premier décaissement, avant la mobilisation de l'entreprise de génie civil, avant la réception provisoire des travaux, avant le démarrage de la production, etc.).

- **Indicateur de réalisation effective** : disponibilité d'un document (plan spécifique, rapport de suivi, rapport d'audit...), mobilisation effective de personnel, installation et/ou fonctionnement effectifs d'un équipement (p.ex. traitement) ou d'une infrastructure (p.ex. passe à poisson, bureau d'information), évidences de tenue de réunions ou de formation, disponibilité d'un support de communication (p.ex. site web).

## Modèle

Voir en page suivante. Le PEES ne doit inclure que les lignes pertinentes pour le Projet considéré. Il doit être considéré comme une check-list à simplifier en tant que de besoin, et un tableau de bord des diligences E&S à produire puis à mettre en œuvre.]

NB : pages 1 à 3 à supprimer après rédaction du PEES.

Thème	Actions requises	Ressources et responsabilités	Source de financement	Calendrier : préparation & mise en œuvre	Indicateur de réalisation effective
<b>1. Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux</b>					
1.1 Catégorisation du Projet					
1.2 Analyse des alternatives					
1.3 Évaluation environnementale et sociale					
1.4 Système de Management Environnemental et Social (SMES)					
1.5 Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)					
1.6 Capacité organisationnelle et engagement					
1.7 Gestion des entreprises et sous-traitants					
1.8 Suivi du projet et communication d'information le concernant					
1.9 Définition du budget requis pour la mise en œuvre des mesures E&S					
<b>2. Main d'œuvre et conditions de travail</b>					
2.1 Conditions de travail et d'emploi					
2.2 Non-discrimination et égalité des chances					
2.3 Organisations de travailleurs					
2.4 Protection de la main-d'œuvre : travail des enfants ou travail forcé					
2.5 Mécanisme de règlement des griefs					
2.6 Hygiène et sécurité du travail					
2.7 Main-d'œuvre des sous-traitants					
2.8 Main-d'œuvre recrutée dans les communautés locales					
<b>3. Utilisation rationnelle des ressources, prévention et contrôle de la pollution</b>					
3.1 Economie d'énergie					
3.2 Consommation d'eau					
3.3 Matières premières					
3.4 Pollution de l'air					
3.5 Gestion des déchets dangereux et non-dangereux					
3.6 Gestion des produits chimiques et des produits dangereux					
3.7 Utilisation & gestion des pesticides					

Thème	Actions requises	Ressources et responsabilités	Source de financement	Calendrier : préparation & mise en œuvre	Indicateur de réalisation effective
<b>4. Santé et sécurité des communautés</b>					
4.1 Conception et sécurité des infrastructures et des équipements					
4.2 Sécurité des services					
4.3 Trafic routier et sécurité routière					
4.4 Services fournis par les écosystèmes					
4.5 Exposition des Communautés aux maladies					
4.6 Gestion des matières dangereuses et sécurité					
4.7 Préparation et réponse aux situations d'urgence					
4.8 Personnel chargé de la sécurité					
<b>5. Acquisition des terres, restrictions d'utilisation des terres et réinstallation involontaire</b>					
5.1 Conception du projet					
5.2 Plan d'Action de Réinstallation					
5.3 Indemnisation et avantages pour les personnes déplacées					
5.4 Engagement des communautés					
5.5 Mécanisme de règlement des griefs					
5.6 Planification & mise en œuvre					
5.7 Déplacement physique					
5.8 Déplacement économique					
5.9 Collaboration avec autres agences ou autorités locales responsables					
5.10 Assistance technique et financière					
<b>6. Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes</b>					
6.1 Évaluation des risques & impacts sur les habitats et la biodiversité					
6.2 Conservation de la biodiversité : atténuation, habitats, compensation.					
6.3 Aires protégées ou reconnues pour leur valeur de biodiversité					
6.4 Espèces exotiques envahissantes					
6.5 Gestion durable des ressources naturelles vivantes					
6.6 Chaîne d'approvisionnement et fournisseurs					
<b>7. Populations autochtones (PAs)</b>					

Thème	Actions requises	Ressources et responsabilités	Source de financement	Calendrier : préparation & mise en œuvre	Indicateur de réalisation effective
7.1 Projets conçus spécifiquement pour bénéficier aux PAs					
7.2 Fournir un accès équitable aux avantages du projet pour les PAs					
7.3 Prévention ou réduction des impacts négatifs sur les PAs					
7.4 Consultation significative adaptée aux PAs					
7.5 Consentement libre, préalable et éclairé					
7.6 Impacts sur les terres/ ressources traditionnelles ou coutumières					
7.7 Déplacement PAs de terres/ ressources traditionnelles ou coutumières					
7.8 Patrimoine Culturel					
7.9 Atténuation et opportunités de développement					
7.10 Mécanisme de règlement des griefs					
7.11 PAs & planification plus large du développement					
<b>8. Patrimoine culturel</b>					
8.1 Identification du patrimoine culturel					
8.2 Zones de protection du patrimoine culturel réglementées					
8.3 Sites et objets archéologiques					
8.4 Structures historiques					
8.5 Caractéristiques naturelles avec une importance culturelle					
8.6 Patrimoine culturel matériel					
8.7 Commercialisation du patrimoine culturel immatériel					
<b>9. Intermédiaires financiers (IF)</b>					
9.1 Capacité organisationnelle au sein de l'IF					
9.2 Procédures environnementales et sociales					
9.3 Engagement des parties prenantes					
9.4 Rapports destinés à l'AFD					
<b>10. Divulgence de l'information et engagement des parties prenantes</b>					
10.1 Identification et analyse des parties prenantes					
10.2 Plan d'engagement des parties prenantes					
10.3 Divulgence de l'information					

Thème	Actions requises	Ressources et responsabilités	Source de financement	Calendrier : préparation & mise en œuvre	Indicateur de réalisation effective
10.4 Consultation significative					
10.5 Engagement pendant la mise en œuvre du projet et rapports externes					
10.6 Règlement des plaintes					
10.7 Capacités et engagement organisationnels					

oOo

## **ANNEXE 12 - Annexe X. à la convention de financement**

### **Lignes directrices pour l'établissement du rapport de suivi Environnemental et Social**

Agence Française de Développement

Cette liste indicative présente les éléments à inclure à minima dans le rapport de suivi environnemental et social des projets. L'objet de ce rapport est de s'assurer de la conformité du projet au cadre normatif applicable, incluant les réglementations nationales (permis et licences environnementales, droit du travail...)

#### **Informations générales, état d'avancement du projet et évolutions des problématiques E&S**

- Nom et localisation du projet
- Période concernée par le rapport
- Les auteur(s) du rapport (MOA / Mission de contrôle / Bureau d'étude...) et moyens / supports utilisés (audit interne, visite de site, documentation E&S, rapport de suivi de chantier, programme de surveillance des travaux de construction, ...)
- Etat d'avancement technique du projet et éventuels changements par rapport au projet initial (nouvelles activités, extension des aires concernées, nouveau site, fermeture de site, etc.)
- Le nombre d'employés pendant la période en différenciant les employés femmes/hommes, permanents/temporaires, MOA/sous-traitants
- Toute nouvelle problématique environnementale et sociale identifiée sur le projet, ainsi que la façon dont elle a été et est gérée

#### **Conformité aux engagements E&S**

- Mise en œuvre des conditions suspensives et engagements particuliers E&S
- Mise en œuvre des actions du Plan d'Engagement E&S (PEES) sous la forme, par exemple, du tableau ci-dessous
- Mise en œuvre des actions du Plan de Gestion E&S (PGES) et/ou du Plan d'Action de Réinstallation (PAR), ou tout autre plan d'action E&S spécifique, en suivant les dispositifs de monitoring définis dans ces documents
- Synthèse des éventuelles missions de surveillance du Ministère de l'Environnement ou des missions d'audit de tierces parties

Le rapport présentera les écarts relevés et les mesures curatives, correctives ou préventives, les éventuelles difficultés ou retards de mise en œuvre, ainsi que la mise en œuvre des mesures correctives précédemment identifiées.

Tableau de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES).

PEES initial			Période de suivi		
Action	Délai et responsable	Indicateur de réalisation	Etat d'avancement / Commentaires	Conforme/ non-conforme	Actions complémentaires à mettre en œuvre (explicitant les délais et responsable)

### Pilotage des performances environnementales et sociales

- Evolution des budgets engagés sur les sujets E&S et le budget prévisionnel pour l'année à venir
- Composition et évolution des équipes en charge des sujets E&S (Responsable ESS<sup>30</sup>, Responsable RH, Responsable Relations avec les Parties Prenantes, etc.) au sein de la MOA, sous-traitants et entreprises.
- Evolution des principaux indicateurs environnementaux et sociaux mesurés sur les dernières années / mois, notamment :
  - Nombre de non-conformités
  - Statistiques d'accidents au sein de la MOA et ses sous-traitants (presque-accidents, blessures légères, accidents entraînant plus de trois jours d'arrêt de travail, décès)
  - Nombre et type de plaintes
  - Indicateurs identifiés dans le PEES / PGES/ PAR, comme :
    - Mesures de bruit, analyse de la qualité de l'air, des rejets liquides
    - Découverte archéologique
    - ...
- Analyse de l'efficacité des mesures d'atténuation mises en œuvre, des impacts environnementaux et sociaux résiduels et leur traitement éventuel.
- Toute nouvelle Politique E&S introduite ou modifications faites aux politiques existantes et/ou les initiatives d'amélioration E&S (certifications ISO, audits externes, etc.)

### Evènements E&S majeurs

Type d'événement	Oui	Non
Accidents mortels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grèves	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conflits avec les communautés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pollutions (déversements, explosions, émissions incontrôlées...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Articles de presse négatifs sur le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>30</sup> Environnement, Santé, Sécurité

Actions en justice / mécanisme de plainte AFD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### **Circonstances / actions correctives**

Pour chaque évènement majeur ci-dessus, intégrer une présentation détaillée des circonstances (nature, causes fondamentales), des conséquences et du plan d'action mis en œuvre ou à mettre en œuvre (actions correctives et préventives et personnes en charge)

### **Annexes**

Joindre les photos, études complémentaires ou tout document permettant d'illustrer les actions réalisées et de détailler les informations présentées et l'évolution des impacts E&S du projet.